

SENAT DE BELGIQUE

SESSION DE 1990-1991

COMMISSION DES FINANCES

Journée d'étude sur l'impôt des sociétés,
organisée le 16 mai 1991

SOMMAIRE

	Pages
1. Exposé introductif de M. Cooreman, Président de la Commission des Finances	2
2. Exposé de M. Maystadt, Ministre des Finances	3
3. Exposé de M. R. Maldague, Président de la Section « fiscalité et para-fiscalité » du Conseil supérieur des finances	7
4. Exposé de M. T. Vandeputte, Administrateur délégué de la Fédération des entreprises belges	18
5. Exposé de M. L. Voets, au nom de la Fédération générale du travail de Belgique	20
6. Exposé de M. E. Peeters, au nom de la Confédération des syndicats chrétiens	28
7. Exposé de M. De Muelenaere, au nom de la Centrale générale des syndicats libéraux de Belgique	39
8. Exposé de M. K. Peeters, au nom du N.C.M.V.	41
9. Exposé de M. Cleemput, au nom du Front vert	47

BELGISCHE SENAAAT

ZITTING 1990-1991

COMMISSIE VOOR DE FINANCIËN

Studiedag gehouden op 16 mei 1991
over de vennootschapsbelasting

INHOUDSOPGAVE

	Blz.
1. Inleiding door de heer Cooreman, Voorzitter van de Commissie voor de Financiën	2
2. Referaat van de heer Maystadt, Minister van Financiën	3
3. Referaat van de heer R. Maldague, Voorzitter van de Afdeling « fiscaliteit en para-fiscaliteit » van de Hoge Raad voor Financiën	7
4. Referaat van de heer T. Vandeputte, Gedelegeerd Bestuurder van het Verbond der Belgische Ondernemingen	18
5. Referaat van de heer L. Voets, namens het Algemeen Belgisch Vakverbond	20
6. Referaat van de heer E. Peeters, namens het Algemeen Christelijk Vakverbond	28
7. Referaat van de heer De Muelenaere, namens de Algemene Centrale der Liberale Vakbonden van België	39
8. Referaat van de K. Peeters, namens het N.C.M.V.	41
9. Referaat van de heer Cleemput, namens het Groen Front	47

1. EXPOSE INTRODUCTIF DE M. COOREMAN, PRESIDENT DE LA COMMISSION DES FINANCES

Il va de soi que la fixation de l'assiette de l'impôt des sociétés et de son taux ne sont pas des interventions neutres dans la vie sociale.

Les impôts constituent les recettes particulières de l'Etat, qui doivent lui permettre d'accomplir convenablement sa mission, sans accumuler de dettes anormales pour l'avenir.

Tout déficit au budget actuel donnera lieu à une dépense ultérieurement en raison de la charge d'intérêts qu'elle engendre et du remboursement de la dette proprement dite — du moins si l'on envisage encore une restitution.

Si le produit de l'impôt des sociétés ne représente qu'un très faible pourcentage de l'ensemble de ces recettes, son incidence globale le dépasse très largement. D'autre part, comme l'actionnaire ne connaît généralement pas l'importance de l'impôt payé par la société dont il détient des actions, l'incidence électorale est très faible, quant à elle.

Le taux de l'impôt des sociétés et la base de la taxation sont particulièrement importants, parce qu'un investisseur fait toujours des comparaisons avec les pays voisins, et dans l'Europe unifiée en devenir, il sera d'autant plus intéressant de se rendre dans le pays où la taxation est la plus faible.

Pour ce qui est des améliorations d'aujourd'hui et de demain et, donc, de l'emploi de demain et d'après-demain, qui sera générateur de recettes par le biais des cotisations de sécurité sociale et des contributions — ou permettra de réduire les dépenses affectées au paiement d'allocations de chômage —, cet impôt des sociétés constitue, toutefois, un critère particulièrement déterminant.

Pour toutes ces raisons et pour beaucoup d'autres, la Commission des Finances du Sénat a décidé d'organiser cette audition pour entendre les catégories économiques et sociales.

1. INLEIDING DOOR DE HEER COOREMAN, VOORZITTER VAN DE COMMISSIE VOOR DE FINANCIËN

De bepaling van de basis van de vennootschapsbelasting en van zijn niveau van taxatie zijn uiteraard geen neutrale ingrepen in het maatschappelijk leven.

Vooreerst zijn belastingen de bijzondere inkomsten van de Staat welke deze moet toelaten om zijn rol op een behoorlijke wijze te vervullen, zonder abnormale schulden op te stapelen voor de toekomst.

Elk tekort in de begroting van vandaag vormt een uitgave voor de toekomst, door de rente die zij opwekt en voor de terugbetaling van deze schuld zelf — althans voor diegene die nog aan teruggave denken.

In het geheel van deze inkomsten, zijn de vennootschapsbelastingen slechts een vrij gering deel, maar de globale weerslag is veel groter dan dit percentage. Omdat de aandeelhouder veelal niet weet wat er door de vennootschap, waarvan hij aandelen bezit, wordt betaald aan belastingen, is anderzijds de electorale weerslag weer zeer gering.

Het peil van de vennootschapsbelasting en de basis van de taxatie zijn bijzonder belangrijk omdat een investeerder steeds vergelijkt met onze nabuurlanden, wat in het komende ééngemaakte Europa het nog aantrekkelijker zal maken om naar het land te gaan met de laagste taxatie.

Voor de verbeteringen van vandaag en morgen en dus voor de werkgelegenheid van morgen en overmorgen, welke uitmondt in inkomsten langs de bijdragen voor sociale zekerheid en belastingen betaald — of in minderausgaven voor werkloosheidsvergoedingen — is deze vennootschapsbelasting echter een bijzonder bepalend criterium.

Om deze en vele andere redenen besliste de Commissie voor de Financien van de Senaat deze hoorzitting te houden om de economische en sociale geledingen te aanhoren.

2. EXPOSE DE M. MAYSTADT, MINISTRE DES FINANCES

Débatte de la réforme de l'impôt des sociétés, c'est le thème de la journée de travail qui nous réunit aujourd'hui à l'initiative du président Cooreman. Une initiative que je salue, tant il est opportun que les décideurs politiques réfléchissent aux options à prendre en la matière.

Il y a plusieurs raisons à cela.

Premièrement, le contexte international nous y oblige. D'une part, des directives européennes doivent être insérées en droit belge de manière cohérente sur le plan du droit fiscal et acceptable sur le plan budgétaire; c'est en particulier le cas de la directive « mère-filiale » du 23 juillet 1990. D'autre part, notre politique fiscale doit tenir compte de celle menée par les pays partenaires, sous peine de voir se déplacer à l'étranger des entreprises ou des activités importantes. Vous savez que je plaide régulièrement dans les instances internationales en faveur de l'harmonisation et de la coordination des politiques fiscales, préférables de loin à la défiscalisation compétitive à laquelle nous assistons aujourd'hui. En attendant, nous devons nous adapter en tenant compte de nos autres contraintes et objectifs.

Une deuxième raison de poser le problème de l'impôt des sociétés est d'ordre budgétaire. Certes, cet impôt ne représente — il faut le rappeler — qu'une petite partie des recettes de l'ensemble des pouvoirs publics: environ six pour cent. Mais son évolution d'année en année ne correspond pas aux prévisions, ce qui oblige le gouvernement, lors de l'élaboration de chaque budget ou au cours de chaque contrôle budgétaire, à prendre des mesures pour lutter contre ce qu'il appelle les « usages impropres » de la législation fiscale.

Y sommes-nous parvenus? Face aux résultats effectivement atteints ces dernières années, je relève au moins trois thèses en présence, lesquelles ne sont pas nécessairement en opposition les unes avec les autres.

La première d'entre elles rappelle qu'il faut du temps entre la décision politique et son effet dans les chiffres de l'impôt des sociétés, ne fût-ce qu'à cause du délai d'enrôlement. Dans cette optique, les mesures prises ces dernières années finiront bien par se faire sentir. Je voudrais relever à cet égard que le rapport de la section « Fiscalité et parafiscalité » du Conseil supérieur des Finances dont M. Maldague va vous entretenir souligne que, je cite, « à l'horizon 1991 (exercice d'imposition 1992), le taux d'imposition effectif reviendrait à 60 p.c. du taux nominal, alors qu'en l'absence de toutes mesures, il aurait atteint environ la moitié du taux nominal pour l'exercice d'imposition 1990 ».

La deuxième thèse plaide pour une modification fondamentale de l'impôt des sociétés. Certains envisagent une simplification de la législation, l'abaissement du taux d'imposition étant contrebalancé par un élargissement de la base. C'est dans ce sens que j'ai posé au Conseil supérieur des Finances une question sur « l'opportunité de réduire le taux de l'impôt des sociétés à 35 p.c. en supprimant la déduction pour investissement ». D'autres plaident pour l'introduction de l'impôt minimum, celui-ci pouvant être vu comme une technique rendant plus directe la relation entre l'évolution des bénéfices et celle de l'impôt — cette technique fait également l'objet d'une question posée au Conseil supérieur des Finances.

La troisième thèse, enfin, considère que la meilleure voie consiste à réorganiser et renforcer l'administration fiscale, de manière à lui donner les moyens d'effectuer correctement son contrôle des sociétés. De plus, on pourrait lui permettre de lutter plus efficacement contre les abus de droit en organisant un « ruling », c'est-à-dire en offrant aux entreprises la possibilité de lui deman-

2. REFERAAT VAN DE HEER MAYSTADT, MINISTER VAN FINANCIËN

Een debat houden over de vennootschapsbelasting, dat is het thema van de studiedag waarvoor we hier bijeen zijn gekomen op initiatief van Voorzitter Cooreman. Ik onderschrijf dit initiatief ten volle daar het gepast is dat de politieke besluitmakers nadenken over de opties die ter zake moeten worden genomen.

Daarvoor zijn verschillende redenen.

Allereerst verplicht de internationale context ons hiertoe. Enerzijds moeten de Europese richtlijnen in het Belgisch recht ingevoegd worden op samenhangende wijze op het vlak van het belastingrecht en op aanvaardbare wijze voor de begroting. Dit is in het bijzonder het geval voor de richtlijn « moeder-dochteronderneming » van 23 juli 1990. Anderzijds moeten wij in ons belastingbeleid rekening houden met het beleid dat onze buurlanden voeren, zoniet zien wij bedrijven of belangrijke activiteiten verplaatst worden naar het buitenland. U weet dat ik bij de internationale instanties regelmatig pleit voor de harmonisatie en de coördinatie van het belastingbeleid, die heel wat verkieslijker is dan de concurrerende defiscalisatie die we thans meemaken. Intussen moeten wij ons aanpassen en rekening houden met onze andere verplichtingen en doelstellingen.

Een andere reden om het probleem van de vennootschapsbelasting aan de orde te brengen is de begroting, ook al vormt deze belasting slechts een klein deel van de totale overheidsontvangsten, namelijk zowat zes procent. Maar de jaarlijkse evolutie ervan beantwoordt niet aan de verwachtingen, wat de Regering ertoe verplicht bij de uitwerking van elke begroting of bij elke begrotingscontrole, maatregelen te nemen om datgene te bestrijden wat men « oneigenlijk gebruik » van de belastingwetgeving noemt.

Zijn we daarin geslaagd? Tegenover de resultaten die de laatste jaren daadwerkelijk bereikt werden, breng ik drie thesissen naar voor die met elkaar niet noodzakelijk in tegenspraak zijn.

De eerste thesis is dat er tijd nodig is tussen de politieke beslissing en het effect hiervan op de cijfers van de vennootschapsbelasting, al was het maar omwille van de duur van de inkohiering. In dit licht zullen de maatregelen die de laatste jaren genomen werden zich tenslotte wel laten voelen. Ik zou hierbij naar voor willen schuiven dat in het verslag van de afdeling « Fiscaliteit en Parafiscaliteit » van de Hoge Raad voor Financiën waarover de heer Maldague u zal spreken, onderstreept wordt, en ik citeer, dat « vanaf 1991 (aanslagjaar 1992) de effectieve aanslagvoet al terug 60 pct. van het nominaal tarief zou bedragen, daar waar hij, indien geen maatregelen waren getroffen, voor het aanslagjaar 1990 bijna de helft van het nominaal tarief zou hebben bereikt ».

De tweede thesis houdt een pleidooi in voor een grondige wijziging van de vennootschapsbelasting. Sommigen overwegen een vereenvoudiging van de wetgeving, de verlaging van het belastingtarief met als tegengewicht een verbreding van de grondslag. In die zin heb ik aan de Hoge Raad voor Financiën een vraag gesteld naar de « wenselijkheid van een verlaging van het tarief van de vennootschapsbelasting tot 35 pct. gekoppeld aan de opheffing van de investeringsaftrek ». Anderen pleiten voor de invoering van een minimum belasting, die kan worden gezien als een techniek waarbij de verhouding tussen de ontwikkeling van de winsten en die van de belasting directer wordt gemaakt — over deze techniek werd eveneens een vraag gesteld aan de Hoge Raad voor Financiën.

In de derde thesis tenslotte meent men dat de beste weg erin bestaat het belastingbestuur te reorganiseren en te versterken, om het zodoende de middelen te verschaffen om de vennootschappen op afdoende wijze te controleren. Bovendien zou men het de mogelijkheid kunnen geven om doeltreffender de rechtsmisbruiken te bestrijden door een « ruling » op te zetten, d.w.z. de bedrijven de

der *ex ante* l'autorisation de procéder à certaines opérations dont la justification économique ou financière pourrait prêter à contestation.

Je reviendrai dans un instant sur le contenu des deux premières thèses en vous proposant quelques réflexions liminaires. Je voudrais insister rapidement sur l'importance de la troisième, en particulier quant à la modernisation et au renforcement de l'administration. Il s'agit d'ailleurs d'une condition *sine qua non* de l'application du système « ruling » : il faut une équipe de spécialistes, unique pour le Royaume, capable de répondre rapidement aux questions que se posent les entreprises face à une décision à prendre. Mais ce thème est bien plus fondamental : l'exercice d'un contrôle strict mais impartial conditionne l'efficacité et l'équité du système fiscal.

Dans ce cadre, j'ai demandé à l'administration de préparer un « plan quinquennal de restructuration des administrations fiscales ». Ce plan a été élaboré par le secrétaire général, discuté avec les directeurs généraux et présenté aux organisations syndicales. Sa mise en œuvre a déjà été entamée. J'en attends une modernisation de la gestion et une amélioration de son efficacité.

Plus spécifiquement en ce qui concerne l'impôt des sociétés, j'ai demandé de préparer des mesures d'urgence de renforcement des équipes de contrôle. Elles sont en préparation sur le plan technique et je serai bientôt en mesure de les présenter au Gouvernement.

Concernant les deux autres thèses, je voudrais, tout en laissant le débat le plus ouvert possible, vous proposer quelques réflexions introductives.

La première est relative au consensus : une bonne réforme de l'impôt des sociétés entraînerait-elle l'adhésion de tous ? En tant que ministre des Finances, je puis vous assurer que le seul impôt qui suscite l'unanimité est celui qui n'existe pas ou, plus égoïstement, que l'on peut faire supporter par une tierce personne. Ceci ne signifie pas qu'il faille verser dans le travers contraire et ne pas se soucier de l'acceptabilité d'un projet de loi par les destinataires de la règle légale. C'est pourquoi j'estime que le moment est venu d'ouvrir un large débat et d'écouter le point de vue de ceux qui seront le plus directement concernés par la réforme. Pour bien décider, il faut d'abord écouter.

La seconde réflexion est relative au mythe de la législation simple. Je crois pouvoir affirmer, aussi paradoxal que cela puisse paraître, que la législation fiscale belge n'est pas compliquée, du moins en comparaison de la plupart des législations étrangères. Les conseillers fiscaux du privé confirmeront, j'en suis sûr, cette assertion. En fait, c'est la vie des entreprises qui est complexe. Il faut tenir compte des réalités du marché, y compris dans sa dimension internationale, du contexte juridique dans lequel se meuvent les entreprises (droit civil, droit des sociétés, comptabilité), des exigences de l'actionnariat, etc. Mais cela ne nous dispense pas de rechercher le système le plus simple possible, cette simplicité étant à l'avantage tant des contribuables que de l'administration fiscale.

Le troisième point que je veux aborder est la question de la nécessaire stabilité législative. Il est indispensable de dégager des perspectives qui permettent d'assurer que le calcul économique d'aujourd'hui ne soit pas remis en cause demain par une modification législative imprévisible. Ceci suppose une double responsabilisation : les entreprises doivent comprendre que la fiscalité sert à assurer les recettes de l'Etat et à financer les infrastructures et les services publics dont elles sont aussi les bénéficiaires ; l'Etat doit être mieux conscient que les prélèvements fiscaux constituent un

kans te bieden voorafgaandelijk de toelating te vragen aan het bestuur om over te gaan tot sommige verrichtingen wanneer de economische of financiële verantwoording ervan tot betwisting zou kunnen leiden.

Straks kom ik terug op de inhoud van de eerste twee thesissen en zal ik u enkele voorbeschouwingen geven. Ik zou allereerst willen wijzen op het belang van de derde thesis, vooral inzake de modernisering en de versterking van het bestuur. Het gaat hier overigens om een *conditio sine qua non* voor de toepassing van de « ruling » : er is een ploeg deskundigen vereist, bevoegd voor het hele Rijk, die in staat is snel te antwoorden op de vragen die de bedrijven zich stellen wanneer ze een beslissing moeten nemen. Maar dit thema is heel wat fundamenteeler : de uitoefening van een strenge maar onpartijdige controle is een voorwaarde voor de doelmatigheid en de billijkheid van het belastingstelsel.

In dit raam heb ik het bestuur gevraagd een « vijfjarenplan voor de herstructurering van de belastingbesturen » voor te bereiden. De secretaris-generaal heeft dit plan uitgewerkt, de directeurs-generaal hebben het besproken en het werd voorgesteld aan de vakbonden. Er werd reeds een begin gemaakt met de uitvoering van dit plan. Ik verwacht hiervan een modernisering van het beheer en een verbetering van de doelmatigheid.

Wat meer bepaald de vennootschapsbelasting betreft, heb ik gevraagd dringende maatregelen voor te bereiden om de controle-teams te versterken. Op technisch vlak zijn deze maatregelen in voorbereiding en ik zal ze weldra kunnen voorstellen aan de Regering.

Over de andere twee thesissen zou ik enkele inleidende beschouwingen willen geven, en daarbij zoveel mogelijk het debat openhouden.

Mijn eerste beschouwing betreft de consensus : zal een goede hervorming van de vennootschapsbelasting tot gevolg hebben dat allen ermee zullen instemmen ? Als Minister van Financiën kan ik u verzekeren dat de enige belasting waarover iedereen het roerend eens is deze is die niet bestaat, of, nog egoïstischer, die men kan laten betalen door iemand anders. Dit betekent niet dat men moet vervallen in het andere uiterste en dat men zich niet meer moet afvragen of een wetsontwerp aanvaardbaar is voor de bestemmingen van de wetsbepalingen. Daarom meen ik dat de tijd rijp is om een breed debat te openen en te luisteren naar het standpunt van degenen die rechtstreeks zullen betrokken zijn bij de hervorming. Om goed te beslissen moet je eerst goed luisteren.

De tweede bedenking betreft de mythe van de eenvoudige wetgeving. Hoe paradoxaal dit ook mag lijken, ik meen te mogen bevestigen dat de Belgische belastingwetgeving niet ingewikkeld is, ten minste in vergelijking met de meeste buitenlandse wetgevingen. Ik ben er zeker van dat de belastingadviseurs uit de particuliere sector deze bewering zullen beaamen. In feite is het bedrijfsleven ingewikkeld. Men moet er rekening houden met de werkelijkheid van de markt, ook met de internationale dimensie ervan, met de juridische achtergrond waartegen de bedrijven werken (burgerlijk recht, vennootschapsrecht, boekhouding), met de vereisten van het aandeelhouderschap, enz. Maar dit ontslaat ons niet van de plicht om het meest eenvoudige stelsel te zoeken, daar deze eenvoud zowel in het voordeel van de belastingplichtigen is als in dat van het belastingbestuur.

Bij het derde punt dat ik wil aansnijden rijst de vraag naar de noodzakelijke stabiliteit in de wetgeving. Het is onontbeerlijk vooruitzichten te bieden die het mogelijk maken te verzekeren dat de economische berekening van vandaag morgen niet opnieuw in vraag wordt gesteld door een onvoorzienbare wijziging van de wetgeving. Dit veronderstelt een dubbele verantwoordelijkheidsbesef : de bedrijven moeten begrijpen dat de belastingen dienen om de Rijksontvangsten te verzekeren en om de infrastructuur en de openbare diensten te bekostigen waarvan ook zij de

des éléments du coût des entreprises qui doit être géré à l'instar des autres coûts, surtout quand on songe au surcroît de concurrence induit par le grand marché européen.

Enfin, je me dois d'évoquer le débat sur le taux effectif de l'impôt des sociétés, débat lié à la question d'opportunité du maintien des dépenses fiscales. Beaucoup peut être tiré d'une statistique : des constats intelligents, bien sûr, mais parfois aussi des conclusions un peu hâtives. Le taux moyen effectif de l'I/Soc. diminue d'année en année. Est-ce tellement surprenant ? Le Conseil supérieur des Finances relève une forte croissance des participations dans des entreprises liées entre 1984 et 1988, passant de 429,3 à 849,7 milliards. Il en résulte, c'est mathématique, une nécessaire réduction du taux effectif de l'I/Soc. vu l'application du principe du *non bis in idem*. En revanche, je constate une stagnation en francs de la recette I/Soc., alors que nous nous trouvons, du moins jusqu'il y a peu, dans une période de forte croissance des bénéfices. Ceci est davantage préoccupant. Est-ce définitif ? Je ne suis pas prophète. Je pense simplement, comme l'a relevé le Conseil supérieur des Finances, que les lois de décembre 1988 et 1989 commencent seulement, avec le temps, à porter leurs fruits.

Un mot encore sur les dépenses fiscales. Le rapport du Conseil supérieur des Finances le confirme : après le vote des lois de décembre 1988 et 1989, il s'agit d'une espèce en voie de disparition dont les derniers survivants seront sans doute la déduction pour investissements et les centres de coordination, si on fait exception de la déduction pour personnel supplémentaire dans la recherche et le développement dont le Conseil propose la suppression à l'unanimité. Alors, une diminution des taux de l'I/Soc. à échanger contre une réduction des dépenses fiscales : la marge est étroite d'autant plus que l'unanimité se dégage pour le maintien du régime spécifique des centres de coordination.

Enfin, avant de céder la parole au président de la section « Fiscalité et parafiscalité » du Conseil supérieur des Finances, il s'indique que je vous donne un aperçu de l'avancement des projets législatifs.

Un projet de loi-programme vous sera soumis prochainement ; il contient quelques dispositions fiscales. J'ai noté la prise de position unanime du Conseil supérieur des Finances contre une de ces dispositions : celle relative à l'étalement dans le temps de la déduction des pertes antérieures. Cette prise de position va donc à l'encontre d'une décision prise par le gouvernement dans le cadre du contrôle budgétaire et déjà communiquée au Parlement. Bien entendu, il ne peut être question de revenir sur cette décision, sauf à proposer une alternative d'un effet budgétaire équivalent.

Deuxième projet que nous devrions encore voter sous la présente législature : la transcription des directives européennes en droit belge. Au-delà de la transposition « mécanique », ce projet poursuit un triple objectif :

- assurer une cohérence entre le nouveau droit des sociétés et le droit fiscal en matière de fusion, scission, rachat d'actions ;
- compléter la loi du 22 décembre 1989, tant pour ce qui précède que pour le régime des R.D.T. ;
- s'inscrire dans le contexte du grand marché, de manière à favoriser le développement d'activités transfrontalières pour nos entreprises.

Le rapport du Conseil supérieur des finances donne à ce sujet une synthèse intéressante des différentes thèses en présence.

gebruikers zijn ; de Staat moet beter beseffen dat de fiscale heffingen voor de ondernemingen een kostenfactor vormen die beheerd moet worden naar het voorbeeld van andere kosten, vooral als men denkt aan de toename van de concurrentie door de invoering van de Europese eenheidsmarkt.

Tot slot moet ik verwijzen naar het debat over de effectieve aanslagvoet van de vennootschapsbelasting. Dit debat is verbonden met de vraag of het wenselijk is de fiscale uitgaven te behouden. Er kan veel gehaald worden uit een statistiek : verstandige vaststellingen, zeker, maar soms ook ietwat overhaaste besluiten. De effectieve aanslagvoet van de vennootschapsbelasting vermindert van jaar tot jaar. Is dit echt zo verrassend ? De Hoge Raad voor Financiën wijst op een sterke groei van de participaties in verbonden bedrijven tussen 1984 en 1988, stijging van 429,3 tot 849,7 miljard. Met wiskundige zekerheid volgt daaruit noodzakelijk dat de effectieve aanslagvoet van de vennootschapsbelasting daalt, gezien de toepassing van het principe *non bis in idem*. Ik stel daarentegen een stagnatie vast in franken van de ontvangsten uit de vennootschapsbelasting, terwijl wij althans tot voor kort een periode kenden van sterke winstgroei. Dit is zeer zorgwekkend. Is dit definitief ? Ik ben geen profeet. Ik denk eenvoudig dat zoals de Hoge Raad voor Financiën heeft aangetoond, de wetten van december 1988 en 1989 nu pas, na verloop van tijd, hun vruchten beginnen af te werpen.

Nog even een woordje over de fiscale uitgaven. In het verslag van de Hoge Raad voor Financiën wordt bevestigd dat het na de goedkeuring van de wetten van december 1988 en 1989 gaat om een bedreigde soort waarvan de laatste overlevenden ongetwijfeld de investeringsaftrek en de coördinatiecentra zullen zijn, als men uitzondering maakt voor de aftrek voor bijkomend personeel in de sector onderzoek en ontwikkeling, waarvan de Raad eenparig de afschaffing voorstelt. Welnu, een verlaging van de aanslagvoet van de vennootschapsbelasting in ruil voor een verlaging van de fiscale uitgaven : de marge is smal temeer daar er eenparigheid ontstaat om het specifieke stelsel van de coördinatiecentra te behouden.

Alvorens het woord te geven aan de voorzitter van de afdeling « Fiscaliteit en Parafiscaliteit » van de Hoge Raad voor Financiën, past het dat ik u een overzicht geef van de stand van zaken met betrekking tot de wetsontwerpen.

Eerlang zal u een programmawet voorgelgd worden : die bevat enkele fiscale bepalingen. Ik heb met belangstelling kennis genomen van het eenparig standpunt van de Hoge Raad voor Financiën die zich kant tegen een van deze bepalingen : die betreffende het uitspreiden in de tijd van de aftrek voor vroegere verliezen. Deze stellingname gaat dus in tegen een beslissing die de Regering genomen heeft in het raam van de begrotingscontrole en die reeds werd meegedeeld aan het Parlement. Er kan uiteraard geen sprake van zijn op deze beslissing terug te komen, tenzij om een alternatief voor te stellen met een gelijkwaardig begrotingseffect.

Een tweede ontwerp waarover wij nog zouden moeten stemmen in de huidige zittingsperiode : de omzetting van de Europese richtlijnen in Belgisch recht. Naast de « mechanische » omzetting beoogt dit ontwerp een drievoudige doelstelling :

- een samenhang verzekeren tussen het nieuwe vennootschapsrecht en het belastingrecht inzake fusie, splitsing, terugkoop van aandelen ;
- de wet van 22 december 1989 vervolledigen, zowel voor wat voorafgaat als voor het stelsel van de D.B.I. (definitief belaste inkomsten) ;
- aanpassing aan de eenheidsmarkt, om de ontwikkeling te begunstigen van grensoverschrijdende activiteiten voor onze ondernemingen.

Op dit punt biedt het verslag van de Hoge Raad voor Financiën een interessante samenvatting van de verschillende thesissen op dit ogenblik.

Troisième projet : réaliser une réforme plus globale de l'impôt des sociétés. Ce projet dépasse le terme de la présente législature et j'attends avec intérêt vos avis, préoccupations et suggestions. Nous aurons aussi l'occasion d'en débattre avec les représentants du patronat et des syndicats.

L'idéal serait de procéder en matière d'impôt des sociétés comme nous avons pu le faire pour l'impôt des personnes physiques. La réforme de ce dernier avait été préparée sous la précédente législature et les négociateurs de l'accord de gouvernement ont pu s'inspirer de ces travaux pour inscrire, dans cet accord lui-même et de manière relativement précise, les modalités principales de la réforme. Dès lors, le nouveau gouvernement a pu très vite traduire ce chapitre de l'accord gouvernemental dans un projet de loi que le Parlement a discuté et voté au cours de la première année de la législature. Pouvons-nous espérer que le même calendrier pourrait être suivi pour la réforme de l'impôt des sociétés ?

Derde ontwerp : een meer globale hervorming van de vennootschapsbelasting tot stand brengen. Dit ontwerp wordt behandeld na de huidige zittingsperiode en ik wacht met belangstelling op uw advies, opmerkingen en suggesties. Wij zullen ook de gelegenheid krijgen om erover te debatteren met de vertegenwoordigers van werkgevers en werknemers.

Het zou ideaal zijn als wij voor de vennootschapsbelasting zouden kunnen te werk gaan zoals voor de personenbelasting. De hervorming van deze laatste werd voorbereid onder de vorige zittingsperiode en de onderhandelaars van het regeerakkoord hebben inspiratie kunnen putten uit deze werkzaamheden om in dit akkoord zelf tamelijk nauwkeurig de voornaamste modaliteiten van de hervorming in te schrijven. De nieuwe Regering heeft dan ook zeer vlug dit hoofdstuk van het regeerakkoord kunnen omzetten in een wetsontwerp dat het Parlement heeft besproken en aangenomen in de loop van het eerste jaar van de zittingsperiode. Mogen wij hopen dat hetzelfde tijdsschema zal kunnen worden gevolgd voor de hervorming van de vennootschapsbelasting ?

3. EXPOSE DE M. MALDAGUE, PRESIDENT DE LA SECTION « FISCALITE ET PARA-FISCALITE » DU CONSEIL SUPERIEUR DES FINANCES

Introduction au « Rapport sur certains aspects d'une réforme de l'I.Soc. »

Je voudrais organiser mon exposé autour de quatre points :

1. D'abord quelques considérations liminaires, mais importantes.

2. Je voudrais ensuite synthétiser les chapitres I et II du Rapport autour de deux questions majeures :

— Quels sont les objectifs qu'a voulu privilégier la section en s'efforçant de situer les questions précises posées par le Ministre dans une vision plus globale de la réforme de l'I.Soc. ?

— Quelles conclusions majeures peut-on tenter de tirer d'une comparaison internationale des différents systèmes d'I.Soc. ?

3. J'en viendrai ensuite aux cinq questions précises posées par le Ministre en prenant quelque liberté avec le plan du Rapport, puisque celui-ci s'articule d'une façon assez différente.

4. Je terminerai enfin en citant quelques estimations budgétaires qui permettront de baliser — au moins en ordres de grandeurs — la portée budgétaire de quelques alternatives évoquées dans le point précédent.

*
* *

Considérations préliminaires

1. Etablie dans la seule responsabilité du Président, cette synthèse se veut surtout une « grille de lecture » d'un rapport détaillé et quelque peu touffu. Elle se concentre autant que possible sur les questions posées par le Ministre des Finances, tout en élargissant la réflexion à d'autres problèmes relatifs à la réforme de l'I.Soc. inséparables des questions posées.

On n'en prendra que deux exemples :

— Il est impossible de répondre à la première question (réduction du taux de l'I.Soc. à 35 p.c. versus suppression de la déduction pour investissement), sans évoquer l'ensemble des mesures qui affectent la base imposable ou encore le problème des taux réduits, qui rejaillit à son tour sur la question relative aux fonds propres des P.M.E.

— Le problème de l'impôt minimum est intimement lié à celui de la double imposition.

2. Cet élargissement du champ d'examen a évidemment alourdi considérablement les travaux de la section, dont la tâche n'a pas été simplifiée par les interférences répétées entre son examen et des mesures ponctuelles décidées ou envisagées par le Gouvernement parallèlement aux travaux de la section. Ceci explique, pour partie au moins, que, malgré un rythme de travail intensif, la section n'a pu réunir toutes les études et informations nécessaires pour avancer des conclusions définitives sur toutes les questions posées par le Ministre.

3. REFERAAT VAN DE HEER MALDAGUE, VOORZITTER VAN DE AFDELING « FISCALITEIT EN PARA-FISCALITEIT » VAN DE HOGE RAAD VAN FINANCIEN

Inleiding tot het « Verslag aangaande bepaalde aspecten van een hervorming van de vennootschapsbelasting »

Het is mijn bedoeling de volgende vier punten te behandelen :

1. Eerst enkele inleidende maar belangrijke beschouwingen.

2. Vervolgens zal ik de hoofdstukken I en II van het Verslag m.b.t. twee belangrijke vragen samenvatten :

— Aan welke doelstellingen heeft de afdeling voorrang gegeven door de nauwkeurige, door de Minister gestelde, vragen te plaatsen in een meer globale benadering van de hervorming van de vennootschapsbelasting ?

— Welke belangrijke conclusies kunnen getrokken worden uit een vergelijking van de verschillende internationale systemen van vennootschapsbelasting ?

3. Dan zal ik de vijf welbepaalde vragen van de Minister behandelen en hierbij afwijken van het schema van het Verslag, dat enigszins anders is gestructureerd.

4. Ik zal tenslotte afsluiten met enkele budgettaire ramingen waarmee — tenminste in orde van grootte — de budgettaire weerslag van enkele in het vorige punt vermelde alternatieven kan worden aangegeven.

*
* *

Voorafgaande beschouwingen

1. Deze synthese is opgesteld op de uitsluitende verantwoordelijkheid van de Voorzitter en dient vooral als « leesschema » van een gedetailleerd, ingewikkeld verslag. De nadruk ligt, voor zover mogelijk, op de door de Minister van Financiën gestelde vragen, verder wordt ook aandacht besteed aan andere problemen m.b.t. de vennootschapsbelasting die niet te scheiden zijn van de gestelde vragen.

Hier volgen slechts twee voorbeelden :

— Een antwoord op de eerste vraag (verlaging van het tarief van de vennootschapsbelasting tot 35 pct. versus opheffing van de investeringsaftrek) is onmogelijk zonder melding te maken van de gezamenlijke maatregelen m.b.t. de belastbare basis of nog het probleem van de verlaagde tarieven, dat terug opduikt bij de vraag over de eigen middelen van de K.M.O.'s.

— Het probleem van de minimumbelasting is nauw verbonden met dat van de dubbele belasting.

2. Deze bredere onderzoeksbasis heeft uiteraard de werkzaamheden van de afdeling aanmerkelijk zwaarder gemaakt; verder werd haar opdracht niet bepaald vereenvoudigd door de herhaalde interferenties tussen haar onderzoekswerkzaamheden en de gerichte maatregelen die de Regering parallel met de werkzaamheden van de afdeling, nam of overwoog. Dit verklaart op zijn minst gedeeltelijk waarom de afdeling, ondanks een intensief werktempo, niet alle noodzakelijke onderzoeken en informatie wist te verzamelen die nodig zijn voor het opstellen van definitieve conclusies m.b.t. de door de Minister gestelde vragen.

Ceci vaut notamment pour le problème de la consolidation, problème dont l'étude doit manifestement être approfondie, une fois qu'il aura été légiféré sur d'autres problèmes étroitement connexes (et notamment le problème de la double imposition).

3. Sur plusieurs points importants, les avis de la section sont partagés.

Ceci n'a rien d'étonnant, ni d'anormal, compte tenu notamment :

- de la complexité et de l'interconnexion des questions posées, avec la conséquence inévitable qu'un avis partagé sur une question entraînera nécessairement un avis tout aussi partagé sur une autre question étroitement liée à la première;
- de la pondération différente donnée par les différents membres de la section aux différents objectifs d'une réforme de l'I.Soc.

Paradoxalement cependant, un des mérites incontestables de ce rapport (et de ses annexes) est de bien informer ses lecteurs de la complexité des problèmes, des différentes thèses en présence et des arguments avancés pour les justifier; en d'autres termes de bien baliser les avantages et inconvénients de chaque solution.

4. Les annexes du Rapport, si elles constituent une source complémentaire d'information importante, n'engagent pas la section comme telle. Certains membres ont d'ailleurs exprimé des réserves sur certaines méthodes de travail utilisées et sur certains points de vue exposés.

*
* *

Brève synthèse des chapitres I et II

1. Chapitre I^{er} : Considérations générales

De ce chapitre on retiendra deux points majeurs :

1.1. La section se prononce pour le maintien d'un I.Soc. spécifique, dont l'utilisation efficace à des fins de politique économique (et notamment de politique régionale) ne doit cependant pas être exagérée, compte tenu des expériences passées.

En tout état de cause, elle plaide pour que dans l'état actuel de la répartition entre les Régions et l'Etat central des compétences économiques et des moyens budgétaires correspondants, les mesures fiscales et les aides directes soient utilisées de façon coordonnée.

2. La section privilégie, avec des intensités différentes selon les membres, trois objectifs qui, il faut bien en convenir, ne sont pas toujours entièrement compatibles entre eux (1) :

- cohérence, simplification et neutralité;
- insertion à la fois « obligée » et active, pour une petite économie ouverte comme la Belgique, dans un contexte européen, d'ailleurs largement mouvant et incertain sur certains points (*cf. infra*);
- contribution à la normalisation du solde budgétaire, sous l'angle du lien entre la croissance des bénéfices des entreprises et l'évolution du produit de l'I.Soc.

(1) Cette pondération inégale donnée à différents objectifs explique d'ailleurs pour partie les divergences d'avis qui apparaissent dans la suite du rapport.

Dat is met name het geval voor het probleem van de consolidatie, een probleem dat duidelijk verder moet worden uitgediept nadat er regels zullen zijn opgesteld voor andere, nauw verwante problemen (en met name het probleem van de dubbele belasting).

3. Over verschillende belangrijke punten zijn de meningen van de afdeling verdeeld.

Dat is niet verwonderlijk noch ongewoon, rekening houdend met :

- de complexiteit en de koppeling van de gestelde vragen; dat heeft onvermijdelijk tot gevolg dat een verdeeld advies over een vraag noodzakelijkerwijs een even verdeeld advies betekent over een andere vraag die nauw verband houdt met de eerste;
- de verschillende weging die door de verschillende leden van de afdeling gegeven wordt aan de verschillende doelstellingen van een hervorming van de vennootschapsbelasting.

Paradoxaal echter is een van de onbetwistbare verdiensten van dit verslag (met bijlagen) dat de lezer duidelijk wordt gemaakt hoe ingewikkeld de problemen zijn, welke verschillende stellingen aangevoerd worden en welke argumenten ervoor gebruikt worden; anders gezegd : de voor- en nadelen van elke oplossing worden duidelijk afgebakend.

4. De bijlagen bij het Verslag vormen een bijkomende belangrijke informatiebron, maar verbinden als zodanig de afdeling niet. Sommige leden hebben trouwens voorbehoud gemaakt wat betreft bepaalde werkmethodeën en bepaalde opgenomen standpunten.

*
* *

Beknopte synthese van de hoofdstukken I en II

1. Hoofdstuk I : Algemene beschouwingen

Van dit hoofdstuk zijn twee belangrijke punten te onthouden :

1.1. De afdeling spreekt zich uit voor het behoud van een specifieke vennootschapsbelasting waarvan de efficiënte aanwending voor economische doeleinden (in het bijzonder inzake regionaal beleid) echter niet overdreven moet worden, rekening houdend met vroegere ervaringen.

In ieder geval pleit de afdeling ervoor dat, in de huidige verdeling tussen de Gewesten en de centrale Staat van de economische bevoegdheden en de daarmee gepaard gaande budgettaire middelen, de fiscale maatregelen en de rechtstreekse steunmaatregelen op elkaar worden afgestemd.

2. De afdeling wil, met verschillende nadruk volgens de leden, voorrang geven aan drie doelstellingen die — toegegeven — niet altijd helemaal verenigbaar zijn (1) :

- samenhang, vereenvoudiging en neutraliteit;
- zowel een « verplichte » als een actieve inpassing van de kleine open economie van België in een Europese context, die trouwens in volle ontwikkeling is en vrij onzeker wat sommige punten betreft (*cf. infra*);
- bijdrage aan de normalisering van het begrotingstekort aangezien er een verband is tussen de groei van de ondernemingswinsten en de ontwikkeling van de opbrengst van de vennootschapsbelasting.

(1) Deze ongelijke weging die aan de verschillende doelstellingen wordt toegekend, verklaart overigens grotendeels de onderling verschillende adviezen die in het vervolg van het verslag voorkomen.

A cet égard, le rapport souligne notamment que :

- la baisse du taux effectif de l'I.Soc. de 18,2 p.c. durant la période 1978-1989 est imputable pour moitié à la réduction du taux normal et pour l'autre moitié aux déductions fiscales;

- environ 68 p.c. de cette baisse se situe dans la période antérieure à 1983, période caractérisée notamment par la suppression des « cotisations de solidarité » (Sol. I et Sol. II) et antérieure à l'introduction de mesures fiscales telles que les arrêtés royaux n^{os} 15 et 150, la déduction pour investissements et les centres de coordination;

- pour la période 1983-1989, l'écart entre taux nominal et taux effectif (d'ailleurs très variable selon les secteurs) après s'être plus ou moins stabilisé jusqu'en 1987, se renforce de 1987 à 1989, compte tenu de la baisse du taux nominal, d'opérations de liquidation d'ampleur exceptionnelle et de l'importance croissante de certains avantages fiscaux;

- les mesures prises depuis 1988 devraient se traduire par un rapprochement entre les taux.

Par ailleurs, les dernières années de la période 1983-1989 se caractérisent aussi par une forte croissance des participations des entreprises et donc des déductions pour R.D.T. (graphique p. 8).

On peut faire deux lectures de l'ensemble de ces évolutions.

Selon la première, la baisse du taux d'imposition effectif est le résultat normal de l'utilisation croissante d'avantages fiscaux octroyés par le législateur et la croissance des déductions pour R.D.T. n'est que le reflet d'une forte croissance des participations détenues pour les entreprises (tableau 3.5 p. 63).

Une seconde lecture conduirait à s'interroger sur les raisons de ces évolutions, eu égard aux cas cités en d'autres lieux d'usages impropres de certaines mesures fiscales.

En tout état de cause, la section plaide avec force pour que ces trois objectifs (...) soient poursuivis dans le cadre d'une réforme globale, suivie d'une période de stabilité suffisante, plutôt que par des mesures ponctuelles se succédant trop rapidement dans le temps.

2. Chapitre II: Le contexte international

Toute comparaison internationale est périlleuse, car les sources et les paramètres de comparaison sont multiples et leur interprétation peut prêter à multiples controverses.

Dans la comparaison des systèmes d'impôt dans différents pays, la section a choisi de privilégier la source officielle, récente et neutre que constitue l'O.C.D.E.

Au total, l'analyse du contexte international, basée sur cette source, conduit à trois conclusions majeures :

- compte tenu des principaux paramètres pris en compte, la Belgique se situe dans une position qui n'est pas extrême, ni vers le haut, ni vers le bas (1);

- elle ne peut ignorer un courant général visant à réduire le taux d'imposition et à élargir la base d'imposition, orientation d'ailleurs recommandée explicitement dans le cas de la Belgique, par les experts de l'O.C.D.E. et du F.M.I.;

In dit verband benadrukt het verslag o.a. dat :

- de daling van de effectieve aanslagvoet van de vennootschapsbelasting met 18, 2 procentpunt in de periode 1978-1989 voor de helft tot te schrijven is aan de daling van de nominale aanslagvoet en voor de andere helft aan de toename van de fiscale voordelen;

- ongeveer 68 pct. van deze daling te situeren is in de periode vóór 1983, een periode waarin onder meer de « solidariteitsbijdragen » (Sol. I en Sol. II) zijn afgeschaft en die voorafging aan de introductie van fiscale maatregelen zoals de koninklijke besluiten nrs. 15 en 150, de investeringsaftrek en de coördinatiecentra;

- voor de periode 1983-1989 het verschil tussen de nominale aanslagvoet en de effectieve aanslagvoet (overigens erg verschillend volgens de sectoren) min of meer stabiel bleef tot in 1987, maar tussen 1987 en 1989 toenam, rekening houdend met de daling van de nominale aanslagvoet, de liquidatieverrichtingen op grote schaal en het toenemend belang van bepaalde fiscale voordelen;

- de sinds 1988 genomen maatregelen vertaald zouden moeten worden in een toenadering tussen de aanslagvoeten.

Overigens worden de laatste jaren van de periode 1983-1989 ook gekenmerkt door een forse toename van participaties van ondernemingen en dus van aftrek voor Definitief Belastbare Inkomsten (grafiek blz. 8).

Deze ontwikkelingen kunnen op twee manieren geïnterpreteerd worden.

Volgens de eerste interpretatie is de daling van de effectieve aanslagvoet het normale resultaat van de toenemende gebruikmaking van door de wetgever toegestane fiscale voordelen en weerspiegelt de toename van de aftrek voor Definitief Belastbare Inkomsten slechts de forse groei van participaties in handen van ondernemingen (tabel 3.5 blz. 63).

Een tweede interpretatie leidt ertoe vragen te stellen over de redenen voor deze ontwikkelingen, rekening houdend met de elders geciteerde voorbeelden van oneigenlijk gebruik van bepaalde fiscale voordelen.

Hoe dan ook, de afdeling pleit er nadrukkelijk voor dat deze drie doelstellingen (...) zouden worden nagestreefd in het kader van een algemene hervorming, gevolgd door een voldoende stabiele periode, eerder dan door een te snelle opeenvolging van gerichte maatregelen.

2. Hoofdstuk II: Het internationaal kader

Elke vergelijking met het buitenland is een hachelijke onderneming want er zijn veel bronnen en vergelijkingsparameters en hun interpretatie kan aanleiding geven tot heel wat controversen.

Voor de vergelijking van de belastingssystemen van verschillende landen heeft de afdeling de voorkeur gegeven aan het gebruik van de officiële, recente en neutrale bron die de O.E.S.O. is.

De analyse van de internationale context geeft aanleiding tot drie belangrijke besluiten :

- uitgaande van de belangrijkste in aanmerking genomen parameters blijkt België zich in een positie te bevinden die omschreven kan worden als niet extreem, noch in de ene, noch in de andere richting (1);

- men kan niet ontkennen dat er een tendens bestaat tot vermindering van het belastingtarief en uitbreiding van de belastbare grondslag, een oriëntering die voor België trouwens expliciet wordt aanbevolen door de experts van de O.E.S.O. en het I.M.F.;

(1) Ce point de vue est toutefois contesté dans une note de minorité figurant en annexe XII.

(1) Dit standpunt wordt evenwel betwist in een minderheidsnota, opgenomen in bijlage XII.

— elle doit rester particulièrement attentive à la fois au risque de défiscalisation compétitive et à la volonté des autorités européennes de progresser vers une fiscalité plus neutre. La section souligne néanmoins le fait que, dans l'un et l'autre cas, la Belgique ne peut adopter une attitude passive à cet égard.

*
* *

Examen des questions posées par le Ministre des Finances

1. L'opportunité de réduire le taux de l'I.Soc. à 35 p.c. en supprimant la déduction pour investissement

En fait, le rapport élargit la question dans deux sens :

— peut-on élargir la base imposable, au-delà de la seule suppression de la déduction pour investissement (compte tenu des aménagements apportés à cette dernière dans la loi du 30 décembre 1990) ?

— faut-il lier l'abaissement du taux de l'I.Soc. à la suppression des taux réduits (ce qui rejaillit à son tour sur la question posée sur les fonds propres des P.M.E.) ?

1.1. En ce qui concerne l'élargissement de la base imposable :

a) La section propose à l'unanimité :

— le maintien des centres de coordination dans leur version actuelle;

— la suppression des zones d'emploi;

— la suppression de l'immunisation d'impôt pour personnel supplémentaire affecté à la R.-D.;

— le maintien des libéralités immunisées;

— le retour au régime avant conclave en ce qui concerne les amortissements dégressifs et la déduction des pertes antérieures (1).

Par ailleurs, la section considère opportunes les mesures contenues dans la loi du 30 décembre 1990 relatives aux zones de reconversion et aux sociétés novatrices.

Au total, il faut convenir que ce n'est donc pas dans le cadre de ces propositions unanimes qu'on peut trouver un élargissement significatif de la base imposable.

La position de la section en ce qui concerne les centres de coordination mérite un mot d'explication, compte tenu de l'importance du problème et notamment de leur coût budgétaire brut. Celui-ci est estimé en effet à 16,6 milliards pour l'exercice 1989. Il est en forte croissance depuis son introduction en 1983 et certains considèrent que, passé l'effet des mesures récentes de limitation du précompte mobilier fictif, cette tendance reprendrait au cours des exercices d'imposition ultérieurs.

(1) Il est vrai, à cet égard, comme l'a souligné le Ministre des Finances dans son introduction, que cette prise de position va à l'encontre de décisions antérieures adoptées par le Gouvernement et que la section ne propose pas directement une alternative d'un effet budgétaire équivalent. Il est vrai aussi que la section a voulu inscrire des propositions dans une vision globale de l'I.Soc. et a dès lors privilégié les aspects structurels du système.

— bijzondere aandacht dient te worden geschonken aan het gevaar voor competitieve defiscalisering en aan de wil van de Europese overheid om te evolueren naar een meer neutrale fiscaliteit. De afdeling benadrukt evenwel dat België in het ene en in het andere geval geen passieve houding mag aannemen.

*
* *

Onderzoek van de door de Minister van Financiën gestelde vragen

1. De wenselijkheid van een verlaging van het tarief van de vennootschapsbelasting tot 35 pct., gekoppeld aan de afschaffing van de investeringsaftrek

In feite verruimt het verslag de vraag in twee richtingen :

— kan de belastbare basis verder verbreed worden dan door de loutere afschaffing van de investeringsaftrek (rekening houdend met de in de wet van 30 december 1990 aangebrachte wijzigingen) ?

— moet de verlaging van het tarief van de vennootschapsbelasting gekoppeld worden aan de opheffing van de verlaagde tarieven (deze vraag rijst opnieuw m.b.t. de vraag over de eigen middelen van de K.M.O.'s) ?

1.1. Wat betreft de verbreding van de belastbare basis :

a) De afdeling stelt unaniem het volgende voor :

— het behoud van de coördinatiecentra in hun huidige vorm;

— de afschaffing van de tewerkstellingszones;

— de afschaffing van de belastingvrijstelling voor bijkomend personeel voor wetenschappelijk onderzoek;

— het behoud van vrijgestelde giften;

— de terugkeer naar het stelsel van vóór het « conclaaf » wat betreft de degressieve afschrijvingen en de aftrek van vorige verliezen (1).

Overigens meent de afdeling dat de maatregelen van de wet van 30 december 1990 betreffende de reconversiezones en de innovatievennootschappen opportuun zijn.

Over het geheel genomen is het zo dat een duidelijke verbreding van de belastbare basis niet in het kader van deze eenparige voorstellen gevonden kan worden.

Het standpunt van de afdeling over de coördinatiecentra vraagt om enige uitleg, rekening houdend met het belang van het probleem en in het bijzonder de daarmee verbonden bruto budgettaire kosten. Deze zouden voor het begrotingsjaar 1989 16,6 miljard bedragen. Dat is een sterke stijging sinds de invoering van het stelsel in 1983 en sommigen menen dat als het effect van de recente maatregelen ter beperking van de fictieve roerende voorheffing eenmaal zal zijn uitgewerkt, deze tendens tijdens de volgende aanslagjaren opnieuw zal toenemen.

(1) Het is inderdaad een feit, zoals de Minister van Financiën benadrukte in zijn inleiding, dat dit standpunt indruist tegen de vroegere door de Regering genomen beslissingen en dat de afdeling niet onmiddellijk een gelijkwaardig budgettair alternatief voorstelt. Het is ook zo dat de afdeling voorstellen heeft willen doen die passen in een globale benadering van de vennootschapsbelasting en ze derhalve veeleer de structurele aspecten van het systeem behandeld heeft.

La section considère toutefois qu'il faut maintenir le régime fiscal des centres de coordination et l'annoncer clairement et rapidement, vu la proximité de l'échéance et le délai de planification des investissements.

Sa prise de position procède essentiellement de quatre arguments.

1. Les centres de coordination constituent un élément significatif de la crédibilité internationale de la Belgique et les entreprises multinationales auxquelles il est en principe destiné sont particulièrement attachées à la sécurité juridique.

La période relativement longue d'existence de ce régime fiscal a en outre vraisemblablement créé un effet d'habitude tel que le retour au régime normal de l'I.Soc. augmenterait les risques de délocalisation.

En revenant sur le régime fiscal des centres de coordination, la Belgique se priverait en outre des retombées favorables des effets induits et de synergie.

2. La plupart des pays étrangers ont mis sur pied des régimes similaires, ce qui ne fait qu'augmenter les risques de délocalisation en cas de suppression du régime fiscal des centres de coordination.

3. Le régime actuel est admis par la Commission européenne, au même titre que les régimes similaires existant à l'étranger.

4. Ce régime fiscal demande un certain temps pour être connu et attirer les investisseurs : aussi n'est-il pas indiqué de le modifier fondamentalement maintenant qu'il est largement connu à l'étranger.

b) En ce qui concerne les incitants fiscaux actuels à l'investissement (pp. 32 à 34), la section a examiné essentiellement :

- le régime des amortissements;
- le précompte mobilier fictif des centres de coordination;
- la déduction pour investissements.

Sur les deux premiers points, l'avis de la section est relativement unanime.

En ce qui concerne les régimes d'amortissement :

La section considère que le régime actuel d'amortissements doit être maintenu et qu'en aucun cas la durée de l'amortissement fiscal ne peut excéder la durée de vie économique.

Si les amortissements fiscaux sont plus rapides que la détérioration économique des biens investis, et cela semble être fréquemment le cas, la section considère que cela doit être officialisé, valorisé du point de vue international, et appliqué de manière uniforme par l'administration, sans préjudice de circonstances économiques exceptionnelles et individuelles dûment justifiées.

Un membre considère cependant qu'en tout état de cause, le système d'amortissement dégressif devrait être amélioré, surtout en ce qui concerne son champ d'application pour que la Belgique soit mieux située dans la comparaison internationale.

En ce qui concerne le précompte mobilier fictif :

La section confirme par ailleurs sa position, exprimée dans l'avis de juillet 1990, selon laquelle les investissements financés par l'intermédiaire des centres de coordination et qui bénéficient du régime du précompte mobilier fictif ne doivent plus bénéficier d'aucun autre incitant fiscal.

De afdeling is echter van mening dat het fiscaal stelsel van de coördinatiecentra dient te worden behouden en dat dit duidelijk en zonder uitstel moet worden aangekondigd, gelet op de nabijheid van de vervaldag en het feit dat investeringen op termijn gepland moeten worden.

Het standpunt van de afdeling berust hoofdzakelijk op vier argumenten.

1. De coördinatiecentra vormen een belangrijk element voor de internationale geloofwaardigheid van België en de multinationale ondernemingen, voor wie dit systeem in principe bedoeld is, zijn bijzonder gehecht aan de rechtszekerheid.

De relatief lange bestaansperiode van dit fiscaal stelsel heeft waarschijnlijk gewoonten gecreëerd, zodat de terugkeer naar het gewoon stelsel van vennootschapsbelasting het risico op verplaatsing naar het buitenland zou verhogen.

Bovendien zou België, door de afschaffing van het fiscaal stelsel van de coördinatiecentra, het voordeel van de afgeleide en synergie-effecten verliezen.

2. De meeste andere landen hebben vergelijkbare stelsels opgezet, wat het risico op verplaatsing naar het buitenland doet toenemen indien het fiscaal stelsel van de coördinatiecentra zou worden afgeschaft.

3. Het huidige stelsel is, net als vergelijkbare stelsels in het buitenland, erkend door de Europese Commissie.

4. Het vergt enige tijd vooraleer dit stelsel bekend is en investeerders begint aan te trekken : daarom is het niet raadzaam het ten gronde te wijzigen nu het in het buitenland goed bekend is.

b) Wat betreft de huidige fiscale steunmaatregelen voor investeringen (blz. 32 tot 34) heeft de afdeling in hoofdzaak onderzocht :

- het afschrijvingsstelsel;
- de fictieve roerende voorheffing;
- de investeringsaftrek.

Over de eerste twee punten is de mening van de afdeling tot op zekere hoogte unaniem.

Wat de afschrijvingsstelsels betreft :

De afdeling is van oordeel dat het huidige afschrijvingsstelsel behouden dient te blijven en dat de duur van de fiscale afschrijving in geen geval langer mag zijn dan de economische gebruiksduur.

De afdeling vindt dat wanneer het ritme van de fiscale afschrijving van investeringsgoederen hoger ligt dan dat van hun economische veroudering, en dit lijkt dikwijls het geval te zijn, zulks geofficialiseerd en internationaal gevaloriseerd moet worden en dat de administratie dit op een eenvormige manier moet toepassen, zonder evenwel uit het oog te verliezen dat er uitzonderlijke en individuele economische omstandigheden zijn die dan terdege verantwoord moeten worden.

Een lid is evenwel van mening dat het stelsel van de degressieve afschrijvingen, voornamelijk wat betreft het toepassingsgebied, hoe dan ook verbeterd moet worden om België internationaal een betere plaats te bezorgen.

Wat de fictieve roerende voorheffing betreft :

De afdeling bevestigt haar standpunt, uitgedrukt in het advies van juli 1990, dat investeringen die worden gefinancierd door bemiddeling van coördinatiecentra en waarop de fictieve roerende voorheffing van toepassing is, geen enkele andere fiscale steun zouden mogen genieten.

Par contre, en ce qui concerne la déduction pour investissement, le désaccord subsiste entre :

- partisans inconditionnels de la suppression de la déduction pour investissement;
- adversaires inconditionnels de la suppression de la déduction pour investissement;
- et enfin, partisans de la « mise en veilleuse » de la déduction pour investissement en échange d'une réduction des taux de l'I.Soc.

* Les partisans inconditionnels de la suppression de la déduction pour investissement font valoir que les facilités actuelles d'amortissement sont amplement suffisantes, tant du point de vue interne que du point de vue international, et que pour le reste le coin fiscal grevant les revenus de l'investissement est davantage un problème de structure d'entreprises et d'interaction entre le régime fiscal de l'investisseur et celui de l'apporteur de fonds.

Ils font également valoir que la suppression de la déduction pour investissement simplifiera utilement la fiscalité.

* D'autres membres, dont certains en principe favorables à la réduction du taux de l'impôt des sociétés, estiment que celle-ci ne peut être financée par la suppression de la déduction pour l'investissement, pour la raison que la masse budgétaire ainsi dégagée profiterait à l'ensemble des entreprises, en telle sorte que celles qui investissent verraient leur charge fiscale aggravée de manière néfaste.

Les taux d'imposition effectifs calculés par secteur d'activité montrent par ailleurs qu'en l'état actuel des choses, les secteurs qui font les investissements les plus lourds ont les taux effectifs les plus élevés.

* Certains membres estiment également que l'actuelle déduction pour investissement doit être maintenue comme instrument fiscal sans préjuger du niveau de la déduction, qui le cas échéant pourrait être réduit à zéro en compensation d'une réduction du taux général de l'impôt des sociétés.

La déduction pour investissement est en effet un incitant flexible et bien connu des entreprises et de l'administration et il ne serait dès lors pas opportun de le remplacer par un nouvel instrument plus ciblé : la déduction ne favorise que les investissements, tandis qu'une réduction générale des taux bénéficie à toutes les entreprises.

Par ailleurs, la section a été saisie d'autres propositions concernant le régime fiscal de l'investissement qu'elle a examinées dans leurs aspects économiques, sans chiffrer leurs incidences budgétaires.

1.2. L'abaissement du taux de l'I.Soc.

a) Soulignons d'abord que la section s'est prononcée à l'unanimité pour la suppression de la structure actuelle des taux réduits (sans préjuger pour autant de la réponse à donner à la question relative aux taux de l'I.Soc. et à la question relative aux fonds propres des P.M.E., en fonction de cette prise de position).

Parmi les arguments invoqués pour prôner cette suppression, on relèvera notamment en bref les points suivants :

- la structure actuelle des taux réduits a été instaurée à une époque où l'I.Soc. était nettement plus élevé et l'équilibre entre la taxation des bénéfices à l'I.P.P. et à l'I.Soc. très différent de ce qu'il est aujourd'hui;
- l'absence d'une justification d'une taxation progressive, en fonction de la capacité contributive, à l'I.Soc.;

Wat daarentegen de investeringsaftrek betreft, blijft er onenigheid bestaan tussen :

- onvoorwaardelijke voorstanders van de afschaffing van de investeringsaftrek;
- onvoorwaardelijke tegenstanders van de afschaffing van de investeringsaftrek;
- en tenslotte de leden die de investeringsaftrek op een laag pitje willen zetten in ruil voor een verlaging van het tarief van de vennootschapsbelasting.

* De voorstanders van de onvoorwaardelijke afschaffing van de investeringsaftrek roepen in dat de huidige afschrijvingsmogelijkheden ruimschoots volstaan, zowel intern als vanuit internationaal standpunt gezien, en zij stellen dat voor het overige de belastingwig die drukt op de investeringsopbrengsten veeleer een probleem is van de ondernemingsstructuur en van de interactie tussen het fiscaal stelsel van de investeerder en dat van de kapitaalverschaffer.

Ze voeren eveneens aan dat de afschaffing van de investeringsaftrek een nuttige vereenvoudiging van de fiscaliteit zou zijn.

* Andere leden, van wie er sommigen in principe voorstander zijn van een vermindering van het tarief van de vennootschapsbelasting, vinden dat deze niet gefinancierd mag worden door de afschaffing van de investeringsaftrek. De budgettaire ruimte die aldus zou vrijkomen, zou immers ten goede komen aan alle ondernemingen, terwijl zij die investeren hun fiscale lasten enorm zouden zien toenemen.

De effectieve aanslagvoeten per sector wijzen uit dat momenteel de sectoren die het zwaarst investeren, ook de hoogste effectieve aanslagvoeten hebben.

* Zonder zich uit te spreken over het peil van de aftrek zijn sommige leden van mening dat de investeringsaftrek, als fiscaal instrument, behouden dient te blijven, maar dat het tarief eventueel tot nul verminderd kan worden in ruil voor een verlaging van het algemeen tarief van de vennootschapsbelasting.

De investeringsaftrek is immers een soepele en door de ondernemingen en de administratie goed gekende steunmaatregel en het is dus niet wenselijk hem te vervangen door een nieuwe en meer specifieke maatregel : de aftrek bevoordeelt alleen de investeringen, terwijl een algemene tariefverlaging aan alle ondernemingen ten goede komt.

De afdeling heeft overigens kennis genomen van andere voorstellen m.b.t. het fiscaal stelsel van de investeringen; ze heeft de economische aspecten ervan geanalyseerd maar is niet nader ingegaan op hun budgettaire weerslag.

1.2. De verlaging van het tarief van de vennootschapsbelasting

a) Onderstrepen wij op de eerste plaats dat de afdeling zich eenparig heeft uitgesproken voor de afschaffing van de huidige structuur van verlaagde tarieven (zonder evenwel vooruit te lopen op het antwoord op de vraag over het tarief van de vennootschapsbelasting en op de vraag over de eigen middelen van de K.M.O.'s als gevolg van die antwoorden).

Als argumenten voor deze afschaffing nemen wij hier in het kort de volgende punten over :

- de huidige structuur van de verlaagde tarieven werd ingevoerd op een ogenblik dat de vennootschapsbelasting hoger was dan nu en het evenwicht tussen de belasting van de winsten in de personenbelasting en in de vennootschapsbelasting erg verschilde van de huidige toestand;
- een progressieve belasting is niet gerechtvaardigd : de draagkracht is bij vennootschapsbelasting irrelevant;

— le fait que si les taux réduits jouent un rôle d'incitant fiscal à l'investissement pour les P.M.E. en expansion, ils favorisent aussi les P.M.E. qui n'investissent pas;

— l'argument de simplification;

— la comparaison internationale où les systèmes à taux réduit sont l'exception.

b) En ce qui concerne l'abaissement du taux de l'I.Soc., la section a retenu essentiellement trois critères d'appréciation (critères qui reçoivent bien sûr une pondération différente selon les membres):

— impact sur les décisions de localisation des investissements dans le contexte international donné;

— suppression ou non de la déduction pour investissements (*cf. supra*);

— impact budgétaire.

L'avis se partage entre trois thèses:

— certains membres ne sont pas favorables en tout état de cause à une réduction du taux de l'I.Soc., compte tenu des incertitudes qui subsistent quant à la marge de manœuvre disponible sur le plan budgétaire;

— d'autres membres sont partisans d'une réduction du taux, moyennant l'abandon de la déduction pour investissements (ou tout au moins sa mise en veilleuse).

Ils font valoir notamment que:

La déduction pour investissement est ciblée sur la constitution d'immobilisations corporelles ou incorporelles.

Or, la création ou l'extension d'une entreprise fait naître d'autres formes d'investissements: stocks, fonds de roulement, accroissement des ressources humaines.

La baisse de l'impôt des sociétés a assurément des effets plus larges et moins discriminatoires qu'un incitant ciblé sur la définition usuelle de l'investissement.

La suppression de la déduction pour investissement aurait également pour conséquence de simplifier la fiscalité et de réduire le coût de la perception de l'impôt;

— d'autres, enfin, se refusent à troquer l'abandon de la déduction pour investissements contre une réduction du taux.

Ils font valoir notamment que:

Etant plus ciblée, la déduction pour investissement est plus sélective: elle permet d'octroyer des avantages plus importants aux investissements en recherche de développement et aux investissements « économiseurs d'énergie ».

L'effet combiné de la suppression de la déduction pour investissement et de la baisse de l'impôt des sociétés à 35 p.c. aggraverait la charge fiscale des entreprises qui font le plus grand effort d'investissement.

2. La nécessité de mesures fiscales visant à renforcer les fonds propres des P.M.E.

a) Soulignons d'abord l'importance du constat sur ce problème qui reste assez mal connu. On ne tirera pas de conclusions trop définitives de l'analyse des chiffres cités aux pages 55 à 58 compte tenu de l'hétérogénéité de la catégorie P.M.E. et de leur répartition inégale par secteurs.

— de verlaagde tarieven vervullen de rol van fiscale investeringssteun bij K.M.O.'s die uitbreiden, maar doen dat ook bij K.M.O.'s die niet investeren;

— het argument van de vereenvoudiging;

— de internationale vergelijking toont aan dat stelsels met verlaagd tarief de uitzondering zijn.

b) Wat de verlaging van het tarief van de vennootschapsbelasting betreft, heeft de afdeling in hoofdzaak drie beoordelingscriteria gehanteerd (deze criteria krijgen uiteraard een verschillende gewicht volgens de leden):

— de weerslag op de beslissingen om al dan niet in het buitenland te investeren binnen de gegeven internationale context;

— al dan niet afschaffing van de investeringsaftrek (*cf. supra*);

— de budgettaire weerslag.

Het advies is gespreid over drie stellingen:

— sommige leden zijn in geen geval voorstander van een vermindering van het tarief van de vennootschapsbelasting, rekening houdend met de onzekerheden wat betreft de beschikbare speelruimte op budgettair vlak;

— andere leden zijn voorstander van een vermindering van het tarief in ruil voor de afschaffing van de investeringsaftrek (of deze tenminste op een laag pitje zetten).

Ze doen het volgende gelden:

De investeringsaftrek beoogt de vorming van lichamelijke of onlichamelijke vaste activa.

Maar de oprichting of uitbreiding van een onderneming geeft ook aanleiding tot andere vormen van investeringen: voorraden, bedrijfskapitaal, een toename van het menselijk potentieel.

De verlaging van de vennootschapsbelasting heeft beslist een ruimere en, op de investeringen, minder discriminerende invloed dan een steunmaatregel die enkel gericht is op investeringen in de gebruikelijke zin van het woord.

De afschaffing van de investeringsaftrek zou ook tot gevolg hebben dat de fiscaliteit wordt vereenvoudigd en dat de innskosten van de belasting worden verminderd;

— andere leden tenslotte wensen de afschaffing van de investeringsaftrek niet in te ruilen voor een tariefvermindering.

Zij doen met name het volgende gelden:

De investeringsaftrek is selectiever doordat hij meer gericht is: investeringen in onderzoek en ontwikkeling en aan « energiebesparende » investeringen kunnen bevoordeeld worden.

Het effect van een opheffing van de investeringsaftrek samen met een daling van de vennootschapsbelasting tot 35 pct. zou de fiscale druk op de ondernemingen die de grootste investeringen doen, verzwaren.

2. De noodzaak om fiscale maatregelen te treffen ter versteviging van de eigen middelen van K.M.O.'s

a) Belangrijk is hier in de eerste plaats de vaststelling van het probleem dat tamelijk slecht bekend is. De analyse van de op de blz. 55 tot 58 geciteerde cijfers leidt niet tot definitieve conclusies, rekening houdend met de heterogeniteit van de categorie K.M.O. en hun ongelijke verdeling over de sectoren.

Au total, on retiendra surtout que :

- dans leur décision d'investissement, les P.M.E. semblent accorder beaucoup plus de poids au coût du capital qu'à la demande anticipée;

- le caractère familial de l'entreprise et le rôle dominant du gestionnaire limitent cependant *de facto* l'extension des fonds propres quel que soit le coût de leur rémunération et amènent à privilégier l'autofinancement;

- qu'au total, l'extension des fonds propres est un problème de maintien de l'indépendance avant d'être un problème de coût du capital.

b) La section est partagée sur l'opportunité de prendre des mesures spécifiques pour soutenir l'extension des fonds propres des P.M.E.

Certains membres considèrent que l'octroi d'incitants fiscaux spécifiques ne se justifie pas en tout état de cause.

Ils font valoir notamment que :

- le problème de la taxation des revenus de l'investissement dans les P.M.E. est davantage un problème d'intégration ou non de l'I.P.P. et de l'I.Soc. qu'une question d'octroi ou de suppression d'incitants fiscaux;

- dès lors que la première contrainte qui pèse sur l'extension de l'actionnariat est d'ordre non fiscal (le maintien de l'indépendance de l'entreprise), la solution ne peut être fiscale : la possibilité d'émettre des actions sans droit de vote est mieux adaptée à la situation et sera plus efficace.

D'autres considèrent que, dans le cadre d'un impôt des sociétés à taux unique que préconise la section (*cf. supra*), l'autofinancement des P.M.E. (taux réduit de 30 p.c. sur les bénéfices réservés), voire l'apport de capital à risque, doit être fiscalement privilégié.

Certains enfin préféreraient que l'impôt des sociétés soit organisé de telle sorte qu'il soit *de facto* plus avantageux pour les P.M.E. (amortissement *ad libitum* pour une tranche forfaitaire d'investissement).

Quels que soient les moyens préconisés par certains pour encourager les fonds propres des P.M.E., il s'agit assurément de mesures sélectives, c'est-à-dire mieux centrées sur les besoins spécifiques des P.M.E. Les membres qui les préconisent considèrent dès lors qu'elles rencontrent mieux l'objectif de renforcement des fonds propres des P.M.E. que la structure actuelle des taux réduits.

3. La quotité monétaire des plus-values

La section considère que l'actualisation de ces coefficients de revalorisation n'est pas nécessaire dans le régime actuel, sauf peut-être dans le cas de certaines plus-values sur immeubles.

La prise en compte de l'inflation dans le calcul des plus-values n'est en effet guère pratique courante dans les autres pays européens. D'autre part, certains membres considèrent qu'introduire un élément isolé de prise en compte de l'inflation dans un impôt des sociétés qui n'en tient compte nulle part ailleurs n'est pas un exemple de simplification et de cohérence.

4. La consolidation

Incontestablement, il s'agit d'un point sur lequel la réponse de la section est la moins définitive.

Samenvattend is belangrijk dat :

- de K.M.O.'s bij hun investeringsbeslissingen meer belang schijnen te hechten aan de kapitaalkosten dan aan de verwachte vraag;

- het familiaal karakter van het bedrijf en de overheersende rol van de bedrijfsleider *de facto* de uitbreidingsmogelijkheden van de eigen middelen beperkt, ongeacht de kosten van hun beloning, en leidt tot bevoordeling van de autofinanciering;

- in elk geval de uitbreiding van de eigen middelen een probleem van het behoud van de onafhankelijkheid is, eerder dan een probleem van kapitaalkosten.

b) De afdeling is verdeeld aangaande de wenselijkheid van specifieke maatregelen ter bevordering van de eigen middelen van K.M.O.'s.

Sommige leden zijn van mening dat de toekenning van specifieke fiscale steun hoe dan ook niet verantwoord is.

Zij stellen met name dat :

- het vraagstuk van de belasting van de inkomsten uit investeringen in K.M.O.'s veel meer een probleem is van al dan niet integratie van de personenbelasting en de vennootschapsbelasting dan van toekenning of afschaffing van fiscale steunmaatregelen;

- aangezien de belangrijkste hinderpaal voor uitbreiding van het aandeelhouderschap (het behoud van de onafhankelijkheid van de onderneming) niet van fiscale aard is, de oplossing ook niet op fiscaal gebied kan liggen : de mogelijkheid om aandelen zonder stemrecht uit te geven is beter aangepast aan de situatie en zal doeltreffender zijn.

Andere leden zijn van mening dat in het kader van een door de afdeling aanbevolen vennootschapsbelasting met één enkel tarief (*cf. supra*), de autofinanciering van K.M.O.'s (verlaagd tarief van 30 pct. op de gereserveerde winst), zelfs de inbreng van risicodragend kapitaal, fiscaal moet worden aangemoedigd.

Tenslotte zijn er leden die er de voorkeur aan geven dat de vennootschapsbelasting zodanig wordt aangepast dat deze *de facto* voordeliger is voor de K.M.O.'s (*ad libitum* afschrijving op een forfaitair deel van de investeringen).

Welke ook de middelen zijn die door sommige leden worden aanbevolen om de eigen middelen van de K.M.O.'s te stimuleren, gaat het ongetwijfeld om selectieve maatregelen die m.a.w. beter zijn aangepast aan de specifieke behoeften van de K.M.O.'s. De leden die dergelijke maatregelen voorstaan, menen bijgevolg dat deze beter beantwoorden aan de doelstelling m.b.t. de versteviging van de eigen middelen van de K.M.O.'s, dan de huidige structuur van de verlaagde tarieven.

3. Het monetair gedeelte van de meerwaarden

De afdeling meent dat de actualisering van deze herwaardeeringscoëfficiënten niet noodzakelijk is in het huidige stelsel, behalve misschien in het geval van sommige meerwaarden op onroerende goederen.

In de andere Europese landen wordt zelden rekening gehouden met de inflatie bij het berekenen van de meerwaarden. Bovendien zijn sommige leden van mening dat het rekening houden met de inflatie in een vennootschapsbelasting die daar verder nergens rekening mee houdt, zeker geen voorbeeld genoemd kan worden van vereenvoudiging en samenhang.

4. De consolidatie

Dit is een punt waarop het antwoord van de afdeling zonder enige twijfel het minst definitief is.

D'une part, des raisons juridiques et économiques rendent de plus en plus impérieuse la nécessité d'introduire le concept de groupe dans la législation fiscale. D'autre part, on constate aussi que les entreprises se sont adaptées à l'absence du concept de groupe en droit fiscal.

Au stade actuel de ses travaux, la section réserve son avis dans l'attente à la fois d'une étude approfondie des problèmes techniques et des incidences budgétaires de la consolidation. La section considère d'ailleurs ne pouvoir émettre un avis sur cette question tant qu'il n'aura pas été statué sur :

- la transcription de la directive « mère-filiale » dans la législation belge;
- l'élimination de la double imposition;
- la prise en compte des pertes des filiales et des réductions de valeur sur les participations.

Certains membres considèrent cependant que le problème est urgent et devrait être résolu pour 1992.

En tout état de cause, la section considère que le périmètre de consolidation doit rester national : un régime fiscal de consolidation avec périmètre européen ne peut s'inscrire que dans la logique d'une harmonisation européenne de l'impôt des sociétés ou dans celle d'un impôt des sociétés européen.

5. L'impôt minimum

1. Il convient d'abord de souligner que l'attitude à l'égard de ce problème est intimement liée :

- à la pondération différente donnée aux différents objectifs de la réforme (*cf. supra*), spécialement en ce qui concerne l'équilibre budgétaire et la lutte contre l'ingénierie fiscale;
- et dès lors aux avis (partagés ou non) relatifs aux problèmes évoqués ci-avant et au problème de la double imposition (voir ci-après).

2. Pour le surcroît, quant aux thèses en présence, on ne peut que renvoyer aux pages 64 et 65 du rapport et à l'annexe 11 en ce qui concerne les incidences budgétaires. On soulignera simplement que :

- les adversaires de l'impôt minimum invoquent deux inconvénients majeurs de cette mesure :
 - la rupture du lien entre la taxation et le produit de l'activité économique;
 - le fait que pareille mesure va à l'encontre du point de vue européen;
- parmi les partisans de l'impôt minimum, il convient de faire une nette distinction entre :
 - ceux qui le recommandent essentiellement en cas de refus ou d'impraticabilité d'un système d'élimination de la double imposition par imputation de l'impôt effectivement payé;
 - d'autre(s) qui le recommande(nt) en tout état de cause comme « mesure neutre visant à rétablir le lien entre l'évolution des bénéfices et celui de l'impôt », c'est-à-dire apparemment quelles que soient les solutions adoptées par rapport aux questions soulevées ci-dessus.

*
* *

Enerzijs maken de juridische zowel als de economische context de invoering van het begrip « groep » in de fiscale wetgeving steeds noodzakelijker. Anderzijds stelt men ook vast dat de ondernemingen zich hebben aangepast aan het ontbreken van het begrip « groep » in het fiscaal recht.

In de huidige stand van de werkzaamheden wacht de afdeling met haar advies tot een grondige studie is gemaakt van de technische problemen en van de budgettaire weerslag van de consolidatie. Bovendien meent de afdeling geen advies te kunnen geven over dit probleem zolang geen beslissing is genomen over :

- het opnemen van de « moeder-dochter »-richtlijn in de Belgische wetgeving;
- het vermijden van de dubbele belasting;
- het verrekenen van verliezen geleden door dochterondernemingen en van waardeverminderingen op deelnemingen.

Sommige leden zijn echter van mening dat het probleem dringend opgelost moet worden voor 1992.

In ieder geval is de afdeling van oordeel dat de omvang van de consolidatie nationaal moet blijven : een fiscaal consolidatiestelsel met Europese afmetingen kan slechts in het kader van een Europese harmonisering van de vennootschapsbelasting of in het kader van een Europese vennootschapsbelasting.

5. De minimumbelasting

1. Er dient in de eerste plaats op gewezen te worden dat dit probleem nauw verband houdt :

- met de verschillende weging die aan de onderscheiden doelstellingen van de hervorming wordt toegekend (*cf. supra*), met name wat betreft het budgettair evenwicht en de strijd tegen de fiscale spitstechnologie;
- en bijgevolg met de adviezen (al dan niet verdeeld) over de eerder vermelde problemen en het probleem van de dubbele belasting (zie hierna).

2. Wat betreft de verschillende standpunten kan verwezen worden naar de blz. 64 en 65 van het verslag en naar bijlage 11 over de budgettaire weerslag. We wijzen er enkel op dat :

- de tegenstanders van de minimumbelasting melding maken van twee belangrijke nadelen van deze maatregel :
 - het verbreken van de band tussen de belasting en het resultaat van de economische activiteit;
 - het feit dat een dergelijke maatregel indruist tegen het Europese standpunt;
- bij de voorstanders van de minimumbelasting dient een duidelijk onderscheid te worden gemaakt tussen :
 - de leden die vooral voor de minimumbelasting zijn ingeval een regeling voor het elimineren van de dubbele belasting door verrekening van de werkelijk betaalde belasting wordt geweigerd of onuitvoerbaar blijkt;
 - (een) ander(e) lid(leden) beveelt/bevelen de minimumbelasting in elk geval aan als « neutrale maatregel met het oog op het herstel van de band tussen de evolutie van de winst en de opbrengst van de vennootschapsbelasting », m.a.w. blijkbaar ongeacht de oplossingen die voor de eerder besproken vragen werden aangenomen.

*
* *

Double imposition des dividendes

1. Encore que ce problème ne figure pas dans la liste des questions posées par le Ministre, il était impossible de l'esquiver, notamment :

— parce que, sur un plan général, il s'agit d'un élément important de la structure d'un système fiscal, puisqu'il agit sur la neutralité de l'impôt entre les formes de financement de l'investissement et par là même sur le coût du capital;

— parce que, comme on l'a souligné au début de l'exposé, les déductions pour R.D.T. ont pris, au cours des dernières années, une ampleur considérable;

— parce que, *de facto*, sa solution a été expressément liée par tout ou partie de la section à la réponse à donner à d'autres questions (notamment impôt minimum, consolidation, taux de l'impôt des sociétés).

2. Ni l'examen du contexte international (portant aussi bien sur les conséquences de l'adoption de la directive mère-filiale que sur la comparaison des systèmes en vigueur à l'étranger),

ni un examen comparatif des avantages et inconvénients généraux des différents systèmes,

ni des considérations plus théoriques sur le choix entre la neutralité à l'exportation des capitaux et la neutralité à l'importation des capitaux,

n'ont fourni des éléments déterminants pour départager les deux thèses en présence.

3. Aussi, la section a rendu un avis partagé (pp. 51 et 52) (qui retient lourdement sur les réponses données à d'autres questions et notamment sur l'impôt minimum) entre :

— les partisans de l'imputation de l'impôt effectivement payé considéré comme « supérieur » à la fois pour éliminer la double imposition et contrer les utilisations abusives du système;

— les partisans du maintien du système actuel d'exemption et du traitement parallèle des dividendes d'origine belge et étrangère qui proposent d'ailleurs des améliorations (en sens divers, ...) au système.

Les avis sont aussi partagés sur l'introduction d'un seuil de participation.

4. Reste le problème de la déductibilité des intérêts des emprunts effectués pour acquérir des actions et qui sont déduits de la base imposable, alors que les dividendes qui génèrent ce placement ne sont pas compris dans cette base imposable même s'ils n'ont pas subi l'I.Soc. en amont.

La section reconnaît que cet abus, parmi les plus caractérisés, apparaît tant dans un système d'exemption que d'imputation.

Une limitation de la déductibilité des intérêts soulève toutefois de réelles difficultés d'application. Par ailleurs, il ne pourrait coexister avec un système d'élimination de la double imposition moins favorable que le système d'exemption de droit commun.

*
* *

Avant de terminer cette lecture cursive du rapport, il me faut encore dire quelques mots ou plutôt quelques chiffres sur l'impact budgétaire de quelques alternatives examinées par la section, en me référant plus spécialement à l'annexe 11 du rapport.

Dubbele belasting van dividenden

1. Hoewel dit probleem niet is opgenomen op de vragenlijst van de Minister, kan het onmogelijk uit de weg gegaan worden en wel :

— omdat, algemeen gezien, het hier gaat om een wezenlijk onderdeel van de structuur van een fiscaal systeem, omdat het de neutraliteit van de belasting ten opzichte van de wijze van financieren van investeringen — en meteen dus ook de kapitaalkosten — beïnvloedt;

— omdat, zoals reeds in het begin van de uiteenzetting werd benadrukt, de aftrek wegens D.B.I. tijdens de laatste jaren sterk is toegenomen;

— omdat *de facto* de oplossing uitdrukkelijk verbonden werd met het antwoord dat op andere vragen gegeven zal worden (met name wat betreft de minimumbelasting, de consolidatie, het tarief van de vennootschapsbelasting).

2. Noch het onderzoek van de internationale context (zowel wat de gevolgen van de naleving van de « moeder-dochter »-richtlijn betreft, als de vergelijking met de in het buitenland geldende systemen),

noch een vergelijkend onderzoek van de algemene voor- en nadelen van de verschillende systemen,

noch de meer theoretische beschouwingen over de keuze tussen neutraliteit bij kapitaaluitvoer en neutraliteit bij kapitaalinvoer,

hebben doorslaggevende elementen opgeleverd voor het maken van een keuze tussen de twee geponeerde stellingen.

3. Bijgevolg heeft de afdeling een verdeeld advies gegeven (blz. 51 en 52) (wat zwaar doorweegt bij de antwoorden op andere vragen en met name op die over de minimumbelasting) :

— de voorstanders die de verrekening van de werkelijk betaalde belasting als « superieur » beschouwen voor zowel het vermijden van dubbele belasting als het onmogelijk maken van misbruiken van het systeem;

— de voorstanders van het behoud van het huidige vrijstellingssysteem en van de gelijke behandeling van Belgische en vreemde dividend; deze laatste stellen trouwens verbeteringen voor van het systeem (in verschillende richtingen...).

De adviezen blijven ook verdeeld over de invoering van een participatiedrempel.

4. Blijft het probleem van de aftrekbaarheid van de interesten van leningen aangegaan om aandelen te verwerven en die in mindering worden gebracht van de belastbare basis, terwijl de dividend die voortvloeien uit de belegging niet zijn opgenomen in die belastbare basis, zelfs niet wanneer ze voorheen niet aan vennootschapsbelasting onderworpen zijn geweest.

De afdeling erkent dat dit een zeer typisch misbruik is, dat zowel in het vrijstellings- als in het verrekeningssysteem voorkomt.

Een beperking van de aftrekbaarheid van de interesten zorgt echter voor grote moeilijkheden bij de toepassing. Overigens zou dit niet kunnen bestaan naast een systeem ter vermijding van dubbele belasting, dat minder gunstig zou zijn dan het gewone vrijstellingssysteem.

*
* *

Ik wil dit overzicht van het verslag niet afsluiten zonder enkele woorden of liever enkele cijfers te citeren m.b.t. de budgettaire weerslag van de door de afdeling onderzochte alternatieven. Ik verwijs hierbij in het bijzonder naar bijlage 11 van het verslag.

De ces estimations, on retiendra notamment que :

— la suppression des taux réduits à l'I.Soc. se traduirait :

- prise isolément, par une plus-value budgétaire de 8,9 milliards à l'horizon 1991;
- combinée avec le maintien d'un taux de 30 p.c. sur les bénéfices réservés des P.M.E., par une plus-value budgétaire de 4,1 milliards;

— la baisse isolée de l'I.Soc. se traduirait par une moins-value budgétaire de 17,1 milliards;

— la suppression isolée de la déduction pour investissements se traduirait par une plus-value budgétaire de 7,5 milliards.

On trouvera aussi, dans cette même annexe, les conséquences budgétaires éventuelles de différentes combinaisons de ces mesures, ainsi qu'une estimation pour l'exercice d'imposition 1989 du rendement possible d'un impôt minimum dans plusieurs alternatives.

*
* *

Une dernière considération pour terminer.

Le rapport dont je viens de tenter une synthèse, sous ma responsabilité,

- n'est pas unanime
- et ne fera pas l'unanimité.

Le contraire eût été miraculeux, voire « suspect ». Son mérite est de réunir un ensemble d'informations, d'estimations et d'opinions qui permettent de mieux baliser les avantages et inconvénients de différentes solutions.

Ceci me paraît important, si, comme l'a dit le Ministre des Finances, avant de décider, il faut d'abord écouter.

Uit deze ramingen blijkt met name dat :

— de opheffing van de verlaagde tarieven in de vennootschapsbelasting aanleiding zou geven :

- afzonderlijk genomen, tot een budgettaire opbrengst van 8,9 miljard voor 1991;
- gecombineerd met het behoud van een verlaagd tarief van 30 pct. voor de gereserveerde winsten van K.M.O.'s, tot een budgettaire opbrengst van 4,1 miljard;

— de afzonderlijk genomen daling van het tarief van de vennootschapsbelasting aanleiding zou geven tot een vermindering van de budgettaire opbrengst met 17,1 miljard;

— de afzonderlijk genomen afschaffing van de investeringsaftrek aanleiding zou geven tot een budgettaire opbrengst van 7,5 miljard.

In dezelfde bijlage bevinden zich ook de eventuele budgettaire gevolgen van verschillende combinaties van deze maatregelen en tevens een raming voor het aanslagjaar 1989 van de mogelijke opbrengst van een minimumbelasting in de verschillende alternatieven.

*
* *

Een laatste slotbeschouwing.

Het verslag waarvan ik op eigen verantwoordelijkheid een synthese heb getracht te maken,

- is niet unaniem
- zal niet unaniem aanvaard worden.

Het tegengestelde zou een mirakel zijn, zelfs « verdacht ». De verdienste van dit verslag bestaat in het samenbrengen van informatie, ramingen en meningen die het mogelijk maken de voor- en nadelen van de verschillende oplossingen duidelijk af te bakenen.

Dat lijkt me belangrijk als het er, zoals de Minister van Financiën heeft gezegd, op aankomt te luisteren vooraleer beslissingen te nemen.

4. EXPOSE DE M. T. VANDEPUTTE, ADMINISTRATEUR DELEGUE DE LA FEDERATION DES ENTREPRISES BELGES

PRINCIPES POUR UNE REFORME DE L'I.Soc.

Les principes de la fiscalité des entreprises n'échappent pas aux principes fondamentaux de la fonction d'impôt. Ces principes en nombre limité sont : l'équité horizontale, la neutralité, la simplicité et la stabilité. Sur un plan purement théorique, ils peuvent être définis comme suit :

L'équité horizontale implique que des unités taxables qui sont dans une situation identique quant à leurs moyens doivent contribuer dans la même mesure.

La neutralité du système fiscal signifie que l'impôt n'influence pas l'orientation des investissements, le mode de financement ou encore l'organisation juridique de l'activité économique.

La simplicité vise à réduire au minimum les ressources affectées au recouvrement de l'impôt et au respect du Code fiscal, de même que celles consacrées à trouver la voie la moins imposée, ressources qui pourraient être plus utilement utilisées ailleurs.

La stabilité veut que la fréquence de modification du régime fiscal soit limitée, à peine de réduire à néant l'horizon prévisionnel et ainsi paralyser la décision. Ce principe constitue également un élément essentiel pour l'image que la Belgique se doit de donner à l'étranger.

Ces différents principes correspondent à une fonction d'impôt idéale. Dans la réalité, certains objectifs ne peuvent être atteints qu'au détriment des autres; dans ces conditions, l'efficacité recommande de choisir le système fiscal qui minimise les distorsions par rapport à la fonction idéale.

Dans la perspective du marché unique de 1993 et de la concurrence accrue qui en résulte, l'impôt belge des sociétés doit être compétitif par rapport aux régimes en vigueur à l'étranger, tant sur le plan du taux de taxation que de la simplicité.

Cela étant, la tâche d'un réformateur n'est pas aisée quand on considère qu'outre les principes fondamentaux ci-avant, il doit également prendre en compte certaines contraintes liées à ces principes, à l'héritage du passé, au contexte économique et au contexte global des impôts sur les revenus dans lequel l'impôt des sociétés doit s'insérer harmonieusement.

A. Contraintes découlant des principes fondamentaux

Les points suivants sont de la plus grande importance :

1. Respecter le principe *non bis in idem* qui veut qu'aucun revenu ne soit soumis à une double taxation; ce principe assure la neutralité du système fiscal qu'il y ait ou non une ou plusieurs sociétés par où transitent les bénéfices d'exploitation et que ceux-ci soient d'origine belge ou étrangère, auquel cas ils ont déjà pu subir une taxation.

2. Permettre la récupération des pertes, sans quoi l'équité serait gravement mise en péril; les entreprises fortement sensibles aux cycles conjoncturels seraient défavorisées par rapport à celles qui ne le sont pas.

3. Garantir une sécurité juridique maximale, élément essentiel pour ne pas freiner la volonté d'entreprendre.

4. REFERAAT VAN DE HEER T. VANDEPUTTE, GEDELEGEERD BESTUURDER VAN HET VERBOND DER BELGISCHE ONDERNEMINGEN

BEGINSELEN VOOR EEN HERVORMING VAN DE VENNOOTSCHAPSBELASTING

De beginselen van de ondernemingsfiscaliteit ontsnappen niet aan de fundamentele beginselen van de belastingfunctie. Deze principes zijn niet zo talrijk : horizontale billijkheid, neutraliteit, eenvoud en stabiliteit. Zuiver theoretisch bekeken kunnen ze als volgt worden gedefinieerd :

Horizontale billijkheid betekent dat de belastbare eenheden die in een identieke situatie dezelfde middelen hebben, in dezelfde mate moeten bijdragen.

Neutraliteit van het fiscaal stelsel betekent dat de belasting geen invloed heeft op de oriëntatie van de investeringen, de financieringswijze of de juridische organisatie van de economische activiteit.

De bedoeling van eenvoud is dat middelen die worden besteed aan de inning van de belasting en aan het naleven van het Belastingwetboek, alsmede aan het zoeken naar de minst belaste weg, tot een minimum worden herleid, aangezien die elders nuttiger kunnen worden gebruikt.

Stabiliteit houdt in dat het fiscaal stelsel niet te vaak wordt gewijzigd; anders kan niets worden gepland en worden de beslissingen verlamd. Dit principe is tevens een essentiële factor voor het imago van België in het buitenland.

Deze beginselen stemmen overeen met een ideale belastingfunctie. In werkelijkheid kunnen sommige doelstellingen slechts ten koste van de andere worden verwezenlijkt; in die omstandigheden is het efficiënter om het belastingstelsel te kiezen dat zo weinig mogelijk afwijkt van de ideale functie.

In het vooruitzicht van de eenheidsmarkt van 1993 en van de verhoogde mededinging als gevolg daarvan, moet de Belgische vennootschapsbelasting zowel qua peil als qua eenvoud concurrerend zijn ten opzichte van de buitenlandse stelsels.

De taak van een hervormer is dan ook niet gemakkelijk. Niet alleen dient hij rekening te houden met de eisen die voortvloeien uit voormelde fundamentele beginselen, maar ook met die welke volgen uit de erfenis van het verleden, de economische toestand en de algemene context van de inkomstenbelasting, waarin de vennootschapsbelasting een harmonische plaats moet krijgen.

A. Vereisten voortvloeiend uit de fundamentele principes

De hierna volgende punten zijn van het grootste belang :

1. Naleving van het beginsel *non bis in idem*, volgens hetwelk geen enkel inkomen aan dubbele belasting wordt onderworpen; dit principe verzekert de neutraliteit van het fiscaal stelsel, ongeacht of er vennootschappen zijn waarin de exploitatiewinst wordt doorgegeven en of die van Belgische of van buitenlandse oorsprong is (eventueel reeds belast in het buitenland).

2. De recuperatie van verliezen mogelijk maken, anders zou de billijkheid ernstig in gevaar komen; de ondernemingen die zeer onderhevig zijn aan de conjunctuur zouden benadeeld worden ten opzichte van de andere.

3. Een maximale rechtszekerheid waarborgen, een essentiële factor om te vermijden dat de wil tot ondernemen wordt afgeremd.

4. Prendre pour base les résultats comptables et s'en éloigner le moins possible. Ce sont en effet ces résultats qui offrent le meilleur reflet de la situation des entreprises, tant sur le plan de leur patrimoine que de leurs bénéfices réels qui seuls devraient subir l'impôt.

5. Tenir compte des structures dans lesquelles l'activité des entreprises s'inscrit, en intégrant par exemple la notion de groupe.

B. Contraintes découlant de l'héritage du passé

On notera particulièrement :

1. Le régime de taux réduit accordé aux P.M.E., qu'il faudrait maintenir dans le cas où une réforme n'aboutirait pas à la fixation de taux généraux suffisamment bas approchant les taux en vigueur actuellement pour ces sociétés.

2. Des régimes spéciaux mis en place pour attirer des activités spécifiques en Belgique et y promouvoir l'investissement — dont notamment celui des centres de coordination — dont la suppression peut difficilement être envisagée sans porter atteinte à l'image de la Belgique à l'étranger.

3. La nécessité d'assurer la transition entre l'ancien et le nouveau régime, particulièrement importante notamment pour éviter l'effet néfaste de l'annonce d'une réforme chez les investisseurs étrangers.

C. Contraintes économiques

L'impôt doit répondre aux impératifs suivants :

1. Ne pas handicaper la croissance des entreprises et de l'économie; les entreprises doivent être capable d'investir et d'assurer leur développement technologique sans être limitées par une solvabilité insuffisante trouvant sa source dans le système fiscal; éviter par conséquent de privilégier l'emprunt par rapport à l'autofinancement et ne pas encourager la distribution des bénéfices par rapport à la mise en réserve.

2. Laisser une rentabilité nette suffisante par rapport au prêt à intérêt permettant de favoriser l'attrait du capital à risque, moyen de financement indispensable pour le développement de nouvelles entreprises et de nouveaux produits.

3. Tenir compte de l'inflation qui érode les fonds propres des entreprises et, dès lors, la capacité de maintien et d'extension de leurs activités.

D. Relations entre les entreprises et les autorités fiscales

Ces relations devraient en outre respecter certains principes élémentaires de nature à assurer au maximum la sécurité juridique, la confidentialité et la célérité dans le traitement des dossiers.

*
* *

4. Uitgaan van de boekhoudkundige resultaten en daar zo weinig mogelijk van afwijken. Deze resultaten weerspiegelen immers het best de toestand van de ondernemingen, zowel op het vlak van hun vermogen als van hun reële winst, de enige factor die aan de belasting mag worden onderworpen.

5. Rekening houden met de structuren waarin de activiteit van de ondernemingen kadert, bijvoorbeeld door het begrip concern op te nemen.

B. Vereisten voortvloeiend uit het verleden

Er wordt in het bijzonder gewezen op :

1. Het stelsel van het verlaagd tarief voor K.M.O.'s, dat moet behouden blijven wanneer een hervorming niet zou leiden tot het vaststellen van algemene tarieven die laag genoeg zijn en de huidige tarieven voor die vennootschappen benaderen.

2. Bijzondere stelsels, ingevoerd om in België specifieke activiteiten aan te trekken en investeringen te bevorderen, zoals bijvoorbeeld de coördinatiecentra : zij kunnen moeilijk worden opgeheven zonder het imago van België in het buitenland aan te tasten.

3. De noodzaak om te zorgen voor een overgang tussen het oude en het nieuwe stelsel, wat bijzonder belangrijk is om de nefaste weerslag van de aankondiging van een hervorming op de buitenlandse investeerders te vermijden.

C. Vereisten op economisch vlak

De belasting moet voldoen aan de volgende eisen :

1. De groei van de ondernemingen en van de economie niet hinderen; de ondernemingen moeten kunnen investeren en hun technologie ontwikkelen zonder te worden gehinderd door een gebrek aan solvabiliteit als gevolg van het fiscaal stelsel; bijgevolg is het beter het aangaan van leningen niet te bevoordelen ten opzichte van autofinanciering en de uitkering van winsten niet aan te moedigen ten nadele van het reserveren ervan.

2. Een voldoende netto rendabiliteit laten in vergelijking met renteleningen, waardoor het risicokapitaal aantrekkelijker wordt, wat een onmisbaar financieringsinstrument is voor de ontwikkeling van nieuwe ondernemingen en nieuwe producten.

3. Rekening houden met de inflatie, die knaagt aan de eigen middelen van de ondernemingen en dus aan de capaciteit om hun activiteiten te behouden en uit te breiden.

D. Betrekkingen tussen de ondernemingen en de fiscale overheid

In deze relaties zouden bovendien een aantal elementaire beginselen moeten worden nageleefd met het oog op een maximale rechtszekerheid en vertrouwelijkheid en een zo snel mogelijke behandeling van de dossiers.

*
* *

5. EXPOSE DE M. L. VOETS, FEDERATION GENERALE DU TRAVAIL DE BELGIQUE

1. Préambule

Le développement de la fiscalité interpelle le mouvement syndical. Un système fiscal reflète en effet une vision de la société. Pour nous, les impôts sont le prix collectif à payer pour l'organisation d'une liberté individuelle aussi grande que possible, pour un groupe aussi étendu que possible, sachant que la tension entre une société riche et un Etat pauvre est intenable.

Les impôts, de même que la formation des salaires, déterminent l'évolution du pouvoir d'achat des travailleurs. Cette influence s'est encore accrue au cours de la dernière décennie, du fait que les salariés sont de plus en plus seuls à assurer le financement des dépenses publiques. Cette situation est déterminée notamment par le développement de la répartition des revenus disponibles. C'est ainsi que dans le rapport 1990 de la Banque nationale, nous pouvons lire que la part des revenus des travailleurs — qui constitue la base des cotisations sociales et de la plus grosse partie de l'impôt des personnes physiques — a diminué au cours de la décennie écoulée en faveur de catégories de revenus moins taxées comme les bénéfices des sociétés et les revenus mobiliers (1).

Malgré la régression très nette de la part des revenus du travail dans le produit national brut (de 71,5 p.c. en 1980 à 63,6 p.c. en 1990), sans réforme fiscale, les revenus du travail risquent de devoir payer à l'avenir une partie de plus en plus importante des impôts.

Il est dès lors indéfendable que les organisations syndicales ne soient pas associées à la concertation concernant les réformes de la fiscalité, vu l'effort fiscal consenti par les salariés. Je veux être très clair ici. Une partie importante des travaux préparatoires aux réformes fiscales est assurée par le Conseil supérieur des finances. Sans vouloir mettre en cause les mérites du Conseil ou les capacités individuelles de ses membres, je tiens à contester sa composition.

Il est inacceptable que les organisations des travailleurs ne soient pas représentées au sein du Conseil supérieur des finances, alors que par des détours divers, les employeurs y siègent. A cause de cette situation, nous ne recevons pas les informations auxquelles nous avons droit et notre voix n'est entendue qu'à la marge, alors que l'essentiel des débats est fini.

Des initiatives comme cette journée d'étude, qui veulent stimuler une discussion active, méritent dès lors mes félicitations les plus chaleureuses.

2. L'impôt des sociétés en Belgique: quelques constats préliminaires

2.1. Situation actuelle

De divers rapports officiels (B.N.B., Finances, O.C.D.E., F.M.I.), on peut déduire que:

a) lorsqu'on procède à une comparaison internationale, les entreprises belges se trouvent dans une position confortable: l'impôt des sociétés en pourcentage du P.N.B. s'élève à 2,8 p.c. en 1990, soit à la 9^e place dans la C.E.E. et donc en dessous de la moyenne C.E.E. En 1989, cette proportion était encore légèrement supérieure à la moyenne C.E.E. (2);

(1) B.N.B., Rapport 1990, p. 64.

(2) B.N.B.

5. REFERAAT VAN DE HEER L. VOETS, ALGEMEEN BELGISCH VAKVERBOND

1. Inleiding

De ontwikkeling van de fiscaliteit interpelleert de syndicale beweging. De uitbouw van het belastingstelsel weerspiegelt immers de heersende visie over de werking van de samenleving. Voor ons zijn belastingen de collectieve prijs die betaald moet worden voor de organisatie van een zo groot mogelijke individuele vrijheid voor een zo groot mogelijke groep, wetende dat de spanning tussen een rijke samenleving en een arme staat niet houdbaar is.

Tegelijk bepalen de belastingen, evenzeer als de loonvorming, de ontwikkeling van de koopkracht van de werknemers. Deze invloed is het laatste decennium nog toegenomen aangezien de loontrekkenden steeds meer alleen moeten instaan voor de financiering van de overheidsuitgaven. Deze situatie wordt mede bepaald door de ontwikkeling van de verdeling van het beschikbaar inkomen. Zo kunnen we in het jaarverslag voor 1990 van de Nationale Bank lezen dat: « het aandeel van het arbeidsinkomen — dat de grondslag van de sociale bijdragen en van het grootste deel van de personenbelasting vormt — in het voorbije decennium terugliep ten voordele van gemiddeld minder belaste inkomenscategorieën nl. de vennootschapswinsten en de roerende inkomsten (1) ».

Ondanks een duidelijke terugloop van het aandeel van het arbeidsinkomen in het Bruto Nationaal Produkt (van 71,5 pct. in 1980 tot 63,6 pct. in 1990) dreigt deze inkomensgroep — zonder hervormingen — ook in de toekomst meer dan ooit het leeuwen-aandeel van de belastingen te moeten betalen.

Het is dan ook niet te verdedigen dat de betrokkenheid van de vakbonden in het overleg rond hervormingen van het belastingstelsel niet in verhouding staat tot de fiscale inspanning van de loontrekkenden. Ik wil hier heel duidelijk zijn. Een belangrijk deel van het voorbereidend werk bij fiscale hervormingen gebeurt door de Hoge Raad voor Financiën. Zonder de verdiensten van deze Raad of de individuele bekwaamheid van zijn leden in vraag te stellen, wens ik de samenstelling van de Raad te betwisten.

Het is onaanvaardbaar dat de werknemersorganisaties niet vertegenwoordigd zijn in de Hoge Raad voor Financiën, terwijl de werkgevers via allerlei omwegen wel rechtstreekse zitting hebben. Door deze situatie krijgen we niet de informatie waar we recht op hebben en wordt onze stem enkel in de marge gehoord wanneer een belangrijk deel van het debat reeds voorbij is.

Initiatieven, zoals deze studiedag, die een actieve discussie willen stimuleren, verdienen dan ook onze hartelijke felicitaties.

2. De Belgische vennootschapsbelasting: enkele voorafgaandelijke vaststellingen

2.1. Huidige situatie

Uit de lectuur van officiële rapporten (N.B.B., Financiën, O.E.S.O., I.M.F.) kunnen we samenvattend afleiden dat:

a) de Belgische ondernemingen bij een internationale vergelijking in een comfortabele positie zitten als we de vennootschapsbelasting uitdrukken in percenten van het B.N.P. (met 2,8 pct. zitten we in 1990 binnen de E.E.G. op de negende plaats en dus onder het E.E.G.-gemiddelde van 3,2 pct. In 1988 zaten we nog lichtjes boven dit gemiddelde (2);

(1) N.B.B., Verslag 1990, blz. 64.

(2) N.B.B.

b) le rapport impôt des sociétés sur P.I.B. n'est toutefois pas très significatif pour illustrer les véritables efforts fiscaux des entreprises. Ce rapport est influencé de manière accrue par la part relative des bénéfices dans le revenu national. Il ne donne donc pas une image exacte de l'effort réel demandé aux entreprises. Un critère nettement meilleur est le rapport impôt des sociétés sur bénéfices. Ce n'est que de cette manière que le développement du taux d'imposition effectif peut être mesuré et c'est le seul moyen pour mesurer la pression fiscale réelle sur les entreprises.

Il ressort de tous ces rapports que suite à l'augmentation des dépenses fiscales, la pression fiscale effective sur les entreprises a diminué considérablement en Belgique.

Selon l'O.C.D.E. (1), le taux d'imposition effectif a diminué de 38,9 p.c. en 1979 à 21,4 p.c. en 1989. L'O.C.D.E. explique cette évolution par le développement considérable des exonérations et abattements fiscaux qui ont augmenté de 24 p.c. des bénéfices bruts en 1979 à 45 p.c. en 1989 (2). C'est d'ailleurs cette situation qui explique le fossé qui va en se creusant ces dernières années entre l'augmentation des bénéfices des sociétés d'une part et l'impôt des sociétés d'autre part.

c) dans son dernier rapport sur la situation économique de la Belgique, l'O.C.D.E. constate qu'en Belgique, la taxation du capital (bénéfices des entreprises, fortunes, héritages) est relativement faible comparée à la situation dans les autres pays membres (3)!

d) tous les rapports aboutissent à des conclusions semblables et force est de constater que, comparé à la plupart des autres pays, l'impôt des sociétés est plutôt bas en Belgique. La campagne de presse menée récemment par les organisations patronales de Belgique qui ont tenté de démontrer le contraire, manque dès lors singulièrement de crédibilité. Tout comme d'ailleurs dans le débat sur la compétitivité, les organisations des employeurs semblent ne pas vouloir s'encombrer d'une analyse scientifique du problème et préfèrent une approche purement doctrinaire. Peut-être que ce sont les grandes différences sectorielles en matière de pression fiscale effective (par ex. 1,2 p.c. pour l'électricité et le gaz, 13,6 p.c. pour les institutions de crédit, 32 p.c. pour le secteur chimique, etc.) qui empêchent qu'elles aient une vision sérieuse et cohérente sur une réforme de l'impôt des sociétés? Jusqu'ici, nous n'avons entendu de leur part que des appels au maintien des privilèges fiscaux des entreprises.

2.2. Les miniréformes du passé de l'impôt des sociétés

Les miniréformes de la période 1988-1990 combinaient une extension de la base imposable avec une réduction du taux de 43 p.c. à 39 p.c., réduction que les employeurs passent d'ailleurs pudiquement sous silence.

Dans la mesure où ces lois visent aussi l'élimination d'un certain nombre d'abus fiscaux (dénoncés depuis longtemps par la F.G.T.B.) comme par exemple l'usage impropre de la Q.F.I.E., le statut fiscal privilégié des électriciens, etc., dans cette mesure-là elles méritent évidemment nos applaudissements. Nous devons néanmoins constater aussi:

— que l'abaissement des taux d'imposition donne lieu à une diminution automatique des recettes fiscales de 6,5 milliards en 1990 et de 13 milliards en 1991, alors que le produit des autres mesures reste incertain ou, ce qui est plus grave, risque de coûter de l'argent (cf. les bonis de liquidation);

b) de verhouding vennootschapsbelasting-B.N.P. is evenwel niet erg relevant om de echte fiscale inspanningen van de ondernemingen te illustreren. Deze verhouding wordt in toenemende mate beïnvloed door het relatieve aandeel van de winsten in het nationaal inkomen en geeft dus geen juist beeld van de reële inspanning die aan de ondernemingen gevraagd wordt. Een veel beter criterium is de verhouding vennootschapsbelasting/vennootschapswinst. Alleen op deze manier kan de ontwikkeling van het effectief belastingtarief gemeten worden en dit is het enige middel om de echte fiscale druk op de ondernemingen te meten.

Alle rapporten tonen aan dat het tarief van de effectieve belastingdruk in België omwille van de toename van de fiscale uitgaven sterk gedaald is.

Volgens de O.E.S.O. (1) is het tarief van de effectieve belastingdruk van 38,9 pct. in 1979 gedaald tot 21,4 pct. in 1989. Deze ontwikkeling wordt door de O.E.S.O. verklaard door de belangrijke toename van de fiscale vrijstellingen en aftrekken die van 24 pct. van de bruto winsten in 1979 stegen tot 45 pct. in 1989 (2). Het is meteen ook deze situatie die de breder wordende kloof van de laatste jaren tussen stijgende vennootschapswinsten en vennootschapsbelastingen verklaarde.

c) de O.E.S.O. stelt in haar recentste rapport over de economische situatie in België vast dat in België de belastingheffing op kapitaal (winsten van ondernemingen, vermogen, erfenissen) relatief zwak is in vergelijking met de situatie in de andere lidstaten (3)!

d) alle rapporten komen tot gelijkaardige besluiten en we moeten vaststellen dat de Belgische vennootschapsbelasting in vergelijking met de meeste andere landen eerder laag is. De recent door de werkgeversorganisaties opgezette perscampagne die het tegendeel poogt te bewijzen, komt dan ook niet erg geloofwaardig over. Zoals overigens in het debat over het concurrentievermogen, wensen de werkgeversorganisaties blijkbaar niet gehinderd te worden door een wetenschappelijke analyse van het probleem, maar verkiezen ze een louter doctrinaire benadering. Of zijn het de grote sectoriële verschillen in effectieve belastingdruk (bv. 1,2 pct. voor elektriciteit en gas, 13,6 pct. voor de kredietinstellingen, 32 pct. voor de scheikundige sector, enz.) die een ernstig en eenvormig standpunt over een hervorming van de vennootschapsbelastingen bemoeilijken? Tot nu toe hoorden we slechts oproepen voor het behoud van alle fiscale privileges voor de ondernemingen.

2.2. De voorbije mini-hervormingen van de vennootschapsbelasting

De mini-hervormingen van de periode 1988-1990 combineerden een verruiming van de belastbare grondslag met een, overigens door de werkgevers graag doodgezwegen, verlaging van het tarief van 43 pct. tot 39 pct.

In de mate dat deze wetten ook een aantal, door het A.B.V.V. reeds lang aangeklaagde, fiscale misbruiken (bv. oneigenlijk gebruik F.B.B., fiscaal bevoordeligd statuut van de electriciens, enz.) willen wegwerken, zijn ze uiteraard toe te juichen. Toch moeten we ook vaststellen:

— dat de verlaging van de tarieven tot een automatische vermindering van de belastingontvangsten leidt van 6,5 miljard in 1990 en 13 miljard in 1991, terwijl de opbrengst van de andere maatregelen onzeker blijft of wat erger is, soms nog geld dreigt te kosten (cfr. liquidatieboni);

(1) Etudes économiques de l'O.C.D.E., 1990-1991, p. 72.

(2) Etudes économiques de l'O.C.D.E., 1990-1991, p. 72.

(3) Etudes économiques de l'O.C.D.E., 1990-1991, p. 63.

(1) Etudes économiques de l'O.C.D.E., 1990-1991, blz. 72.

(2) Etudes économiques de l'O.C.D.E., 1990-1991, blz. 72.

(3) Etudes économiques de l'O.C.D.E., 1990-1991, blz. 63.

— que — et c'est remarquable — après la réforme de 1988, le taux d'imposition effectif a continué à baisser malgré la disposition que la réforme de l'impôt des personnes physiques devait être financée en partie par les plus-values réalisées au sein de l'impôt des sociétés (+ 22,9 milliards);

— qu'un certain nombre de mesures instaurées soit ne sont toujours pas mises en œuvre (par exemple l'arrêté royal concernant les activités autorisées des centres de coordination) soit s'avèrent être inopérantes faute de précisions (par exemple l'interdiction de la déduction pour revenus définitivement taxés (R.D.T.) lorsque les revenus proviennent de sociétés implantées dans un pays où « le régime fiscal est notablement plus avantageux » qu'en Belgique. Comment va-t-on appliquer ce principe?;

— que certaines entreprises réussissent apparemment chaque fois à trouver de nouvelles échappatoires;

— que l'administration fiscale réussit à peine à suivre les réformes successives.

Bref, tous ces éléments indiquent qu'il faut une réforme fondamentale permettant de garantir une période de stabilité et de sécurité.

3. Lignes de force d'une réforme éventuelle de l'impôt des sociétés

Les grands objectifs d'une réforme de l'impôt des sociétés sont évidents :

a) le système doit devenir plus transparent et plus simple... tout en compliquant l'œuvre des technologies fiscales de pointe. L'impôt des sociétés ne peut rester le chantier privilégié pour établir des constructions ingénieuses dont le seul but est d'échapper aux impôts. La réforme doit permettre au contraire de rétablir le lien entre l'évolution des bénéfices des entreprises et celle du produit de l'impôt des sociétés;

b) il faut tenir compte d'une double manière du contexte européen en mutation. Une réforme nationale doit prendre en compte la situation à l'étranger, mais par la même occasion nous devons influencer activement le contexte européen. La concurrence fiscale entre les Etats membres doit être démantelée dans le cadre d'une harmonisation européenne de l'impôt des sociétés qui tienne compte des besoins budgétaires des Etats membres;

c) l'administration fiscale doit être dotée des moyens lui permettant de maîtriser désormais l'impôt des sociétés.

Permettez-moi de donner un aperçu de quelques mesures qui sont à nos yeux prioritaires. Je traiterai successivement de l'assiette imposable, du taux d'imposition, de la problématique de la double imposition et enfin des moyens de fonctionnement de l'administration fiscale.

3.1. L'assiette imposable

3.1.1. Vérifier l'influence exacte de la fiscalité sur les décisions d'investissements

Les réformes fiscales dans les différents pays occidentaux vont toutes dans le même sens, notamment la diminution du taux d'imposition, mais également la réduction des dépenses fiscales, y compris l'aide fiscale aux investissements.

L'influence de la fiscalité sur les décisions d'investissements est d'ailleurs de plus en plus remise en question, et dans plusieurs études surgit la question de savoir si certains facteurs, intimement liés au niveau des dépenses publiques (tels que la présence d'un personnel dûment qualifié et une infrastructure moderne de trans-

— het merkwaardige is dat het effectief belastingtarief na de hervorming van 1988 is blijven dalen ondanks de voorziening dat de hervorming van de personenbelasting gedeeltelijk moest gefinancierd worden door meeropbrengsten binnen de vennootschapsbelasting (+ 22,9 miljard);

— een aantal afgesproken maatregelen nog steeds op hun uitvoering wachten (bv. het koninklijk besluit inzake de toegelaten activiteiten van de coördinatiecentra) of niet operationeel blijken te zijn bij een gebrek aan precisering (bv. het verbod van de D.B.I.-aftrek voor inkomsten afkomstig van vennootschappen gevestigd in een land waar de « gemeenschappelijke bepalingen inzake belastingen aanzienlijk gunstiger zijn » dan in België: hoe wordt dit principe toegepast?);

— sommige ondernemingen er blijkbaar steeds weer in slagen nieuwe achterpoortjes te vinden;

— de belastingadministratie de opeenvolgende wijzigingen nauwelijks kan bijhouden.

Kortom, er is behoefte aan een fundamentele hervorming die dan een periode van stabiliteit en zekerheid moet kunnen waarborgen.

3. Krachlijnen voor een fundamentele hervorming van de vennootschapsbelasting

De grote objectieven van een hervorming van de vennootschapsbelasting liggen voor de hand :

a) het systeem moet doorzichtiger en eenvoudiger worden en meteen het werk van de fiscale spitstechnologen bemoeilijken. De vennootschapsbelasting mag niet langer de uitverkoren bouwplaats zijn voor ingenieuze constructies die alleen als doel hebben de belastingen te ontwijken. De hervorming moet het integendeel mogelijk maken de band tussen de ontwikkeling van de ondernemingswinsten en deze van de opbrengst van de vennootschapsbelasting te herstellen;

b) er moet op een dubbele manier rekening gehouden worden met de veranderende Europese context. Een nationale hervorming moet oog hebben voor de situatie in het buitenland maar tegelijk moeten we actief de Europese context beïnvloeden. De fiscale concurrentie tussen de lid-staten moet afgebouwd worden door een Europese harmonisatie van de vennootschapsbelasting die rekening houdt met de budgettaire behoeften van de lid-staten;

c) de belastingadministratie moet de middelen krijgen om de vennootschapsbelasting opnieuw onder controle te krijgen.

Laat me toe enkele, volgens ons prioritaire, maatregelen te overlopen. Achtereenvolgens behandelen we: de belastbare grondslag, het tarief, de problematiek van de dubbele belastingheffing en tenslotte de werkingmogelijkheden van de belastingadministratie.

3.1. De belastbare grondslag

3.1.1. De juiste invloed van de fiscaliteit op de investeringsbeslissingen nagaan

De fiscale hervormingen in de diverse westerse landen gaan allemaal in dezelfde richting, nl. tariefverlaging maar ook besnoeiing van de fiscale uitgaven inclusief de fiscale steun voor investeringen.

De invloed van de fiscaliteit op de investeringsbeslissingen wordt trouwens meer en meer in vraag gesteld en in verschillende studies wordt de vraag gesteld of sommige factoren die nauw samenhangen met het niveau van de overheidsuitgaven, zoals de aanwezigheid van goed gekwalificeerd personeel en een moderne

port) ne seraient pas plus importants que la fiscalité. Dans la mesure où le taux d'ISoc est diminué, l'impact éventuel d'une aide fiscale à l'investissement diminue d'ailleurs automatiquement.

3.1.2. Evaluer toutes les dépenses fiscales

Sous le règne du Gouvernement précédent, on a assisté à une véritable explosion des dépenses fiscales. Une réforme fondamentale ne peut dès lors être réalisée sans évaluation de l'ensemble de ces dépenses, sans exception aucune.

Voici quelques exemples.

a) Les entreprises à statut fiscal (les zones d'emploi, les sociétés novatrices, les centres de coordination):

A propos des deux premiers régimes, je serai bref. Ils n'ont fait que compliquer davantage le système fiscal alors que les résultats dans le domaine de l'emploi ont été largement insuffisants, notamment en ce qui concerne les zones d'emploi (moins de 800 emplois). Il vaudrait mieux supprimer ces régimes le plus rapidement possible.

Tout le monde sait que les centres de coordination connaissent un succès important. Pourtant, toute une série d'autres problèmes surgissent ici, tels que:

1° le coût budgétaire qui s'accroît spectaculairement. D'après l'O.C.D.E., le coût budgétaire serait, pour la seule année 1990, de 27 milliards de francs (1) en Belgique.

Bien qu'il s'agisse d'un coût brut et qu'il faille tenir compte d'un certain nombre de conséquences positives (notamment pour la balance des paiements), il y a pourtant des raisons suffisantes de se demander si un tel impact sur le budget est tenable à terme.

Bien sûr, nous continuons de nous interroger sur la discrimination entre centres de coordination occupant en 1989 en moyenne vingt-neuf travailleurs et ne payant que 300 millions (2) sur un bénéfice de 36,2 milliards, et les entreprises qui tout en ne bénéficiant pas d'un tel régime de faveur, paient passablement plus d'impôts et fournissent une contribution beaucoup plus importante à l'emploi;

2° la constatation que l'objectif initial de ces centres, à savoir attirer les investisseurs étrangers, n'est pas atteint puisque les entreprises belges ou les entreprises étrangères déjà implantées en Belgique peuvent également bénéficier du régime.

3° les activités des centres de coordination ont connu des dérapages. Aujourd'hui, les membres de groupes belges utilisent le centre de coordination comme une S.I.C.A.V. de trésorerie puisque les revenus de dépôts ne sont pas imposés dans le chef des centres de coordination;

4° un certain nombre de pays se sont mis à développer des régimes semblables ou à prendre des contremesures, ce qui diminue le côté attractif du système.

Alors, que faire des centres de coordination à la lumière des constats que je viens d'établir? Si nous voulons adopter une attitude conséquente, notre réponse à cette question dépendra aussi de la conception que nous avons du développement de la fiscalité sur le plan européen. Autrement dit, voulons-nous oui ou non éviter une concurrence fiscale entre les différents Etats membres?

Notre réponse est claire et précise. Nous nous opposons à la concurrence fiscale.

verkeersinfrastructuur, niet belangrijker zijn dan de fiscaliteit. Naarmate het tarief van de vennootschapsbelasting verlaagd wordt, vermindert de mogelijke impact van fiscale steun overigens automatisch.

3.1.2. Alle fiscale uitgaven evalueren

Onder de vorige Regering was er een ware explosie van de fiscale uitgaven. Bij een fundamentele hervorming moeten al deze uitgaven, zonder uitzondering, geëvalueerd worden.

Enkele voorbeelden.

a) De ondernemingen met een speciaal fiscaal statuut (T-zones, innovatievennootschappen, coördinatiecentra):

Over de eerste twee systemen kan ik kort zijn. Ze hebben het belastingstelsel extra ingewikkeld gemaakt en de resultaten inzake werkgelegenheid waren ondermaats zeker wat de T-zones betreft (nog geen 800 werkplaatsen). Deze maatregelen worden best vlug afgeschaft.

Iedereen weet dat de coördinatiecentra wel een belangrijke verspreiding kennen. Maar hier stellen zich tal van andere problemen zoals:

1° de budgettaire kostprijs die pijlsnel de hoogte in schiet. Volgens de O.E.S.O. zou de budgettaire kostprijs voor 1990 oplopen tot 27 miljard (1).

Alhoewel dit een bruto kostprijs is en er rekening moet gehouden worden met een aantal positieve gevolgen (onder meer op de betalingsbalans) is er toch voldoende reden om bezorgd te zijn over de houdbaarheid van dergelijke oplopende begrotingskost.

En uiteraard blijven wij ons vragen stellen over de discriminatie tussen coördinatiecentra die gemiddeld negenentwintig werknemers tewerkstellen en in 1989 op 36,2 miljard winst slechts 300 miljoen (2) belastingen betaalden, terwijl ondernemingen die niet van een dergelijk systeem genieten en meer bijdroegen tot de werkgelegenheid, soms veel meer betalen;

2° de vaststelling dat het oorspronkelijk doel van deze centra, nl. het aantrekken van buitenlandse investeringen, niet wordt aangehouden aangezien ook Belgische ondernemingen of reeds in België gevestigde buitenlandse ondernemingen van deze maatregel kunnen genieten.

3° de activiteiten van de coördinatiecentra ontspoorde. Een coördinatiecentrum wordt thans door de Belgische groepsleden gebruikt als een thesaurie-S.I.C.A.V. aangezien de inkomsten van gelddeposito's niet belast worden in hoofde van de coördinatiecentra.

4° een aantal andere landen begonnen gelijkaardige systemen te ontwikkelen of tegenmaatregelen te nemen waardoor de aantrekkingskracht van het systeem afneemt.

Wat moet er in het licht van deze vaststellingen gebeuren met de coördinatiecentra? Als we een coherente houding willen aannemen zal ons antwoord ook afhangen van onze visie op de Europese ontwikkeling van de fiscaliteit. M.a.w. of we al dan niet een fiscale concurrentieslag tussen de lidstaten willen vermijden.

Ons antwoord is duidelijk. Wij willen geen fiscale concurrentie.

(1) O.C.D.E., Etudes économiques de l'O.C.D.E., 1990-1991, Belgique-Luxembourg, p. 73.

(2) B.N.B., Evolution des résultats et de la structure financière des entreprises en 1989, décembre 1990.

(1) «O.C.D.E., Etudes économiques de l'O.C.D.E., 1990-1991, Belgique-Luxembourg, blz. 73.»

(2) «B.N.B., Evolution des résultats et de la structure financière des entreprises en 1989, décembre 1990.»

Parce qu'elle entraîne une diminution de l'efficacité économique. En effet, les flux d'investissement seront moins guidés par la valeur intrinsèque d'un projet d'investissement que par le profit fiscal.

Parce qu'une telle évolution conduit à un gaspillage des deniers publics. Autrement dit, ce qu'on gagne en efficacité économique par la réalisation du marché unique risque, dans un tel scénario, de se perdre en grande partie à cause d'une perte d'efficacité fiscale (et à terme sociale). Ou, pour le dire avec les mots de Marcel Gérard : « Comment conjurer la crainte que le prix à payer pour le gain de bien-être amené par le surcroît d'efficacité du secteur marchand soit une perte de bien-être résultant d'une organisation fiscale moins équitable et, plus encore peut-être, de la mise en difficulté du secteur non marchand. » (1)

Si nous prenons vraiment au sérieux la suppression de la concurrence fiscale, il faudra tirer dans ce domaine également les enseignements pour notre politique fiscale nationale et donc ne pas élargir le régime des centres de coordination, mais le laisser s'éteindre en douceur. Par ailleurs, il vaut mieux planifier soi-même ce démantèlement que d'être surpris à l'avenir par une éventuelle décision brutale de la Commission européenne.

b) La déduction pour investissement

Nous constatons que contrairement à la France, à l'Allemagne, à l'Italie, aux Pays-Bas et à la Grande-Bretagne, il existe une déduction pour investissement en Belgique.

Cette constatation, liée aux conclusions d'études économiques importantes qui considèrent que la demande est un déterminant plus important des investissements que l'octroi d'aides fiscales, plaide en faveur de la suppression de la déduction pour investissement. Une telle décision apporterait une grande simplification de l'impôt des sociétés.

c) L'instauration d'un impôt minimum

Pour rappel : le but de cet impôt minimum alternatif est d'éviter qu'une entreprise échappe à l'impôt grâce à une application exagérée d'une série de déductions fiscales.

C'est pourquoi, un impôt alternatif est calculé sur une assiette imposable plus large que celle du taux de base.

L'impôt minimum n'est dû que si le calcul est supérieur au montant de l'impôt dû sur la base du régime fiscal « normal ».

Il y a des arguments pour instaurer, à l'instar des Etats-Unis, un impôt alternatif minimum en Belgique. En effet :

a) Cet impôt n'empêche nullement que les entreprises se servent toujours de stimulants fiscaux (épurés);

b) L'impôt n'est dû que si ces déductions donnent lieu à une imposition inférieure à un pourcentage — à fixer — de l'assiette imposable retenue. Ce qui revient en somme à une application non intégrale des déductions fiscales dont l'entreprise peut bénéficier;

c) Cette mesure ne touche pas nécessairement les entreprises les plus performantes, comme on pouvait dire des anciennes taxes supplémentaires sur les superbénéfices (SOL I et SOL II par exemple);

d) C'est la seule possibilité concluante pour imposer un effort fiscal (limité) aux secteurs les plus protégés;

Omdat dit leidt tot een verlies aan economische efficiëntie aangezien de investeringsstromen zich dan minder door de intrinsieke waarde van een investeringsproject zullen laten leiden dan door het fiscaal profijt.

Omdat dergelijke ontwikkeling leidt tot een verspilling van overheidsgeld. M.a.w. wat er eventueel aan economische doeltreffendheid gewonnen wordt door de oprichting van de Europese eenheidsmarkt dreigt in dergelijk scenario grotendeels verloren te gaan door een verlies aan fiscale (en op termijn ook sociale) doeltreffendheid. Of om het met de woorden van Marcel Gérard te zeggen : « Comment conjurer la crainte que le prix à payer pour le gain de bien-être amené par le surcroît d'efficacité du secteur marchand soit une perte de bien-être résultant d'une organisation fiscale moins équitable et, plus encore peut-être, de la mise en difficulté du secteur non marchand. » (1)

Indien we het ernstig nemen met de uitschakeling van fiscale concurrentie zullen we hier ook besluiten moeten uit trekken voor onze nationale fiscale politiek en het systeem van coördinatiecentra niet uitbreiden maar geleidelijk laten uitdoven. Het is bovendien beter zelf deze afbouw te plannen dan in de toekomst eventueel verrast te worden door een brutale beslissing van de Europese Commissie.

b) De investeringsaftrek

We stellen vast dat er in tegenstelling tot Frankrijk, Duitsland, Italië, Nederland en Groot-Brittannië in België wel een investeringsaftrek bestaat.

Deze vaststelling, gekoppeld aan de besluiten van talrijke economische studies die stellen dat de vraag een belangrijker determinant voor investeringen is dan het toekennen van fiscale steun, pleit voor een schrapping van de investeringsaftrek. Dit zou meteen een grote vereenvoudiging van de vennootschapsbelasting meebrengen.

c) Invoering van een minimumbelasting

Ter herinnering : het doel van een alternatieve minimumbelasting is te vermijden dat een onderneming haar belastingen zou ontlopen door een overdreven gebruik van fiscale aftrekken.

Daarom wordt een alternatieve belasting berekend op een uitgebreidere belastbare basis dan die waarop het basistarief wordt toegepast.

De minimumbelasting is slechts verschuldigd indien de berekening meer oplevert dan de op grond van het « normale » belastingregime verschuldigde belasting.

Er zijn argumenten om, in navolging van de V.S., ook in België een alternatieve minimumbelasting in te voeren :

a) Ze verhindert niet dat de ondernemingen nog steeds gebruik kunnen maken van de (uitgezuiverde) fiscale stimuli;

b) Enkel indien deze aftrekken tot een belastingheffing leiden die lager is dan een vast te leggen percentage van de in aanmerking genomen belastbare grondslag, is de belasting verschuldigd. Dit komt eigenlijk neer op een niet-integrale toepassing van de fiscale uitgaven waarop de onderneming aanspraak kan maken;

c) Ze treft niet noodzakelijk de best presterende ondernemingen, zoals men van de vroegere extra belastingen op superwinsten (SOL I en II) wel kon beweren. Niemand kan bovendien beweren dat een belastinginspanning van 10 of 15 pct. het investeringsklimaat zal vertroebelen.

d) Het is de enige sluitende mogelijkheid om de fiscaal meest beschermde sectoren een (beperkte) inspanning op te leggen.

(1) M. Gérard, « L'imposition des revenus transnationaux de l'investissement et de l'épargne », communication à la journée d'étude du 11 mars 1991 organisée par l'Institut belge des finances publiques.

(1) M. Gérard, « L'imposition des revenus transnationaux de l'investissement et de l'épargne », communication à la journée d'étude du 11 mars 1991 organisée par l'Institut belge des finances publiques.

e) En outre, un impôt minimum alternatif serait un instrument adéquat pour mesurer le succès d'une réforme fiscale fondamentale. Plus on économisera dans les dépenses fiscales, moins l'impôt minimum devra être appliqué. *A contrario*, plus les régimes de faveur et les dépenses fiscales subsisteront, plus l'impôt minimum devra être appliqué. Il est bien évident que la probabilité d'application de l'impôt minimum augmenterait à mesure que le taux de base serait réduit. Mais le fait qu'un grand nombre d'entreprises devront payer un impôt de 10 ou de 15 p.c., constituerait-il un problème insurmontable?

3.2. Le taux d'imposition

a) L'expérience des précédentes miniréformes nous apprend qu'avant d'envisager une nouvelle diminution du taux d'imposition de base, il faut attendre les résultats produits par les autres mesures (l'assainissement des dépenses fiscales).

b) Les taux d'imposition réduits (28 et 36 p.c.) peuvent toutefois être supprimés immédiatement. Même après la réforme de l'impôt des personnes physiques, les taux réduits de l'impôt des sociétés demeurent inférieurs à ceux de l'I.P.P. appliqués à des revenus d'un même niveau (1).

Cette différence entre les taux amène certains déclarants indépendants (dont les professions libérales) à créer une société pour des raisons purement fiscales. La nouvelle possibilité de créer une société à une personne a encore développé cette pratique. D'après une note de l'Administration, environ 20 000 indépendants et professions libérales placent ainsi chaque année leurs activités dans une société.

De plus, certaines grandes entreprises sont scindées en unités artificielles plus petites et ce uniquement pour bénéficier des taux d'imposition réduits prévus par l'impôt des sociétés.

3.3. Eviter la double imposition

3.3.1. La double imposition entre entreprises

Les lacunes du système actuel des revenus définitivement taxés (R.D.T.) sont suffisamment connues. La déduction R.D.T. est également accordée aux dividendes qui n'ont pas été taxés du tout dans le chef de la société distributrice (premier chaînon de l'impôt) ou qui ont été taxés à un taux sensiblement réduit.

De plus, cette déduction est accordée avec beaucoup plus de souplesse en Belgique que chez nos voisins parce que l'application de la déduction y est subordonnée au maintien d'une participation minimale dans la société distributrice.

Tout initié sait que ces lacunes sont exploitées en vue d'organiser toutes sortes de combines fiscales. Elles visent à transférer les bénéfices imposables à des entités juridiques soumises à une taxation réduite. Et ensuite à les distribuer sous forme de dividendes de participation permanente, dividendes bénéficiant de la déduction R.D.T. Celle-ci a d'ailleurs connu une extension considérable au cours des dernières années et représente déjà plus de la moitié du total des déductions fiscales. Les mesures de correction prévues par les précédentes miniréformes ne semblent pas être très opérationnelles. C'est la raison pour laquelle nous nous demandons s'il ne vaudrait pas mieux remplacer le système actuel d'immunisation par un système d'imputation.

(1) Le taux réduit de 36 p.c. conduit, compte tenu du précompte mobilier de 25 p.c., à une imposition de 52 p.c., alors que l'imposition dans l'I.P.P. d'un même revenu s'élève à 55 p.c. (et ce sans tenir compte des cotisations sociales).

e) Bovendien zou een alternatieve minimumbelasting een goede waardemeter zijn voor het succes van een grondige belastinghervorming. Hoe meer er gespaard wordt op de fiscale uitgaven, hoe minder de minimumbelasting zal moeten toegepast worden. Omgekeerd, hoe meer gunstregimes en fiscale uitgaven er overblijven, hoe meer men de minimumbelasting zal moeten toepassen. Het is natuurlijk wel zo dat, naarmate het basistarief zou verlaagd worden, de kans op een toepassing van de minimumbelasting zou stijgen. Maar hoeft het betalen door een groot aantal ondernemingen van een belasting van 10 pct. of 15 pct. een onoverkomelijk probleem te vormen?

3.2. Het tarief

a) De ervaring met de voorbije mini-hervormingen leert dat vooraleer er gedacht kan worden aan een nieuwe verlaging van het basistarief de resultaten van de andere maatregelen (sanering fiscale uitgaven) afgewacht moet worden.

b) De verlaagde tarieven (28 pct. en 36 pct.) kunnen evenwel onmiddellijk afgeschaft worden. Ook na de hervorming van de personenbelasting blijven de verlaagde tarieven binnen de vennootschapsbelasting lager dan deze die in de personenbelasting op even hoge inkomens van toepassing zijn (1).

Dit verschil tussen de tarieven verleidt sommige zelfstandigen en vrije beroepen ertoe om hun activiteiten om louter fiscale redenen onder te brengen in een vennootschap. De nieuwe mogelijkheid tot oprichting van eenpersoonsvennootschappen heeft deze praktijk nog doen toenemen. Volgens een nota van de administratie zetten per jaar ongeveer 20 000 zelfstandigen en beoefenaars van vrije beroepen hun activiteiten om in een vennootschap.

Bovendien worden soms grotere ondernemingen opgesplitst in kunstmatige, kleinere eenheden, alleen maar om gebruik te kunnen maken van de lagere tarieven die in de vennootschapsbelasting voorzien zijn.

3.3. Vermijden van dubbele belastingheffing

3.3.1. Dubbele belastingheffing tussen ondernemingen

De gebreken van het huidige D.B.I.-systeem zijn voldoende gekend. Men kent de D.B.I.-aftrek ook toe aan dividendendie in hoofde van de uitkerende vennootschap (eerste schakel van de belasting) in het geheel niet belast werden of aan een sterk verminderd tarief belast werden.

Bovendien wordt deze aftrek in België veel gemakkelijker toegestaan dan in onze buurlanden omdat de toepassing van de aftrek daar afhankelijk gemaakt wordt van het aanhouden van een minimale participatie in de uitkerende vennootschap.

Alle ingewijden weten dat deze gebreken aangegrepen worden om allerlei fiscale constructies op te zetten die erop gericht zijn belastbare winsten over te dragen naar zwak belaste juridische entiteiten en vervolgens uit te keren als dividendendie van een permanente participatie die geniet van de D.B.I.-aftrek. De D.B.I.-aftrek nam de laatste jaren overigens sterk toe en bedraagt meer dan de helft van de totale fiscale aftrekken. De corrigerende maatregelen voorzien in de voorbije mini-hervormingen blijken niet erg operationeel te zijn. Daarom vragen we ons af of het huidige vrijstellingsstelsel niet beter vervangen wordt door een verrekeningsstelsel.

(1) Het verlaagde tarief van 36 pct. leidt, rekening houdend met de roerende voorheffing van 25 pct., tot een aanslag van 52 pct. terwijl de aanslag in de personenbelasting op gelijkaardige inkomens 55 pct. bedraagt (zonder rekening te houden met de sociale bijdragen).

Le système le plus transparent pour éviter la double imposition des distributions de dividendes entre sociétés est en effet celui qui permet d'imputer l'impôt des sociétés effectivement payé sur les dividendes sur l'impôt dû par la société réceptrice du dividende.

Si le système actuel devait malgré tout être maintenu, il faudrait y introduire le principe d'une participation minimale et l'Administration devrait pouvoir disposer d'instruments pour lutter contre l'évasion fiscale.

3.3.2. La double imposition de l'actionnaire particulier

La double imposition des dividendes distribués à des actionnaires privés est la conséquence de l'instauration du précompte mobilier libératoire.

Nous sommes partisans d'un système intégrant l'impôt des sociétés et l'impôt des personnes physiques.

L'ancienne proposition du Conseil supérieur des Finances a toujours notre approbation. Selon cette proposition, il faudrait que lors d'une éventuelle réforme fondamentale de l'Isoc :

- la déclaration et la globalisation des dividendes soit à nouveau obligatoire;
- une retenue compensatoire à la distribution des dividendes veuille à ce que le bénéfice distribué soit toujours taxé au taux plein de l'Isoc;
- un crédit fiscal de 100 p.c. soit prévu.

En effet, actuellement, l'imposition est la même pour les bénéfices distribués et pour les bénéfices réservés.

Si, suite aux exonérations et déductions diverses, le taux de l'Isoc descend en dessous du taux théorique, cette aide publique est également transférée de l'entreprise vers les actionnaires. De ce fait, le choix des actionnaires en matière d'investissements est trop influencé par la possibilité qu'a l'entreprise de recourir à l'ingénierie fiscale.

3.4. Améliorer les moyens de fonctionnement de l'administration

En tant qu'organisation syndicale, nous attachons une très grande importance à l'état de santé et au dynamisme des entreprises. En effet, le revenu et l'emploi des travailleurs en sont tributaires. Nous ne voulons pas d'une fiscalité qui étrangle les entreprises. Nous voulons au contraire une fiscalité permettant aux entreprises économiquement solides de s'épanouir. La santé économique d'une entreprise doit cependant être le résultat de sa créativité, de ses efforts de recherche, de l'offre de produits de qualité.

Les entreprises qui veulent battre leurs concurrents, et donc la collectivité, en organisant des constructions fiscales sans base économique et en visant uniquement l'évasion fiscale, doivent être combattues.

Pour ce faire, des moyens nouveaux sont indispensables.

En plus de la formation, du recrutement d'un personnel qualifié à des conditions de rémunération attractives, il est urgent de remettre en question la doctrine Brepols en instaurant le principe de la réalité économique.

Plusieurs facteurs plaident en faveur de cette thèse :

- la situation de nos principaux concurrents commerciaux;
- la promotion de constructions fiscales artificielles peut être contradictoire avec l'efficacité économique et créer ainsi des discriminations entre les contribuables (en termes de pression fiscale effective entre entreprises et entre secteurs);

Het meest doorzichtige systeem voor de uitschakeling van dubbele belastingheffing op dividenduitkeringen tussen vennootschappen is immers dat waarbij de effectief betaalde vennootschapsbelasting op de dividenden verrekend wordt met de belasting die verschuldigd is door de vennootschap die het dividend ontvangt.

Indien het huidige systeem toch behouden wordt, moet het principe van de minimumparticipatie ingevoerd worden en moet de administratie over efficiënte anti-belastingontwijkingssystemen kunnen beschikken.

3.3.2. Dubbele belastingheffing bij de particuliere aandeelhouder

De huidige dubbele belastingheffing op dividenden voor private aandeelhouders is het gevolg van de invoering voor de bevrijdende roerende voorheffing.

Wij zijn voorstander van een systeem waarbij er een integratie zou zijn tussen vennootschapsbelasting en personenbelasting.

Het vroegere voorstel van de Hoge Raad voor Financiën blijft onze voorkeur wegdragen. Hierdoor zou :

- de aangifteplicht en globalisatie van de dividenden opnieuw ingevoerd worden;
- een compenserende inhouding bij dividenduitkering ervoor zorgen dat de uitgekeerde winst steeds aan het volle tarief van de vennootschapsbelasting belast wordt;
- een belastingkrediet van 100 pct. voorzien worden.

Want op dit ogenblik is de belastingheffing op de uitgekeerde en op de gereserveerde winsten hetzelfde.

Indien het effectieve tarief van de vennootschapsbelasting omwille van diverse vrijstellingen en aftrekken onder het theoretisch tarief daalt, wordt deze overheidssteun ook overgedragen van de onderneming naar de aandeelhouders. Op die manier wordt de investeringskeuze van de potentiële aandeelhouders te sterk beïnvloed door de mate waarin een onderneming beroep doet op fiscale spitstechnologie.

3.4. Werkingsmogelijkheden van de administratie verbeteren

Als vakbond hechten we groot belang aan gezonde dynamische bedrijven. Het inkomen en het werk van de werknemers hangt ervan af. We willen geen fiscaliteit die de bedrijven wurgt. Maar wel een belastingstelsel waar economisch soliede ondernemingen kunnen bloeien. De economische gezondheid van een bedrijf moet evenwel het gevolg zijn van creativiteit, van research, van het aanbod van degelijke en aantrekkelijke producten.

Bedrijven die hun concurrenten en meteen de gemeenschap willen verslaan door fiscale constructies die geen economische onderbouw hebben maar alleen gericht zijn op belastingontwijking moeten bestreden worden.

Hiervoor zijn nieuwe middelen nodig.

Naast vorming en het aantrekken van gekwalificeerd personeel door een aangepaste beloning wordt het de hoogste tijd om de Brepols-doctrine in vraag te stellen door de invoering van het principe van de «economische werkelijkheid».

Verschillende elementen pleiten hiervoor :

- situatie bij de voornaamste handelspartners;
- bevorderen van kunstmatige fiscale constructies kan botsen met economische efficiëntie en zorgt voor discriminatie tussen belastingplichtigen (verschil in effectieve belastingdruk tussen ondernemingen en tussen sectoren);

— il est loin d'être certain, comme le prétendent certains adversaires, que le principe de la réalité économique engendrerait une sécurité juridique moindre que par rapport à la situation actuelle :

* je n'ai jamais entendu dire du côté patronal que les entreprises chez nos principaux concurrents commerciaux connaissent une insécurité fiscale plus importante que les entreprises belges;

* dans la situation actuelle, il y a sans cesse des combats d'arrière-garde livrés par le législateur pour combattre de nouvelles astuces fiscales. Ces combats d'arrière-garde nous ont amenés à une législation récurrente dite de « réparation ». Pareille situation conduit inévitablement à l'inquiétude et à l'insécurité. L'instauration de la « réalité économique », où l'on dit clairement que les constructions fiscales ne peuvent avoir pour but principal d'éviter les impôts, serait beaucoup plus claire. Par la même occasion, l'Administration disposerait d'une arme efficace pour combattre l'évasion fiscale.

4. Conclusion

La réforme de l'impôt des sociétés est un défi aussi important que celui de la réforme de l'I.P.P.

Pareille réforme ne pourra cependant prouver toute son efficacité que si elle est complétée par une harmonisation européenne et elle ne réussira que si elle est encadrée par la modernisation de l'administration fiscale.

— is helemaal niet zeker zoals tegenstanders beweren dat het principe van economische werkelijkheid tot minder rechtzekerheid dan de huidige situatie zou leiden :

* zo heb ik nooit van werkgeverszijde gehoord dat de ondernemingen bij de voornaamste handelspartners in grotere fiscale onzekerheid moesten leven dan Belgische;

* in de huidige situatie is er een voortdurend en noodzakelijk achterhoedegevecht van de wetgever om de diverse fiscale achterpoortjes te sluiten via de zogenaamde reparatiewetgeving. Zulk een situatie leidt onvermijdelijk tot ongerustheid en onzekerheid. De invoering van het principe « economische werkelijkheid » waarin duidelijk gesteld wordt dat fiscale constructies niet tot hoofddoel mogen hebben belastingen te ontwijken zou veel duidelijker zijn. Tegelijk zou de administratie een degelijk wapen hebben om belastingontwijking te bestrijden.

4. Besluit

De hervorming van de vennootschapsbelasting is een uitdaging die even belangrijk is als deze van de voorbije hervorming van de personenbelasting.

Zulk een hervorming zal evenwel slechts echt doeltreffend zijn als ze aangevuld wordt door een Europese harmonisatie en ze zal slechts maximale kansen om te slagen hebben als ze begeleid wordt door een modernisering van de belastingadministratie.

6. EXPOSE DE M. E. PEETERS, AU NOM DE LA CONFEDERATION DES SYNDICATS CHRETIENS

UNE REFORME FONDAMENTALE DE L'IMPOT DES SOCIETES

INTRODUCTION

Le problème des finances publiques en Belgique est un problème de recettes et non un problème de dépenses. Ces dernières années, les recettes fiscales ont été systématiquement inférieures aux prévisions.

Le prochain conclave budgétaire sera à nouveau confronté au problème de l'insuffisance des recettes fiscales. Les recettes des 5 premiers mois de 1991 enregistrent une hausse de 0,7 p.c. par rapport aux 5 premiers mois de l'année précédente; en effet, lors du contrôle budgétaire de février dernier, la croissance a été estimée à 5,4 p.c. pour toute l'année 1991.

Le repli conjoncturel peut en être tenu partiellement pour responsable. Reste à savoir si le retard pourra être résorbé au cours du second semestre de cette année.

Les moins-values enregistrées dans les recettes fiscales se situent principalement au niveau de l'impôt des sociétés. Cet état de choses a été récemment confirmé par l'analyse de l'exercice fiscal 1990 réalisée par la Cour des comptes: « Il faut remarquer (tableau VI) que, avec des mesures autonomes tendant à alléger l'impôt des personnes physiques (– 35 milliards), l'impôt perçu se révèle plus important que prévu (+ 19,7 milliards) alors qu'avec des mesures destinées à accroître l'impôt des sociétés (+ 21,8 milliards) et les accises (+ 18,5 milliards), les impôts réellement perçus diminuent sensiblement (impôt des sociétés: – 35,7 milliards, et accises: – 9,7 milliards) » (1).

TABLEAU 1

*Estimation recettes fiscales
Impôt des sociétés*

	Recettes 1990. — <i>Ontvangsten 1990</i> (t-1 = 1989)		Recettes 1991. — <i>Ontvangsten 1991</i> (t-1 = 1990)	
	Conclave budgétaire août 1989 — <i>Begrotingsconclaf augustus 1989</i>	Contrôle budgétaire février 1990 — <i>Budgetcontrole februari 1990</i>	Conclave budgétaire août 1990 — <i>Begrotingsconclaf augustus 1990</i>	Contrôle budgétaire février 1991 — <i>Budgetcontrole februari 1991</i>
Recettes t-1. — <i>Ontvangsten t-1</i>	168,3	159,7	178,5	160,1
Mesures discrétionnaires. — <i>Discretionaire maatregelen</i>	+ 14,1	+ 21,8	– 1,8	– 5,3
Glissements. — <i>Verschuivingen</i>	—	—	—	0,2
Elasticité. — <i>Elasticiteit</i>	1,0709	1,0859	1,06749	1,0622
Résultat. — <i>Resultaat</i>	194,3	195,2	188,7	165,0

Source: documents budgétaires.

Les recettes de l'impôt des sociétés pour 1990:

- sont estimées en août 1989 à 194,3 milliards;
- sont estimées en février 1990 à 195,2 milliards, mais d'une autre manière: les recettes de 1989 sont inférieures aux prévisions mais des mesures discrétionnaires rapportent plus;

(1) « Préfiguration des résultats de l'exécution du budget de l'Etat pour 1990 » transmise par la Cour des comptes, Doc. Sénat 1332/1 (1990-1991).

6. REFERAAT VAN DE HEER E. PEETERS, NAMENS HET ALGEMEEN CHRISTELIJK VAKVERBOND

EEN FUNDAMENTELE HERVORMING VAN DE VENNOOTSCHAPBELASTING

INLEIDING

Het probleem van de overheidsfinanciën in België is een ontvangstenprobleem en niet een uitgavenprobleem. De fiscale ontvangsten vallen de laatste jaren systematisch lager uit dan geraamd.

Ook het komende begrotingsconclaf zal zich opnieuw geconfronteerd voelen met achterblijvende fiscale ontvangsten. De ontvangsten van de eerste 5 maanden 1991 geven een groei ten opzichte van de eerste 5 maanden van vorig jaar van 0,7 pct., waar de groei bij de begrotingscontrole in februari laatstleden voor gans 1991 geraamd werd op 5,4 pct.

De omslag in conjunctuur kan daarvoor gedeeltelijk verantwoordelijk worden gesteld. Vraag is echter of de achterstand in de tweede helft van dit jaar zal worden goedgeemaakt.

De fiscale minderontvangsten situeren zich in hoofdzaak in de vennootschapsbelasting. Recent werd dit bevestigd in de door het Rekenhof gemaakte analyse van het begrotingsjaar 1990: « Er dient te worden opgemerkt dat, ondanks autonome maatregelen om de personenbelasting te verminderen (– 35 miljard frank), die geïnde belasting hoger blijkt te liggen dan verwacht (+ 19,7 miljard frank) terwijl, ondanks maatregelen om de vennootschapsbelasting (+ 21,8 miljard frank) en de accijnzen (+ 18,5 miljard frank) te verhogen, die geïnde belasting aanzienlijk geslonken zijn (vennootschapsbelasting: – 35,7 miljard en accijnzen: – 9,7 miljard frank) » (1).

TABEL 1

*Raming fiscale ontvangsten
Vennootschapsbelasting*

Bron: begrotingsdocumenten.

De ontvangsten van de vennootschapsbelasting voor 1990:

- raamt men in augustus van 1989 op 194,3 miljard;
- raamt men in februari van 1990 op 195,2 miljard, wel op een andere wijze: ontvangsten in 1989 zijn tegengevallen maar discretionaire maatregelen zullen meer opbrengen;

(1) Rekenhof, Voorafbeelding van de uitslagen van de uitvoering van de staatsbegroting voor 1990, Gedr. St. 1332-1 (1990-1991).

— sont estimées en août 1990 à 178,5 milliards sur base de la réalisation des 6 à 7 premiers mois, il apparaît qu'il faudra s'attendre à 17 milliards de moins que l'estimation de février;

— en février 1990, on arrête le montant des réalisations 1990 à 160,1 milliards, soit 34 milliards de moins que la première estimation d'août 1989.

Il s'avère à présent que les recettes 1991 suivent la même voie:

- première estimation en août 1990: 188,7 milliards;
- contrôle budgétaire de février 1991: 165,0 milliards, soit 23 milliards de moins;
- les premiers versements anticipés de 1991 sont inférieurs de 3,4 p.c. à ceux de 1990; plus inquiétant: le solde négatif des enrôlements sociétés qui passent de 9,6 milliards de francs en 1990 à 22,2 milliards. Les remboursements bruts (1) passent à 42,9 milliards par rapport à 1990. Les entreprises (comme les particuliers) n'ont pas intérêt à faire trop de versements anticipés et sont généralement à même de calculer assez précisément le montant total de l'impôt dû.

1. Echanges de vues sur l'impôt des sociétés

Les échanges de vues repris ci-après ont constitué le débat sur l'impôt des sociétés.

A. Le fossé entre bénéfices et impôts

Le fossé (sans cesse croissant) entre bénéfices et impôts est aujourd'hui constaté par tous.

Trois données chiffrées différentes le prouvent de manière convaincante:

1) Une analyse des statistiques fiscales sur base de l'exercice d'imposition (tableau 2) constate une diminution du taux effectif qui passe de 38,0 p.c. en 1977 à 19,1 p.c. en 1988.

2) Une analyse des bilans des entreprises (tableau 3) montre une diminution du taux effectif qui passe de 27,5 p.c. en 1986 à 16,4 p.c. en 1989, les P.M.E. étant stabilisées à 31 p.c.

3) Une analyse des Comptes nationaux (tableau 4) où l'impôt des sociétés en p.c. du P.N.B. est scindé en pression fiscale, d'une part, et en part du bénéfice des sociétés dans le P.N.B., d'autre part.

Les chiffres exprimés en p.c. du P.N.B. ne sont pas pertinents pour mesurer la pression fiscale. On ne paie pas d'impôt des sociétés sur le P.N.B., mais bien sur les bénéfices des sociétés qui constituent une partie du P.N.B. Entre 1980 et 1990, la part du bénéfice des sociétés dans le P.N.B. a augmenté de 9,4 p.c. à 15,1 p.c. alors que la pression fiscale sur les sociétés diminuait de 27,2 p.c. à 18,9 p.c.

(1) C'est-à-dire le total des impôts remboursés par les pouvoirs publics aux sociétés sans tenir compte de ce que certaines sociétés ont payé en supplément.

— raamt men in augustus van 1990 op 178,5 miljard, op basis van de verwezenlijking van de eerste 6 à 7 maanden blijkt men 17 miljard minder te verwachten dan de raming van februari;

— in februari 1991 stelt men de verwezenlijkingen in 1990 vast op 160,1 miljard, dus 34 miljard lager dan de allereerste raming in augustus 1989.

Een zelfde verhaal lijkt nu reeds vorm te krijgen voor de ontvangsten 1991:

- eerste raming in augustus 1990: 188,7 miljard;
- budgetcontrole februari 1991: 165,0 miljard, 23 miljard lager;
- de eerste voorafbetalingen van 1991 lagen 3,4 pct. lager dan de eerste voorafbetalingen in 1990; verontrustend bovendien is het negatief saldo inkohieringen vennootschappen dat in vergelijking met 1990 van 9,6 miljard frank naar 22,2 miljard frank stijgt. De bruto-terugbetalingen (1) stijgen in 1991 tot 42,9 miljard frank wat 19,9 miljard meer is dan in 1990. Ondernemingen hebben er (net zoals particulieren) geen enkel belang bij te veel voorafbetalingen te doen en kunnen doorgaans vrij nauwkeurig uitrekenen hoeveel belastingen zij in totaal verschuldigd zijn.

1. Discussie rond de vennootschapsbelasting

Volgende discussies vormen het debat over de vennootschapsbelasting.

A. De kloof tussen winst en belasting

De (alsmaar groeiende) kloof tussen winst en belasting wordt nu door iedereen vastgesteld.

Drie verschillende cijfers tonen dit op overtuigende wijze aan:

1) Een analyse van de fiscale statistieken op basis van het aanslagjaar (tabel 2) stelt een daling vast van het effectieve tarief van 38,0 pct. in 1977 naar 19,1 pct. in 1988.

2) Een analyse van de balansen van de bedrijven (tabel 3) toont een daling van het effectieve tarief van 27,5 pct. in 1986 naar 16,4 pct. in 1989, K.M.O.'s blijven stabiel op 31 pct.

3) Een analyse van de Nationale Rekeningen (tabel 4) waarin de vennootschapsbelasting in pct. van het B.N.P. wordt uitgesplitst in fiscale druk enerzijds en aandeel vennootschapswinst in het B.N.P. anderzijds.

Cijfers in pct. van het B.N.P. zijn immers irrelevant om de fiscale druk te meten. Men betaalt geen vennootschapsbelasting op het B.N.P., maar op de vennootschapswinsten die een deel zijn van het B.N.P. Tussen 1980 en 1990 is het aandeel van de vennootschapswinst in het B.N.P. gestegen van 9,4 tot 15,1 pct., terwijl de fiscale druk op vennootschappen daalde van 27,2 tot 18,9 pct.

(1) Is het totaal van door de overheid reeds terugbetaalde belastingen aan vennootschappen zonder in mindering te brengen van wat andere ondernemingen bijkomend hebben betaald.

TABEAU 2
Taux effectif
Statistiques d'analyse fiscale
Déterminants de l'impôt
des sociétés résidentes
(en milliards de francs)

TABEL 2
Effectieve aanslagvoet
Analyse fiscale statistieken
Bepalende elementen van de belasting van
de verblijfhoudende vennootschappen
(in miljard frank)

Année civile Kalenderjaar	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990
A. Comptes nationaux. — Nationale rekeningen.														
1. Réserves. — <i>Reserves.</i>	17,8	31,5	33,5	28,9	17,4	39,9	58,7	96,1	148,9	225,3	242,5	280,8	361,6	
2. Impôt. — <i>Belasting.</i>	76,4	81,7	91,9	89,7	87,5	112,9	115,0	132,7	148,4	156,6	164,4	177,7	182,0	
3. Amortissements. — <i>Afschrijvingen.</i>	181,8	194,0	207,8	210,8	221,4	244,4	271,2	288,3	310,4	322,8	341,8	358,1	380,0	
a. Revenu primaire brut. — <i>Primair brut-inkomen.</i>	276,1	307,1	333,2	329,4	326,4	397,2	445,0	517,1	607,7	704,7	748,8	815,8	923,6	936,0*
3. — Amortissements. — <i>Afschrijvingen.</i>	181,8	194,0	207,8	210,8	221,4	244,4	271,2	288,2	310,4	322,8	341,8	358,1	380,0	
4. + Tantièmes. — + <i>Tantièmes.</i>	2,2	2,5	2,3	2,3	2,9	3,8	4,3	4,5	5,3	7,2	6,8	7,3	n.d.	
5. + Dividendes. — + <i>Dividenden.</i>	23,6	26,0	25,3	28,0	34,2	43,2	49,2	56,7	66,2	78,4	92,5	125,7	n.d.	
b. Résultat de la période. — <i>Resultaat van de periode.</i>	120,1	141,6	153,0	148,9	142,0	199,8	227,2	290,1	368,8	467,5	506,3	590,7	n.d.	
B. Déclarations fiscales. — Belastingaangiften.														
a. Résultat net. — <i>Netto-resultaat.</i>	96,2	122,8	159,1	117,6	104,8	209,7	242,6	291,9	366,1	411,0	428,4	590,8		
1. Solde du mouvement des réserves. — <i>Saldo van de mutaties in de reserves.</i>	-15,2	9,5	25,0	-14,2	-21,4	49,6	47,1	72,4	97,8	103,7	107,8	171,9		
2. Dépenses non admises. — <i>Niet-toegelaten uitgaven.</i>	63,5	64,4	73,1	74,7	66,9	80,6	87,1	98,2	113,4	140,0	134,7	149,7		
3. Tantièmes. — <i>Tantièmes.</i>	2,5	2,7	3,0	2,3	2,5	2,5	2,9	2,5	2,5	2,4	2,8	3,6		
4. Dividendes. — <i>Dividenden.</i>	44,8	45,4	57,1	53,3	55,5	75,7	103,9	117,5	150,2	163,2	175,3	223,7		
5. Bonis de liquidation. — <i>Liquidatie-uitkeringen.</i>	0,7	0,7	0,9	1,4	1,3	1,3	1,6	1,3	2,2	1,7	7,9	41,9		
b. Résultat négatif (perte). — <i>Negatief resultaat (verlies).</i>	48,5	39,7	43,7	77,1	91,0	71,1	65,9	60,2	52,2	77,5	88,0	82,1		
c. Résultat positif (a + b). — <i>Positief resultaat (a + b).</i>	144,7	162,5	202,7	194,7	195,8	280,8	308,4	352,1	418,2	488,5	516,4	673,0		
d. Immunisations. — <i>Vrijstellingen.</i>	0,0	0,0	0,1	1,6	2,8	4,5	14,0	26,5	30,1	34,6	34,2	44,9		
1. Provisions pour passif social. — <i>Provisies voor sociaal passief.</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	1,3	4,5	3,5	0,4	0,5	0,5	0,5		
2. Dividendes A.F.V. (1). — <i>A.F.V.-dividenden (1).</i>	0,0	0,0	0,1	1,6	2,8	3,2	9,5	23,0	28,6	30,2	30,4	30,2		
3. Bénéfices des centres de coordination (2). — <i>Winsten van de coördinatiecentra (2).</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	1,1	3,9	3,3	14,2		
e. Bénéfice imposable (c - d). — <i>Belastbare winst (c - d).</i>	144,7	162,5	202,7	193,0	193,0	276,3	294,4	325,6	388,1	453,9	482,2	628,1		
f. Déductions. — <i>Aftrekken.</i>	35,0	36,9	60,9	59,4	65,1	103,3	106,5	123,0	147,8	167,9	195,5	268,4		
1. Bénéfices exonérés par conventions (internationales). — <i>Door (internationale) verdragen belastingvrije winsten.</i>	1,7	1,5	3,5	6,7	7,2	5,8	5,2	7,6	6,3	8,0	7,8	11,3		
2. Eléments non imposables: dont déduction pour personnel supplémentaire dans les P.M.E. — <i>Niet-belastbare elementen: waarvan aftrek voor bijkomend personeel in de K.M.O.'s.</i>	—	—	—	—	0,5	1,2	2,0	3,6	2,4	5,2	8,4	12,9		
3. Revenus définitivement taxés (3). — <i>Definitief getaxeerde inkomens (3).</i>	23,0	24,6	28,9	27,3	33,1	53,8	51,9	61,2	81,0	88,4	104,4	147,0		
4. Pertes antérieures. — <i>Vroegere verliezen.</i>	8,1	8,8	21,5	18,0	21,3	27,7	27,9	30,3	31,4	30,3	33,8	49,6		
5. Investissements complémentaires. — <i>Bijkomende investeringen.</i>	0,5	0,8	3,3	5,0	1,2	0,5	0,3	0,6	0,4	0,0	0,0	0,0		
6. Déductions pour investissement. — <i>Investeringsaftrek.</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	13,0	16,7	18,8	25,3	34,8	38,5	46,1		
g. Base imposable (e - f). — <i>Belastbare basis (e - f).</i>	109,7	125,6	141,8	133,6	127,9	173,0	187,9	202,6	240,3	285,9	280,5	319,5		

Source: Ministère des Finances, Institut national de statistique.

(1) Outre les dividendes relatifs aux augmentations de capital de 1982 et 1983 bénéficiant d'exonération dans le cadre des arrêtés royaux Cooreman-De Clercq (dividende A.F.V. proprement dit), cette rubrique reprend également les dividendes afférents aux augmentations de capital de 1977 à 1981.

(2) Et pour des montants minimes ceux des sociétés en zone d'emploi.

(3) Comprend également les revenus mobiliers exonérés (R.M.E.). Ceux-ci sont toutefois quantitativement marginaux (moins de 1 p.c.) par rapport aux revenus définitivement taxés (R.D.T.).

Bron: Ministerie van Financiën, Nationaal Instituut voor de statistiek.

(1) Behalve de dividenden uit kapitaalverhogingen in 1982 en 1983, die van belastingvrijdom genoten in het kader van de koninklijke besluiten Cooreman-De Clercq (eigenlijk A.F.V.-dividend), bevat deze rubriek ook de dividenden uit kapitaalverhogingen van 1977 tot 1981.

(2) En winsten van vennootschappen in tewerkstellingszones (verwaarloosbare bedragen).

(3) Omvat ook de vrijgestelde roerende inkomsten (V.R.I.). Deze zijn evenwel zeer klein (minder dan 1 pct.) vergeleken met de definitief getaxeerde inkomens (D.G.I.).

Année civile — Kalenderjaar	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990
-----------------------------------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------

h. Calcul de l'impôt. — *Berekening van de belasting.*

1. Impôt de base. — <i>Basisbelasting.</i>	52,3	59,5	67,1	62,0	58,7	70,4	75,7	87,9	103,1	123,0				
p.m. en p.c. de la base imposable. — <i>in pct. van de belastbare basis.</i>	47,6	47,4	47,3	46,4	45,9	40,7	40,3	43,4	42,9	43,0	117,3	142,1		
+ 2. Majorations. — + 2. <i>Verhogingen.</i>	1,5	1,6	1,3	1,6	1,6	2,0	1,8	1,9	2,6	2,5				
+ 3. Impôt de solidarité. —														
+ 3. <i>Solidariteitsbijdrage.</i>	2,8	3,3	5,6	4,6	3,4	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		
— 4. Q.F.I.E. — — 4. <i>F.G.B.B.</i>	0,8	1,0	1,3	2,5	4,5	4,2	3,7	5,6	4,3	4,7	5,0	8,4		
— 5. Crédit d'impôt. — — 5. <i>Belastingtegoed.</i>	0,2	0,2	0,3	0,5	0,8	0,5	0,3	0,5	0,6	1,1	1,5	1,9		
— 6. Précompte mobilier fictif des centres de coordination. — — 6. <i>Fictieve roerende voorheffing van de coördinatiecentra.</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,3	0,2	1,2	1,6	2,9		
— 7. Autres précomptes fictifs. —														
— 7. <i>Andere fictieve voorheffingen.</i>	0,5	0,6	0,6	0,5	0,5	0,5	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,1		
8. Impôt dû au pouvoir central. — <i>Aan de centrale overheid verschuldigde belasting.</i> p.m. en p.c. du résultat positif. — <i>in pct. van het positief resultaat.</i>	55,0	62,6	71,8	64,7	57,9	67,2	73,4	83,3	100,3	118,3	109,0	128,6		
	38,0	38,5	35,4	33,2	29,6	23,9	23,8	23,7	24,0	24,2	21,1	19,1		

C. Optique de caisse. — *Optiek kasverrichtingen.*

Impôt payé au pouvoir central. — *Aan de centrale overheid betaalde belasting.*

70,1	74,2	83,3	82,8	78,4	103,4	104,2	119,5	134,2	142,8	150,1	159,4	163,0	168,5
1. Rôles. — <i>Inkohieringen.</i>	4,3	7,4	3,1	2,4	1,6	8,4	— 0,9	— 2,0	— 3,3	— 15,2	— 10,0	— 11,8	— 21,7
2. Versements anticipés + précomptes. — <i>Voorafbetalingen + voorheffingen.</i>	62,6	65,3	78,8	77,9	75,3	91,8	101,4	118,2	134,4	154,9	157,1	168,6	182,4
Versements anticipés. — <i>Voorafbetalingen.</i>	46,8	46,5	57,0	51,3	45,9	57,6	63,9	67,3	78,1	95,3	94,8	105,0	117,2
Précomptes. — <i>Voorheffingen.</i>	15,8	18,8	21,8	26,5	29,3	33,4	37,5	50,9	56,3	59,6	62,3	63,6	74,2

TABLEAU 3

*Notes d'étude de la Banque nationale de Belgique
Evolution des bilans et
de la structure financière des entreprises*

TABEL 3

*Nationale Bank van België studienota's
Verloop van de balansen en van
de financiële structuur van de ondernemingen*

Grandes entreprises — *Grote ondernemingen*

	1986	1987	1987	1988	1988	1989
Bénéfice. — <i>Winst</i>	255,9	247,4	248,2	326,5	320,7	435,0
Impôt. — <i>Belasting</i>	70,5	64,7	64,3	73,9	69,1	71,2
%	27,5	26,2	26,0	22,6	21,5	16,4

P.M.E. — *K.M.O.*

	1986	1987	1987	1988	1988	1989
Bénéfice. — <i>Winst</i>	25,8	29,1	32,3	38,5	38,4	42,5
Impôt. — <i>Belasting</i>	8,0	8,7	9,8	10,8	11,2	13,3
%	31,0	29,9	30,3	28,0	29,4	31,3

Centres de coordination — *Coördinatiecentra*

	1986	1987	1987	1988	1988	1989
Bénéfice. — <i>Winst</i>			7,2	15,7	25,4	36,2
Impôt. — <i>Belasting</i>			0,3	0,2	0,2	0,3

Au moment de la publication du présent document, tous les comptes annuels ne sont pas encore disponibles. C'est pourquoi on compose à chaque fois un échantillon constant d'entreprises dont les comptes annuels sont déjà disponibles et qui étaient reprises dans les statistiques de l'année dernière.

(1) B.N.B., note d'étude n° 2, février 1989. Echantillon constant : 59,4 p.c. Grandes entreprises, 41,9 p.c. P.M.E.

(2) B.N.B., note d'étude n° 5, février 1989. Echantillon constant : 61,6 p.c. Grandes entreprises, 43,6 p.c. P.M.E.

(3) B.N.B., note d'étude n° 8, février 1989. Echantillon constant : 60,3 p.c. Grandes entreprises, 44,8 p.c. P.M.E.

Op het moment van publicatie zijn niet alle jaarrekeningen beschikbaar. Vandaar dat telkens een constant staal wordt samengesteld van ondernemingen waarvan de jaarrekening reeds beschikbaar is en die ook in de statistieken van het vorige jaar voorkwamen.

(1) N.B.B., Studienota nr. 2, februari 1989. Constant staal: 59,4 pct. Grote Ondernemingen, 41,9 pct. K.M.O.

(2) N.B.B., Studienota nr. 5, februari 1989. Constant staal: 61,6 pct. Grote Ondernemingen, 43,6 pct. K.M.O.

(3) N.B.B., Studienota nr. 8, februari 1989. Constant staal: 60,3 pct. Grote Ondernemingen, 44,8 pct. K.M.O.

TABLEAU 4

*Impôts sur les sociétés en % du P.N.B.
Pression fiscale X part de bénéfices dans le P.N.B.*

	Impôt % P.N.B. Belasting % B.N.P.	Pression fiscale Fiscale druk	Part des bénéfices % P.N.B. Aandeel winst % B.N.P.
1980	2,6	27,2	9,4
1981	2,4	26,8	9,0
1982	2,9	28,4	10,1
1983	2,8	25,8	10,7
1984	3,0	25,7	11,5
1985	3,1	24,4	12,7
1986	3,1	22,2	13,9
1987	3,1	21,9	14,1
1988	3,2	21,8	14,5
1989	3,0	19,7	15,1
1990(e)	2,9	18,9	15,1

Source : Ministère des Finances, I.N.S.

Le fossé sans cesse croissant entre les bénéfices et l'impôt est la conséquence de trois causes qui se renforcent mutuellement :

- a) introduction d'incitants fiscaux;
- b) usages impropres ou anomalies dans le système fiscal et
- c) administration négligée sur les plans tant qualitatif que quantitatif.

B. Comparaison internationale de l'impôt des sociétés

L'impôt belge des sociétés n'appartient pas au groupe de tête au niveau international, mais il se situe dans la seconde moitié du peloton.

Les chiffres exprimés en p.c. du P.N.B. ou du P.I.B. ne sont pas pertinents (voir tableau 4). Pour effectuer une comparaison correcte, il faut se baser sur le taux effectif. L'O.C.D.E. arrive ainsi à la comparaison suivante pour 1989 : la Belgique arrive à égalité avec les Pays-Bas (11,1 p.c.), se situe à un niveau supérieur à l'Allemagne (6,8 p.c.) et aux Etats-Unis (10,1 p.c.), mais inférieur à la France (16,9 p.c.), à l'Angleterre (14,7 p.c.) et au Japon (23,2 p.c.).

TABEL 4

*Belasting op vennootschappen in % van het B.N.P.
Fiscale druk X aandeel winst in het B.N.P.*

	Pression fiscale Fiscale druk	Part des bénéfices % P.N.B. Aandeel winst % B.N.P.
1980	27,2	9,4
1981	26,8	9,0
1982	28,4	10,1
1983	25,8	10,7
1984	25,7	11,5
1985	24,4	12,7
1986	22,2	13,9
1987	21,9	14,1
1988	21,8	14,5
1989	19,7	15,1
1990(e)	18,9	15,1

Bron : Ministerie van Financiën, N.I.S.

Die alsmaar groeiende kloof tussen winst en belasting is het gevolg van drie, elkaar versterkende, oorzaken :

- a) invoering van fiscale incentieven;
- b) oneigenlijke gebruiken of anomalieën in het fiscaal stelsel en
- c) een zowel kwalitatief als kwantitatief verwaarloosde administratie.

B. De vennootschapsbelasting in een internationale vergelijking

De Belgische vennootschapsbelasting behoort internationaal gezien niet tot de top, maar situeert zich in de laatste helft van het peleton.

Cijfers in pct. van het B.N.P. of B.B.P. zijn irrelevant (zie tabel 4). Een correcte vergelijking is deze van het effectieve tarief. De O.E.S.O. berekende dit effectieve tarief voor België in 1989 op 11,1 pct. wat gelijk is met Nederland, hoger dan Duitsland (6,8 pct.) en de Verenigde Staten (10,1 pct.) maar lager dan Frankrijk (16,9 pct.), Engeland (14,7 pct.) en Japan (23,2 pct.).

TABLEAU 5

Comparaison internationale
du taux effectifTaux effectifs moyens des impôts directs :
comparaison internationale

TABEL 5

Internationale vergelijking
van het effectieve tariefGemiddeld effectief tarief van directe belastingen :
internationale vergelijking

	1970-1979		1980-1984		1985-1989		1989	
	Ménages — Gezinnen (1)	Sociétés — Vennoot- schappen (2)	Ménages — Gezinnen (1)	Sociétés — Vennoot- schappen (2)	Ménages — Gezinnen (1)	Sociétés — Vennoot- schappen (2)	Ménages — Gezinnen (1)	Sociétés — Vennoot- schappen (2)
Etats-Unis. — <i>Verenigde Staten</i>	13,1	14,7	13,8	9,4	13,6	10,2	13,8	10,1
Japon. — <i>Japan</i>	5,8	16,6	7,3	18,2	8,0	21,4	8,5	23,2
Allemagne. — <i>Duitsland</i>	11,2	7,8	10,6	7,5	10,8	7,0	11,2	6,8
France. — <i>Frankrijk</i>	5,3	15,7	6,4	17,7	6,5	16,5	6,3	16,9
Italie. — <i>Italië</i>	5,0	n.d.	9,5	n.d.	10,4	n.d.	10,7	n.d.
Royaume-Uni. — <i>Verenigd Koninkrijk</i>	13,6	8,7	12,7	15,0	12,4	14,2	12,4	14,7
Canada. — <i>Canada</i>	13,3	14,2	13,5	11,5	15,0	10,2	15,4	9,3
Australie. — <i>Australië</i>	15,0	13,4 (3)	17,0	9,9	18,6	8,8	18,6	10,0
Autriche. — <i>Oostenrijk</i>	11,6	n.d.	12,6	n.d.	12,8	n.d.	11,6	n.d.
Belgique. — <i>België</i>	12,3	13,6	15,1	12,9	14,4	12,2	13,2	11,1
Danemark. — <i>Denemarken</i>	27,4	6,5	26,9	7,7	31,1	11,3	31,9	9,0
Espagne. — <i>Spanje</i>	2,6	n.d.	6,0	n.d.	7,9	n.d.	9,3	n.d.
Finlande. — <i>Finland</i>	16,2	8,4	16,4	7,1	18,1	6,1	18,5	5,9
Grèce. — <i>Griekenland</i>	3,4	n.d.	4,5	n.d.	4,4	n.d.	4,0	n.d.
Irlande. — <i>Ierland</i>	10,1 (4)	n.d.	12,8	n.d.	15,8	n.d.	15,8	n.d.
Nouvelle-Zélande. — <i>Nieuw Zeeland</i>	19,0	n.d.	23,9	n.d.	24,3	n.d.	22,0	n.d.
Norvège. — <i>Noorwegen</i>	16,9 (5)	15,7 (5)	16,1	27,0	16,3	17,1	18,0	12,4
Pays-Bas. — <i>Nederland</i>	12,5	11,9	11,6	11,0	10,7	11,3	11,2	11,1
Portugal. — <i>Portugal</i>	3,9	n.d.	5,1	n.d.	5,0	n.d.	6,1	n.d.
Suède. — <i>Zweden</i>	21,0	9,3	20,1	8,3	21,2	12,3	22,1	16,1
Suisse. — <i>Zwitserland</i>	11,6	10,5	12,4	10,0	12,4	10,6	12,1	10,8

Source: O.C.D.E., Etudes économiques de l'O.C.D.E., Belgique-Luxembourg, 1990-1991, p. 69.

(1) Impôts directs sur les ménages/revenu courant des ménages avant impôt.

(2) Impôts directs sur les sociétés/revenu du secteur des entreprises, c'est-à-dire P.I.B. au coût des facteurs moins salaires, traitements et revenu du travail indépendant. A noter que dans le cas de l'Allemagne, les chiffres du revenu du travail indépendant sont des estimations.

(3) 1973-1979.

(4) 1977-1979.

(5) 1975-1979.

Le manque de données chiffrées internationales comparables est compensé par des jugements qualitatifs émis par certaines institutions internationales. Ces dernières années, le F.M.I. et l'O.C.D.E. ont souligné, dans chaque rapport consacré à la Belgique, les effets contraires de l'impôt belge des sociétés : taux nominaux élevés, taux effectifs faibles en raison de déductions fiscales et de déductions des dépenses, et en faisant toujours référence aux conséquences sur les recettes de l'Etat.

1. O.C.D.E., Etudes économiques de l'O.C.D.E. — Belgique/Luxembourg, janvier 1988, p. 43.

A l'opposé, la fiscalité directe sur les entreprises est relativement faible. Le taux d'imposition des bénéfices des sociétés en Belgique est très inférieur au taux allemand et, dans une moindre mesure, aux taux français et néerlandais; il est supérieur au taux danois. Mais le prélèvement marginal net doit tenir compte des abattements fiscaux au titre des amortissements et des aides. En soustrayant du taux de l'impôt ce taux d'abattement, calculé pour 1983 par McKee et alii (op. cit), la fiscalité des entreprises en Belgique apparaît alors de loin comme l'une des plus favorables de l'O.C.D.E. (tableau 15).

Bron: O.E.S.O., Etudes économiques de l'O.C.D.E., Belgique-Luxembourg, 1990-1991, blz. 69.

(1) Directe belastingen gezinnen/lopende inkomsten gezinnen voor belasting.

(2) Directe belastingen vennootschappen/inkomen van de bedrijfssector, d.w.z. B.B.P. tegen factorkosten min lonen, wedden en inkomen uit zelfstandige arbeid. Opgemerkt zij dat de cijfers m.b.t. het inkomen uit zelfstandige arbeid, voor Duitsland, ramingen zijn.

(3) 1973-1979.

(4) 1977-1979.

(5) 1975-1979.

Het gebrek aan internationaal vergelijkbare cijfers wordt gecompenseerd door kwalitatieve uitspraken van internationale instellingen. I.M.F. en O.E.S.O. hebben de voorbije jaren in elk jaarrapport over België gewezen op de averechte effecten van de Belgische vennootschapsbelasting: hoge nominale tarieven, lage effectieve tarieven via fiscale aftrekken en uitgaven, daarbij ook steeds verwijzend naar de gevolgen op de overheidsontvangsten.

1. O.E.S.O., Etudes économiques de l'O.C.D.E. — Belgique/Luxembourg, janvier 1988, p. 43.

A l'opposé, la fiscalité directe sur les entreprises est relativement faible. Le taux d'imposition des bénéfices des sociétés en Belgique est très inférieur au taux allemand et, dans une moindre mesure, aux taux français et néerlandais; il est supérieur au taux danois. Mais le prélèvement marginal net doit tenir compte des abattements fiscaux au titre des amortissements et des aides. En soustrayant du taux de l'impôt ce taux d'abattement, calculé pour 1983 par McKee et alii (op. cit), la fiscalité des entreprises en Belgique apparaît alors de loin comme l'une des plus favorables de l'O.C.D.E. (tableau 15).

2. F.M.I., Rapport annuel Belgique, 1^{er} mai 1989, p. 12.

The share of direct taxes on corporations decreased more moderately from 3.2 percent to 3 percent of G.N.P. This result is rather disappointing when seen against the background of a rising profits share in national income and of the compensating measures taken in connection with the tax reform measures of December 1988. The very rapid growth in investment over the past few years has of course led to more investment deductions, but « excessive » growth in other exemptions and deductions illustrates the problem of fiscal engineering eroding the corporate tax base in Belgium (see Appendix II).

3. F.M.I., Rapport annuel Belgique, 11 mai 1990, p. 11.

The behavior of corporate tax receipts was also disappointing, considering the very sharp increase in profits experienced in recent years; corporate tax revenue increased by an estimated 6.7 percent in 1988. This reflects the existence of numerous deductions and exemptions and generous carry-forward provisions for losses. Although the marginal corporate tax rate is 43 percent in Belgium, the average effective rate is thought to be considerably lower with estimates ranging from around 25 percent to 32 percent. Revenues from indirect taxes rose by.

C. Les mesures du Gouvernement Martens VIII

Les mesures que ce Gouvernement a prises à différentes époques n'imposent pas de « nouvelles » charges aux entreprises, mais tentent :

- a) de remédier au problème des usages impropres;
- b) de limiter les dépenses fiscales.

« 100 milliards de charges fiscales supplémentaires pour les entreprises » constitue une belle manchette mais ne correspondant pas à la réalité.

TABLEAU 6

« Charges » impôt des sociétés

	Total — Totaal	Anomalies — Anomalieën	Limitation des dépenses fiscales — Beperking fiscale uitgaven	Reste — Rest
1. Réforme I.P.P. L. 7/12/1988. — Hervorming Pers. Bel. W. 7/12/1988	21,3	7,1	8,4	5,8
2. Mini-réforme I. Soc. L. 22/12/1989. — Minihervorming Ven. Bel. W. 22/12/1989	8,0 (*)	17,5	3,5	
3. Diminution P.M. L. 22/2/1990. — Verlaging R.V. W. 22/2/1990	8,4	1,4	7,0	
4. Loi-programme 28/12/1990. — Programmawet 28/12/1990	12,0	5,8	6,2	
5. Contrôle budgétaire février 1991. — Begrotingskontrolle februari 1991	10,0	10,0		
Total. — Totaal	59,7 (*)	41,8	25,1	5,8

(*) Baisse du taux de 43 à 39 p.c. : — 13,0 milliards.

Source: Banque nationale de Belgique, calculs B.N.B.

Les mesures du dernier contrôle budgétaire (février 1991) sont également justifiées en tant que mesures contre les abus fiscaux :

— la limitation de la déduction fiscale des pertes est motivée par les pertes de stock chez certains groupes et l'utilisation qui en est faite... Tout le monde a encore en mémoire le dossier A.C.E.C.-U.M.

— la limitation des amortissements dégressifs tente de mettre un frein aux constructions où (par le système des amortissements dégressifs) l'actif amorti fiscalement est vendu par la société mère

2. I.M.F., Jaarverslag België, 1 mei 1989, blz. 12.

The share of direct taxes on corporations decreased more moderately from 3.2 percent to 3 percent of G.N.P. This result is rather disappointing when seen against the background of a rising profits share in national income and of the compensating measures taken in connection with the tax reform measures of December 1988. The very rapid growth in investment over the past few years has of course led to more investment deductions, but « excessive » growth in other exemptions and deductions illustrates the problem of fiscal engineering eroding the corporate tax base in Belgium (see Appendix II).

3. I.M.F., Jaarverslag België, 11 mei 1990, blz. 11.

The behavior of corporate tax receipts was also disappointing, considering the very sharp increase in profits experienced in recent years; corporate tax revenue increased by an estimated 6.7 percent in 1988. This reflects the existence of numerous deductions and exemptions and generous carry-forward provisions for losses. Although the marginal corporate tax rate is 43 percent in Belgium, the average effective rate is thought to be considerably lower with estimates ranging from around 25 percent to 32 percent. Revenues from indirect taxes rose by.

C. De maatregelen van de Regering Martens VIII

De maatregelen die deze Regering op verschillende tijdstippen heeft genomen leggen geen « nieuwe » lasten op de ondernemingen, maar zijn een poging om :

- a) oneigenlijke gebruiken ongedaan te maken en;
- b) fiscale uitgaven te beperken.

« 100 miljard meer fiscale lasten voor de ondernemingen » is een mooie krantentitel maar stemt niet overeen met de werkelijkheid.

TABEL 6

« Lasten » vennootschapsbelasting

	Total — Totaal	Anomalies — Anomalieën	Limitation des dépenses fiscales — Beperking fiscale uitgaven	Reste — Rest
1. Réforme I.P.P. L. 7/12/1988. — Hervorming Pers. Bel. W. 7/12/1988	21,3	7,1	8,4	5,8
2. Mini-réforme I. Soc. L. 22/12/1989. — Minihervorming Ven. Bel. W. 22/12/1989	8,0 (*)	17,5	3,5	
3. Diminution P.M. L. 22/2/1990. — Verlaging R.V. W. 22/2/1990	8,4	1,4	7,0	
4. Loi-programme 28/12/1990. — Programmawet 28/12/1990	12,0	5,8	6,2	
5. Contrôle budgétaire février 1991. — Begrotingskontrolle februari 1991	10,0	10,0		
Total. — Totaal	59,7 (*)	41,8	25,1	5,8

(*) Tariefverlaging van 43 naar 39 procent : — 13,0 miljard.

Bron: Nationale Bank, eigen berekeningen.

Ook de maatregelen van de laatste budgetcontrole (februari 1991) zijn verantwoord als maatregel tegen een fiscaal misbruik :

— de beperking van fiscale aftrek van verliezen is ingegeven omwille van de stocks verliezen bij bepaalde groepen en het gebruik dat daarvan wordt gemaakt... Men herinnert zich nog levendig het A.C.E.C.-U.M.-dossier.

— de beperking van de degressieve afschrijvingen poogt een rem te zetten op constructies waarbij (via het stelsel van degressieve afschrijvingen) fiscaal afgeschreven activa door de moeder-

à une filiale qui reprête immédiatement le bien en question à la société mère. Le bien déjà amorti devient à nouveau amortissable dans le chef de la filiale. Les coûts de location sont eux-mêmes fiscalement amortissables dans le chef de la société mère.

Les mesures prises par le Gouvernement sont constamment surestimées en ce qui concerne leur rapport. Lors du contrôle budgétaire de février 1990, on a constaté que les mesures prises fin 1988 (lors de la réforme de l'impôt des personnes physiques) avaient rapporté 4,4 milliards de francs en 1989. Lors de l'instauration de la réforme en décembre 1988, ces recettes ont été estimées à 21,3 milliards de francs... La différence: 16,9 milliards de francs.

TABLEAU 7

Nouvelle estimation des mesures discrétionnaires

Synthèse des mesures discrétionnaires
et indexation 1989

(En millions de francs)

maatschappij worden verkocht aan een dochtermaatschappij die onmiddellijk het goed terug leent aan de moeder. Het reeds afgeschreven goed wordt opnieuw afschrijfbaar bij de dochtermaatschappij. De huurkosten zelf zijn fiscaal aftrekbaar bij de moedermaatschappij.

De door de Regering genomen maatregelen worden voortdurend overschat in hun opbrengst. Bij de budgetcontrole februari 1990, werd vastgesteld dat de maatregelen genomen eind 1988 (bij de hervorming personenbelasting) in 1989 4,4 miljard frank hadden opgebracht. Bij invoering in december 1988 werd die opbrengst geraamd op 21,3 miljard frank... Het verschil: 16,9 miljard frank.

TABEL 7

Herraming van de discretionaire maatregelen

Synthese van de discretionaire maatregelen
en de indexering 1989

(In miljoenen frank)

	Estimations		Ecart
	Ramingen		Verschil
	Initiales — Initiële 1	Actualisées — Geactualiseerde 2	3 = 2 - 1
1. Impôt personnes physiques. — <i>Personenbelasting</i> :			
Pr. m. — R.V.	—	- 1 984	- 1 984
Pr. p. — B.V.	- 37 620	- 37 620	—
V.A.	- 5 973	- 5 713	+ 260
Rôles. — <i>Kohieren</i>	- 2 380	- 3 709	- 1 329
Total. — <i>Totaal</i>	- 45 973	- 49 026	- 3 053
2. Impôt sociétés. — <i>Vennootschapsbelasting</i> :			
V.A.	+ 21 280	+ 4 390	- 16 890
Rôles. — <i>Kohieren</i>	+ 300	+ 300	—
Total. — <i>Totaal</i>	+ 21 580	+ 4 690	- 16 890
3. Accises. — <i>Accijnzen</i> :			
Total. — <i>Totaal</i>	+ 8 500	+ 11 172	+ 2 672
4. T.V.A. — <i>B.T.W.</i> :			
Décolant de (3). — <i>Voortvloeiend uit (3)</i>	+ 1 200	+ 1 604	+ 404
Autres. — <i>Andere</i>	+ 2 200	+ 1 900	- 300
Total. — <i>Totaal</i>	+ 3 400	+ 3 504	+ 104
Total. — <i>Totaal</i>	- 12 493	- 29 660	- 17 167

2. Une réforme fondamentale de l'impôt des sociétés?

Il n'y a pas de quoi pavoiser, il faudra au contraire tout le courage politique pour prendre de nouvelles mesures relatives à l'impôt des sociétés.

A. Pas d'illusions

Il ne faut toutefois pas se faire d'illusions sur une « réforme unique et fondamentale qui apportera stabilité et simplicité dans l'impôt des sociétés » :

— même après une réforme fondamentale, la constatation de (nouveaux) usages impropres nécessitera une intervention par l'intermédiaire de « législations de réparation »;

— même après une réforme fondamentale, il n'y aura pas de « simplicité » dans l'impôt des sociétés parce que la réalité des sociétés (fusions, scissions, relations internationales,...) n'est pas simple mais bien complexe.

B. Principes à suivre

Une réforme de l'impôt des sociétés devra se concentrer sur les principes suivants :

— ramener l'impôt des sociétés à son essence même : « rassembler les moyens nécessaires au financement de la politique de l'Etat » ou en d'autres termes ne pas surcharger l'impôt des sociétés en tant qu'instrument de politique économique et financière;

— appliquer en bon ordre le principe de la « baisse des taux compensée par la suppression des dépenses fiscales », en d'autres termes subordonner la baisse des taux au résultat de la suppression des dépenses fiscales;

— l'insertion dans une harmonisation fiscale européenne où l'harmonisation fiscale européenne ne peut être imposée par des pratiques fiscales de dumping.

C. Concrètement

Une réforme de l'impôt des sociétés devra concrétiser notamment :

1) Une suppression des dépenses fiscales : pas d'agrément de nouveaux centres de coordination, pas de prolongation des centres de coordination existants, suppression de la déduction pour investissement, suppression du système des sociétés novatrices, suppression des zones d'emploi, pas de prolongation du système des sociétés de reconversion,...

Le rapport du Conseil supérieur des Finances (1) ne peut guère être qualifié de conséquent à ce sujet :

Les zones d'emploi doivent être supprimées parce que « le coût budgétaire est important par rapport au nombre d'emplois créés » (rapport, p. 27), « l'expérience des sociétés novatrices montre clairement qu'utiliser la fiscalité pour octroyer des incitations sélectives est source de complexité et d'inefficacité » (rapport, p. 28), « les zones de reconversion ont eu un impact positif mais en l'état actuel des choses, il ne faut plus créer des systèmes semblables » (rapport, p. 29).

Les centres de coordination, quant à eux, représentent un coût budgétaire de 16,63 milliards pour l'exercice 1989 (rapport p. 23), une création d'emploi nette de 2 105 unités (rapport,

(1) Conseil supérieur des finances, Rapport relatif à certains aspects d'une réforme de l'impôt des sociétés, mai 1989.

2. Een fundamentele hervorming van de vennootschapsbelasting?

Er is geen reden tot juichen, integendeel alle politieke moed zal nodig zijn om nieuwe maatregelen in de vennootschapsbelasting te nemen.

A. Geen illusies

Men mag zich daarbij evenwel geen illusies maken over een « eenmalige en fundamentele hervorming die stabiliteit en eenvoud zal brengen in de vennootschapsbelasting » :

— ook na een fundamentele hervorming zal men bij vaststelling van (nieuwe) oneigenlijke gebruiken moeten ingrijpen via « reparatiewetgevingen »;

— ook na een fundamentele hervorming zal er geen « eenvoudige » vennootschapsbelasting zijn omdat de realiteit van de vennootschappen (fusies, splitsingen, internationale verbindingen...) niet eenvoudig maar complex is.

B. Te volgen principes

Een hervorming van de vennootschapsbelasting zal zich op volgende principes moeten richten :

— de vennootschapsbelasting terugbrengen tot zijn essentie : « middelen vergaren voor het overheidsbeleid » of m.a.w. de vennootschapsbelasting niet overladen als instrument van economisch of financieel beleid;

— het principe « verlaging tarieven gecompenseerd door schrappen van fiscale uitgaven » in zijn juiste volgorde toepassen... of m.a.w. de verlaging van de tarieven afhankelijk maken van het resultaat van de schrapping van fiscale uitgaven;

— de inschakeling binnen een Europese fiscale harmonisering... waarbij een Europese fiscale harmonisering niet opgelegd mag worden door fiscale dumping-praktijken.

C. Concreet

Een hervorming van de vennootschapsbelasting zal concreet vorm moeten geven aan o.a. :

1) Schrappen van fiscale uitgaven : geen erkenning nieuwe coördinatiecentra, geen verlenging bestaande coördinatiecentra, afschaffen investeringsaftrek, opheffing systeem van innovatievennootschappen, afschaffen tewerkstellingszones, stelsel van reconversievennootschappen niet verlengen...

Het verslag van de Hoge Raad van Financiën (1) is hierover moeilijk consequent te noemen :

Tewerkstellingszones moeten worden afgeschaft omdat « de budgettaire kost hoog is in vergelijking met het aantal gecreëerde arbeidsplaatsen » (verslag blz. 27), « de ervaringen met de innovatievennootschappen toont duidelijk aan dat het aanwenden van de fiscaliteit om aan selectieve steunverlening te doen leidt tot complexiteit en ondoelmatigheid » (verslag blz. 28), « de reconversiezones hebben een positieve invloed uitgeoefend maar in de huidige stand van zaken moeten gelijkaardige stelsels niet meer opgezet worden » (verslag blz. 29).

Coördinatiecentra evenwel hebben een budgettaire kostprijs voor aanslagjaar 1989 van 16,63 miljard (verslag blz. 23), een netto gecreëerde tewerkstelling van 2 105 eenheden (verslag,

(1) Hoge Raad van Financiën, Verslag aangaande bepaalde aspecten van een hervorming van de vennootschapsbelasting, mei 1991.

annexe 4, p. 5) et ont été créés à concurrence d'1/5 par des groupes belges (rapport, p. 23)... mais « bien que l'on ne dispose pas encore de données complémentaires suffisamment précises, on peut raisonnablement considérer que les effets induits et les effets de synergie ont des retombées économiques favorables sur les recettes fiscales, sur l'activité du secteur financier et sur la liquidité des marchés monétaires et financiers » (rapport, p. 24). Le Conseil supérieur des Finances est donc unanimement d'avis de maintenir le système en raison de la « crédibilité internationale de la Belgique, des risques de délocalisation, étant donné que la plupart des autres pays ont mis sur pied des systèmes semblables (depuis 1983), parce que le système est admis par la Commission européenne et connu à l'étranger » (rapport, p. 25).

2) Une suppression des taux réduits sans accorder de mesures de soutien spécifiques aux P.M.E.

La suppression des taux réduits est nécessaire en raison de l'équilibre entre l'imposition des bénéfices dans l'impôt des sociétés et l'impôt des personnes physiques, incite les entreprises à se scinder en plusieurs petites entreprises,...

Les problèmes financiers et autres des P.M.E. reçoivent une réponse beaucoup plus adéquate par des mesures de soutien directes et sélectives que par des aides fiscales générales et indirectes.

3) D'autres adaptations du système: régime d'imputation au lieu du régime d'exonération, suppression de l'usage impropre de la déduction d'intérêts, contrage de la sociétéisation,...

Il faut donc s'attaquer aux anomalies fiscales suivantes:

— la déduction d'intérêts et la sous-capitalisation: la société A, d'une valeur de 1 milliard de francs, est rachetée par un holding récemment créé, la société B. La société B dispose d'un capital propre de 10 millions de francs et emprunte 990 millions en vue du rachat. L'intérêt sur cet emprunt (par exemple 10 p.c.: 99 millions de francs) est déductible dans son intégralité, soit un avantage fiscal de quelque 39 p.c.

— la déduction des intérêts lors de l'acquisition de participations: la société A emprunte 1 milliard de francs à 10 p.c. auprès d'un organisme financier (intérêts: 100 millions de francs fiscalement déductibles chaque année). Elle utilise ce milliard de francs pour procéder à une augmentation de capital dans son centre de coordination. Le centre de coordination prête ensuite ce milliard à des sociétés du groupe, à 10 p.c. L'intérêt que le centre de coordination perçoit sur ces prêts est en grande partie non taxable en tant que dividendes versés à la société A où ils sont immunisés d'impôts par le biais du R.D.T.

Dans un cas extrême, le centre de coordination peut immédiatement reprêter ce milliard (à 10 p.c. d'intérêts) à la société A qui s'en sert pour rembourser l'organisme financier. La société A doit alors des intérêts au centre de coordination, intérêts fiscalement déductibles à concurrence de 39 p.c., mais perçoit en même temps du centre de coordination le même intérêt en tant que dividende quasiment non taxé.

Les taux incitent à former des sociétés, mais également des constructions telles que celles-ci:

— première étape: on « stoppe » une activité d'indépendant. La plus-value ainsi réalisée (« goodwill ») lors de la cessation d'une activité d'indépendant est imposée à 16,5 p.c. (plus-value de cessation), indépendamment de l'âge auquel on cesse son activité;

— deuxième étape: une nouvelle société (société 1), dont on est l'unique actionnaire, reprend l'activité arrêtée. Cette société paie le « goodwill » (surévalué) qui est toutefois amortissable dans son intégralité, soit un avantage fiscal de 39 p.c.;

bijlage 4, blz. 5), zijn voor 1/5 opgericht door Belgische groepen (verslag blz. 23)... maar « alhoewel men nog niet over voldoende nauwkeurige aanvullende gegevens beschikt, mag men geredelijk aannemen dat de afgeleide- en synergie-effecten een positieve invloed uitoefenen op de fiscale ontvangsten, op de activiteit van de financiële sector en op de liquiditeit van de monetaire en financiële markten » (verslag blz. 24). Dus is de Hoge Raad van Financiën unaniem van mening het stelsel te behouden omwille van « de internationale geloofwaardigheid, de risico's van verplaatsing gezien de meeste andere landen gelijkaardige stelsel hebben opgezet (sedert 1983), omdat het stelsel erkend is door de Europese Commissie en in het buitenland goed gekend is » (verslag blz. 25).

2) Afschaffen verlaagde tarieven en geen specifieke steunmaatregelen voor K.M.O.'s

Afschaffen van de verlaagde tarieven is noodzakelijk omwille van het evenwicht tussen het belasten van winsten in de vennootschapsbelasting en in de personenbelasting, het zet ondernemingen aan zich te splitsen in meerdere kleine ondernemingen,...

Financiële en andere problemen van K.M.O.'s worden veel beter opgevangen door directe en selectieve steunmaatregelen... dan via indirecte, algemene fiscale steunregels.

3) Verdere aanpassingen van het stelsel: verrekeningsregime i.p.v. vrijstellingregime, oneigenlijk gebruik van interestaftrek ongedaan maken, vervennootschappelijking tegengaan...

Zo zijn volgende fiscale anomalieën aan te pakken:

— de aftrek van interesten en onderkapitalisatie: vennootschap A, waarde 1 miljard frank, wordt gekocht door een nieuw opgerichte holding vennootschap B. Vennootschap B heeft 10 miljoen frank eigen kapitaal en leent 990 miljoen frank om de koop te kunnen uitvoeren. De interest op die lening (b.v. 10 pct. 99 miljoen frank) is volledig aftrekbaar wat een fiscaal voordeel geeft tegen 39 pct.

— de aftrek van interesten bij verwerving van deelneming: vennootschap A leent 1 miljard frank tegen 10 pct. bij een financiële instelling (interest 100 miljoen frank jaarlijks fiscaal aftrekbaar). Die 1 miljard frank gebruikt zij om een kapitaalverhoging door te voeren bij haar coördinatiecentrum. Het coördinatiecentrum leent dit miljard verder uit aan vennootschappen van de groep tegen 10 pct. De interest die het coördinatiecentrum op die leningen verdient worden vrijwel onbelast als dividend uitgekeerd aan vennootschap A waar zij via D.B.I. worden vrijgesteld van belasting.

In een extreme vorm kan het coördinatiecentrum het miljard frank onmiddellijk terug uitleenen (tegen 10 pct. interest) aan vennootschap A die daarmee de financiële instelling terugbetaald. Vennootschap A is dan interest verschuldigd aan het coördinatiecentrum, fiscaal aftrekbaar tegen 39 pct., maar ontvangt tegelijkertijd diezelfde interest als vrijwel onbelaste dividend terug van het coördinatiecentrum.

Tarieven zetten aan tot het vormen van vennootschappen maar ook volgende constructies:

— eerste stap: men zet een zelfstandige activiteit « stop ». De meerwaarde die men realiseert (« goodwill ») bij « stopzetting » van een zelfstandige activiteit wordt belast tegen 16,5 pct. (stopzettingsmeerwaarde), ongeacht de leeftijd waarop men zijn activiteit « stopzet »;

— tweede stap: een nieuwe vennootschap (vennootschap 1), waarvan men enig aandeelhouder is, neemt de « stopgezette » activiteit over. Deze vennootschap betaalt de (overgewaardeerde) « goodwill » die evenwel volledig afschrijfbaar is... fiscaal voordeel tegen 39 pct.;

— troisième étape: lorsqu'il y a une plus-value suffisante dans la société 1 (par exemple 500 millions de francs), on fonde une deuxième société (société 2) à capital réduit (par exemple 10 millions de francs) dont on est également l'unique actionnaire.

La société 2 rachète la société 1.

Afin de pouvoir procéder à ce rachat, on emprunte les 490 millions restants (à 10 p.c.) auprès du seul actionnaire. Les intérêts (annuellement 49 millions de francs) sont fiscalement déductibles auprès de la société 2 (avantage fiscal 39 p.c.) et ne sont soumis dans le chef de l'actionnaire qu'à un précompte mobilier de 10 p.c.

4) Renforcement de l'administration fiscale (qualitativement et quantitativement): notamment grâce à l'introduction de la notion de « réalité économique » et de *ruling*.

Grâce à l'introduction de la notion de « réalité économique » dans la procédure fiscale, il est possible de ramener à de plus justes proportions les stratagèmes des entreprises qui se débattent dans toutes sortes de constructions juridico-fiscales en vue de ne pas payer d'impôts. La technique n'est pas neuve et n'entraîne pas chez nos voisins une trop « grande incertitude juridique ».

5) L'introduction d'un impôt minimum alternatif comme mesure d'accompagnement.

L'introduction d'un impôt minimum alternatif en tant que conclusion de la réforme assure une bonne application de la réforme dans les dépenses fiscales et ramène le système à son essence même, les recettes budgétaires étant entraînées dans l'engrenage.

— derde stap: wanneer in vennootschap 1 voldoende meerwaarde schuilen (b.v. 500 miljoen frank) richt men een tweede vennootschap op (vennootschap 2) met een beperkt kapitaal (b.v. 10 miljoen frank) en waarvan men ook enig aandeelhouder is.

Vennootschap 2 koopt vennootschap 1.

Om die koop te kunnen doen leent men de overige 490 miljoen frank (tegen 10 pct.) bij de enige aandeelhouder. De interesten (jaarlijks 49 miljoen frank) zijn fiscaal aftrekbaar bij vennootschap 2 (fiscaal voordeel 39 pct.) en worden bij de aandeelhouder slechts aan een roerende voorheffing van 10 pct. onderworpen.

4) versterken van de fiscale administratie (kwalitatief en kwantitatief): o.m. met invoering van het begrip « economische realiteit » en *ruling*.

Met de invoering van het begrip « economische realiteit » in de fiscale procedure wordt het mogelijk om de bokkesprongen van ondernemingen die zich in allerlei fiscaal-juridische constructies wringen teneinde geen belasting te betalen, te beperken tot aanneembare proporties. De techniek is niet nieuw en leidt in de ons omringende buurlanden niet tot « grotere rechtsonzekerheid ».

5) het invoeren van een alternatieve minimumbelasting als begeleidende maatregel.

Het invoeren van een alternatieve minimumbelasting als sluitstuk van de hervorming verzekert dat de hervorming grondig ingrijpt in de fiscale uitgaven en het stelsel tot zijn essentie terugbrengt. De budgettaire opbrengst is ondertussen mee doorgenomen.

7. EXPOSE DE M. DE MUELENAERE, AU NOM DE LA CENTRALE GENERALE DES SYNDICATS LIBERAUX DE BELGIE

A. Introduction

La C.G.S.L.B. se réjouit de la réouverture du débat fiscal. Il s'agit en effet d'un débat de société auquel elle veut être associée, d'autant plus qu'à l'aube de 1992 les contraintes sont multiples et variées.

Comme l'écart entre l'augmentation des bénéfices des sociétés et l'impôt, au lieu de se réduire, a tendance à s'aggraver (abus d'une certaine ingénierie fiscale, problèmes de réorganisation des bureaux de recettes, manque de contrôle, évasion...), la question reste posée de savoir comment respecter les normes budgétaires tout en restant dans la tendance d'allègement de la fiscalité qui est quasi générale dans la C.E.E.

Les nouveaux défis seront l'évolution des taux d'intérêt, l'impact d'un éventuel ralentissement conjoncturel sur les recettes et le maintien de notre compétitivité.

B. Quant à la politique à suivre dans le cadre de l'impôt des personnes physiques

La C.G.S.L.B. estime qu'il serait socialement inacceptable de demander un nouvel effort aux travailleurs qui ont déjà apporté leur contribution à la relance économique depuis la dévaluation de 1982, alors que les bénéfices des entreprises se stabilisent à un haut niveau, que le précompte mobilier sur les revenus de capitaux vient d'être porté à 10 p.c. sur les intérêts — taux libératoire qui augmente donc la discrimination — alors que l'impôt moyen sur les revenus issus du travail est de l'ordre de 45 p.c.

Dès lors, elle estime que la priorité doit être donnée à la diminution de la pression fiscale sur les revenus du travail dans le cadre d'un triple objectif: continuer l'assainissement des finances publiques, soutenir la demande à la consommation et préserver la compétitivité des entreprises.

Il ne reste donc que l'augmentation du revenu net du travailleur par une baisse de la pression fiscale et ceci:

- sans toucher à la sécurité sociale;
- sans transférer les bonis de celle-ci au Trésor (1);
- sans toucher à l'indexation des salaires.

Dans le cadre des revenus du travail, l'organisation syndicale libérale estime qu'une attention particulière doit être portée aux salaires minima garantis, qu'il est inacceptable que certains revenus de remplacement restent en dessous du seuil de pauvreté, que les inactifs doivent avoir leur part de la prospérité générale.

D'autre part, il apparaît inopportun de remettre en cause les avantages de l'épargne-pension, le livret d'épargne et l'assurance-vie (déductibilité).

(1) A ce sujet la C.G.S.L.B. rappelle les réserves formulées à l'occasion des décisions relatives au budget 1991.

7. REFERAAT VAN DE HEER DE MUELENAERE, NAMENS DE ALGEMENE CENTRALE DER LIBERALE VAKBONDEN VAN BELGIE

A. Inleiding

De A.C.L.V.B. verheugt er zich over dat het fiscaal debat heropend wordt. Het is trouwens een maatschappelijk debat waarbij ze betrokken wil worden temeer daar op de vooravond van 1992 de tegenstellingen zo talrijk als verscheiden zijn.

Vermits de kloof tussen de verhoging van de winst van de vennootschappen en de evolutie van de inning van de belastingen, in plaats van kleiner te worden, nog meer de tendens vertoont om te verbreden (misbruik van een bepaalde fiscale engineering, problemen van reorganisatie van de ontvangkantoren, gebrek aan controle, kapitaalvlucht ...), rijst de vraag hoe men de budgettaire normen op het aangegeven peil kan houden terwijl anderzijds de evolutie van een verlichting van de fiscale lasten zich doorzet, verlichting die trouwens in heel de E.E.G. te noteren valt.

De evolutie van de intrestvoeten, de impact van een eventuele conjuncturele vertraging op de ontvangsten en het behoud van onze competitiviteit vormen de nieuwe uitdagingen.

B. Wat de te volgen politiek betreft in het kader van de personenbelasting

Is de A.C.L.V.B. van oordeel dat het sociaal onaanvaardbaar zou zijn een nieuwe inspanning te vragen van de werknemers die reeds volwaardig hebben bijgedragen om de economie sinds de devaluatie van 1982 terug op gang te brengen terwijl de winsten van de ondernemingen zich op een hoog niveau stabiliseren, terwijl de roerende voorheffing op de inkomsten uit kapitalen op 10 pct. werd gebracht voor de intresten — liberatoir tarief waardoor de discriminatie nog wordt aangescherpt — terwijl de gemiddelde belasting op de inkomens uit arbeid 45 pct. bedraagt.

Ze is bijgevolg van oordeel dat prioriteit moet worden verleend aan een verlichting van de fiscale druk op de inkomsten uit arbeid en dit met een driedubbel doel: een verdere gezondmaking van de openbare financiën, een opvoeren van de vraag naar consumptiegoederen en een vrijwaring van de competitiviteit van de ondernemingen.

De enige mogelijkheid ligt dus in de verhoging van het netto inkomen van de werknemer door een vermindering van de fiscale druk en dit:

- zonder te raken aan de sociale zekerheid;
- zonder dat de boni van de sociale zekerheid overgedragen worden naar de Schatkist (1);
- zonder te raken aan de loonindexering.

Wat betreft de inkomens uit arbeid is de Liberale Syndicale Organisatie van mening dat heel in het bijzonder aandacht moet worden besteed aan de gewaarborgde minimumlonen, dat het onaanvaardbaar is dat sommige vervangingsinkomens onder de armoedegrens liggen en dat de inactieven deel moeten hebben aan de algemene welvaart.

Anderzijds lijkt het inopportuun de voordelen voortspruitende uit het pensioensparen, uit het spaarboekje en uit de levensverzekering (aftrekbaarheid) opnieuw in vraag te stellen.

(1) In dit opzicht herinnert de A.C.L.V.B. aan het voorbehoud dat geformuleerd werd n.a.v. de beslissingen inzake het budget 1991.

C. Dans le cadre de l'impôt des sociétés

La C.G.S.L.B. — étant donné le contexte économique et social — ne peut admettre une baisse des recettes fiscales issues de l'impôt des sociétés.

Le parallélisme entre l'impôt et les bénéfices des entreprises doit en principe pouvoir être atteint par l'application correcte de la loi fiscale et l'amélioration en profondeur des différentes administrations concernées (personnel suffisant et qualifié, informatique adaptée, etc.).

Toutefois, si cet objectif ne peut être atteint, l'organisation syndicale libérale estime que d'autres techniques d'imposition devront être étudiées, notamment l'instauration d'un impôt minimum alternatif afin d'éviter qu'une entreprise échappe à l'impôt dû grâce à une application exagérée d'une série de déductions fiscales.

Si la recherche de ressources supplémentaires s'impose, la C.G.S.L.B. plaide pour l'étude de l'opportunité sociale et économique des subsides octroyés aux entreprises, puisque ces mesures faussent la concurrence dans la mesure où elles sont discriminatoires et souvent allouées aux entreprises les mieux organisées.

Le problème de la sélectivité doit être mieux cerné et il ne peut s'agir de transferts entre sociétés.

En outre, l'aide fiscale aux investissements accroît la discrimination existante entre secteurs à haute intensité de main-d'œuvre et à haute intensité de capital, du fait des cotisations de sécurité sociale.

D. En matière de fiscalité

La C.G.S.L.B. :

— refuse qu'un effort supplémentaire soit demandé aux travailleurs et allocataires sociaux;

— ne peut admettre une baisse des recettes fiscales issues de l'impôt des sociétés étant donné le contexte économique et social et demande dès lors le parallélisme entre les bénéfices des entreprises et les recettes de l'impôt;

— propose que soit créée une Commission fiscale permanente en vue d'œuvrer :

* à la lutte contre la fraude fiscale par l'application correcte de la loi fiscale et l'amélioration en profondeur des différentes administrations concernées;

* à la concrétisation d'une société plus équitable en matière fiscale dans laquelle les revenus du travail ne seraient plus pénalisés par rapport aux revenus mobiliers et immobiliers;

* à l'élimination d'un certain nombre d'abus sur la base de l'utilité sociale et économique des dépenses fiscales et régimes d'exception (subsides divers, crédit à l'investissement, etc.).

C. Wat betreft de belasting op de vennootschappen

Kan de A.C.L.V.B. — gezien de economische en sociale context — geenszins akkoord gaan met een verlaging van de fiscale inkomsten uit de belasting op de vennootschappen.

Het parallelisme tussen de belasting en de winsten van de ondernemingen moet in principe bereikt worden door een correcte toepassing van de belastingwet en een grondige verbetering van de onderscheiden daarbij betrokken administraties (voldoende en geschoold personeel, aangepaste informatisering, enz.).

Als deze doelstelling evenwel niet kan worden gehaald, dan meent de Liberale Syndicale Organisatie dat andere aanslagtechnieken moeten worden bestudeerd, meer bepaald het invoeren van een alternatieve minimumbelasting ten einde te vermijden dat een onderneming ontsnapt aan de belasting die ze verschuldigd is door een overmatige toepassing van een serie fiscale aftrekmogelijkheden.

Als er dan toch supplementaire inkomsten moeten worden aanbeoordeld, dan pleit de A.C.L.V.B. voor een studie nopens de sociale en economische opportuniteit van de subsidies die worden toegekend aan ondernemingen aangezien deze maatregelen de concurrentie vervalsen in de mate dat ze discriminerend werken en zeer dikwijls worden toegekend aan de best georganiseerde ondernemingen.

Het probleem van de selectiviteit moet beter omschreven worden en het mag geenszins gaan om transfers tussen vennootschappen.

Daarenboven draagt de fiscale hulp aan investeringen ertoe bij dat de bestaande discriminatie tussen arbeidsintensieve en kapitaalintensieve ondernemingen ingevolge de invloed van de sociale zekerheidsbijdragen nog wordt vergroot.

D. Wat betreft de fiskaliteit

De A.C.L.V.B. :

— verzet zich tegen elke supplementaire inspanning gevraagd aan werknemers en sociaal gerechtigden;

— kan geenszins een daling van de fiscale inkomsten uit de vennootschapsbelasting aanvaarden gezien de sociale en economische context en vraagt bijgevolg dat er een parallelisme zou zijn tussen de winsten van de ondernemingen en de belastinginkomsten;

— stelt de oprichting voor van een permanente Fiscale Commissie ten einde :

* de strijd aan te binden tegen de fiscale fraude door een correcte toepassing van de belastingwet en een grondige verbetering van de onderscheiden betrokken administraties;

* te werken aan de concretisering van een fiscaal meer rechtvaardige maatschappij waarin de inkomsten uit arbeid niet meer bestraft zouden worden in vergelijking met de roerende en onroerende inkomsten;

* een aantal misbruiken uit te roeien op basis van het sociaal en economisch nut van fiscale uitgaven en uitzonderingsstelsels (allerhande subsidies, investeringskrediet, enz.).

8. EXPOSE DE M. KRIS PEETERS, AU NOM DU N.C.M.V.

1. Introduction

Avant de formuler quelques réflexions sur l'impôt belge des sociétés, il faut souligner l'importance des petites et moyennes entreprises dans l'économie belge.

* Au niveau de l'emploi

Taille des entreprises belges en fonction du nombre de travailleurs en 1989:

Nombre de travailleurs <i>Aantal werknemers</i>	Nombre d'entreprises <i>Aantal bedrijven</i>	% %	% cumulatif <i>Cumulatief %</i>
1-5	134 836	71,2	—
5-9	26 045	13,7	84,9
10-19	13 829	7,3	92,2
20-49	9 749	5,1	97,3
50-99	2 498	1,3	98,6
100-199	1 301	0,7	99,3
200-499	842	0,4	99,7
500-999	248	0,1	99,8
1 000 et plus/en meer	155	0,1	99,9
Total/Totaal	189 503	99,9	

Source : O.N.S.S.

Ces chiffres indiquent qu'au moins 97,3 p.c. des entreprises belges sont des P.M.E. (au sens de la loi de 1975 relative aux comptes annuels) ou encore que 92,2 p.c. des entreprises belges comptent moins de 20 travailleurs.

* Au niveau des investissements

Evolution des investissements

Année <i>Jaar</i>	P.M.E. (en milliards de francs) <i>K.M.O.'s (in miljarden franken)</i>	G.E. (en milliards de francs) <i>G.O. (in miljarden franken)</i>	Total (en milliards de francs) <i>Totaal (in miljarden franken)</i>	% P.M.E. %	% G.E. %	Base P.M.E. 1980 = 100 <i>K.M.O. basis 1980 = 100</i>	Base G.E. 1980 = 100 <i>G.O. basis 1980 = 100</i>
1989*	414 078	345 907	759 985	54	46	351	225 (2,3)
1988	344 498	287 782	632 280	54	46	292	187
1987	266 820	248 423	515 243	52	48	226	161
1986	220 657	244 016	464 683	47	53	187	158
1985	191 691	228 147	419 838	46	54	163	148
1984	177 083	199 141	376 224	47	53	150	129
1983	138 430	186 669	325 099	43	57	117	121
1982	129 329	180 730	310 059	42	58	110	117
1981	117 420	145 388	262 808	45	55	100	94
1980	117 955	153 980	271 935	43	57	100	100

* Estimation.

Source : I.N.S.-N.C.M.V.

8. REFERAAT VAN DE HEER KRIS PEETERS, NAMENS HET N.C.M.V.

1. Inleiding

Vooraleer enkele bedenkingen te formuleren betreffende de Belgische vennootschapsbelasting is het belangrijk de betekenis van de kleine en middelgrote ondernemingen voor de Belgische economie te onderstrepen.

* Op het vlak van de tewerkstelling

Grootte van Belgische bedrijven naar aantal werknemers in 1989:

Nombre de travailleurs <i>Aantal werknemers</i>	Nombre d'entreprises <i>Aantal bedrijven</i>	% %	% cumulatif <i>Cumulatief %</i>
1-5	134 836	71,2	—
5-9	26 045	13,7	84,9
10-19	13 829	7,3	92,2
20-49	9 749	5,1	97,3
50-99	2 498	1,3	98,6
100-199	1 301	0,7	99,3
200-499	842	0,4	99,7
500-999	248	0,1	99,8
1 000 et plus/en meer	155	0,1	99,9
Total/Totaal	189 503	99,9	

Bron : R.S.Z.

Uit deze cijfers blijkt dat minstens 97,3 pct. van de Belgische bedrijven K.M.O.'s zijn (in de zin van de wet van 1975 inzake de jaarrekening) of nog dat 92,2 pct. van de Belgische bedrijven min-der dan 20 werknemers tellen.

* Op het vlak van de investeringen

Evolutie van de investeringen

Année <i>Jaar</i>	P.M.E. (en milliards de francs) <i>K.M.O.'s (in miljarden franken)</i>	G.E. (en milliards de francs) <i>G.O. (in miljarden franken)</i>	Total (en milliards de francs) <i>Totaal (in miljarden franken)</i>	% P.M.E. %	% G.E. %	Base P.M.E. 1980 = 100 <i>K.M.O. basis 1980 = 100</i>	Base G.E. 1980 = 100 <i>G.O. basis 1980 = 100</i>
1989*	414 078	345 907	759 985	54	46	351	225 (2,3)
1988	344 498	287 782	632 280	54	46	292	187
1987	266 820	248 423	515 243	52	48	226	161
1986	220 657	244 016	464 683	47	53	187	158
1985	191 691	228 147	419 838	46	54	163	148
1984	177 083	199 141	376 224	47	53	150	129
1983	138 430	186 669	325 099	43	57	117	121
1982	129 329	180 730	310 059	42	58	110	117
1981	117 420	145 388	262 808	45	55	100	94
1980	117 955	153 980	271 935	43	57	100	100

* Schatting.

Bron : N.I.S.-N.C.M.V.

On constate que les P.M.E. représentent la moitié des investissements depuis 1987 et plus de la moitié à partir de 1988.

2. La sécurité juridique

L'impôt des sociétés a été modifié à plusieurs reprises au cours de ces deux dernières années. Or, il est capital pour les P.M.E. que la Belgique connaisse un climat fiscal stable qui leur permette de réaliser une planification économique à moyen et à long terme.

En se référant, par exemple, à l'année 1990, l'on constate qu'au moins trois lois fiscales ont été adoptées au cours de celle-ci, qui ont eu une influence considérable sur les entreprises. (Loi du 22 février 1990 portant réduction du précompte mobilier, *Moniteur belge*, 1^{er} mars 1990; loi du 20 juillet 1990 portant des dispositions économiques et fiscales, *Moniteur belge*, 1^{er} août 1990; loi du 28 décembre 1990 portant certaines dispositions fiscales et non fiscales, *Moniteur belge*, 29 décembre 1990.)

Pour cette année, deux projets fiscaux au moins sont déjà en chantier. (Avant-projet de loi transposant en droit belge des directives C.E.E. relatives aux sociétés-mères et aux filiales et relatives aux fusions, scissions, apports d'actifs et échanges de parts relatifs à des sociétés; projet de loi-programme.) Le N.C.M.V. plaide pour une législation fiscale belge plus stable et plus durable.

Concrètement, cela signifie que l'on devrait abandonner la voie des législations de réparation empruntée jusqu'à présent et ne procéder à une réforme de l'impôt des sociétés qu'après une concertation approfondie avec le monde des entreprises en général et les représentants des P.M.E. en particulier.

Il faut également assurer la sécurité juridique en améliorant la qualité des textes légaux.

En effet, les techniques sophistiquées que l'on développe pour échapper partiellement à l'impôt et contre lesquelles il convient de réagir par une telle amélioration résultent notamment de la mauvaise qualité des lois fiscales.

L'ajout à l'article 53 du C.I.R., par la loi du 28 décembre 1990, d'un deuxième alinéa, fournit un bon exemple de cette mauvaise qualité.

Cet article a été très mal rédigé et son interprétation littérale entraînerait des conséquences absurdes.

3. Les problèmes en matière de succession au sein des P.M.E.

Une étude réalisée par la Fondation Roi Baudouin en 1990 révèle que 11,4 p.c. des entrepreneurs indépendants ont plus de 60 ans et que plus de 21 p.c. ont plus de 55 ans.

Selon une autre source, 56 p.c. des P.M.E. industrielles sont dirigées par des personnes qui ont franchi le cap de la cinquantaine.

Il faut savoir que prendre des dispositions en vue d'assurer la succession au sein des entreprises constitue en fait un investissement à long terme et qu'il est indiqué que les chefs d'entreprises prennent des mesures à cette fin une fois qu'ils ont atteint l'âge de 45-50 ans. Or, 48 p.c. des dirigeants de P.M.E. se trouvent dans cette tranche d'âge.

Et les deux études en question montrent que plus de 68 p.c. des chefs d'entreprises indépendants n'ont encore pris aucune mesure en vue d'assurer la reprise de leur entreprise par leur successeur.

La déclaration gouvernementale du 10 mai 1988 a mis le doigt sur ce problème et a souligné qu'il y avait lieu de résoudre les difficultés qu'il y a à assurer la continuité au sein des P.M.E.

Op het vlak van de investeringen kan men vaststellen dat de K.M.O.'s sinds 1987 goed zijn voor de helft van de investeringen en vanaf 1988 voor meer dan de helft.

2. De rechtszekerheid

De vennootschapsbelasting is de laatste twee jaar verschillende malen gewijzigd. Voor de K.M.O.'s is het echter van primordiaal belang dat er in België een stabiel fiscaal klimaat heerst zodat een bedrijfseconomische planning op middellange- en lange termijn mogelijk wordt.

Als we kijken naar bijvoorbeeld het jaar 1990 dan stellen we vast dat er minstens drie fiscale wetten zijn goedgekeurd die een belangrijke invloed hebben gehad op de ondernemingen. (Wet van 22 februari 1990 houdende verlaging van de roerende voorheffing, *Belgisch Staatsblad*, 1 maart 1990; wet van 20 juli 1990 houdende economische en fiscale bepalingen, *Belgisch Staatsblad*, 1 augustus 1990; wet van 28 december 1990 houdende verscheidene fiscale en niet-fiscale bepalingen, *Belgisch Staatsblad*, 29 december 1990.)

Voor dit jaar staan er nu reeds minstens twee fiscale ontwerpen op stapel. (Voorontwerp van wet tot omzetting in het Belgisch recht van de E.E.G. — richtlijnen betreffende moedermaatschappijen en dochterondernemingen en betreffende fusies, splitsingen, inbreng van activa en aandelenruil met betrekking tot vennootschappen; ontwerp van programmawet.) Het N.C.M.V. pleit dan ook voor een meer stabiele-duurzame Belgische fiscale wetgeving.

In concreto houdt dit in dat de tot nu toe bewandelde weg van de reparatiewetgevingen verlaten wordt en dat er slechts een hervorming van de vennootschapsbelasting wordt doorgevoerd na grondig overleg met de ondernemingswereld in het algemeen en de vertegenwoordigers van de K.M.O.'s in het bijzonder.

De rechtszekerheid dient ook verzekerd te worden door de kwaliteit van de wetteksten te verbeteren.

De fiscale spitstechnologie waartegen zo gereageerd wordt, is immers mede het gevolg van de slechte kwaliteit van de fiscale wetten.

Een goed voorbeeld van deze slechte kwaliteit is de toevoeging aan artikel 53 W.I.B. van een tweede lid door de wet van 28 december 1990.

Dit artikel is zeer ongelukkig opgesteld en een letterlijke interpretatie ervan zou aanleiding geven tot absurde gevolgen.

3. De opvolgingsproblematiek in K.M.O.'s

Uit een door de Koning Boudewijnstichting in 1990 uitgebrachte studie blijkt dat 11,4 pct. van de zelfstandige ondernemers ouder is dan 60 jaar en zelfs meer dan 21 pct. ouder is dan 55.

Een andere bron toont aan dat 56 pct. van de industriële K.M.O.'s bestuurd wordt door 50-plussers.

Indien men ermee rekening houdt dat de opvolgingsregeling in feite een investering is op lange termijn en de bedrijfsleiders vanaf 45 à 50 jaar regelingen dienen te treffen voor hun opvolging, verkeren 48 pct. van de K.M.O.-bedrijfsleiders in deze situatie.

Tevens blijkt uit deze studies dat meer dan 68 pct. van de zelfstandige ondernemers nog geen enkele voorbereiding hebben getroffen met het oog op de overlating van hun onderneming.

In de regeringsverklaring van 10 mei 1988 werd dit probleem onderkend en gesteld dat er tegemoet zou worden gekomen aan de problemen van de bedrijfscontinuïteit in de K.M.O.'s.

Il était question d'examiner la possibilité d'adapter certaines modalités d'application des dispositions relatives aux droits de succession en ligne directe et au traitement fiscal et juridique de diverses formes de cession d'actifs d'entreprise dans un sein familial à la direction ou, plus généralement, aux travailleurs et à d'autres tiers.

Jusqu'à présent, aucune mesure fiscale n'a été prise en la matière.

Mme le Secrétaire d'Etat W. Demeester a, toutefois, élaboré une proposition relative au système des bureaux d'administration.

Mais, ce système ne permet pas d'organiser la succession au sein des petites entreprises. Il n'est utilisable que pour les grandes et moyennes entreprises.

Le N.C.M.V. estime que, si l'on veut garantir la continuité des P.M.E., il faut prendre d'urgence un certain nombre de mesures fiscales, en ce qui concerne tant les droits de succession que la cession d'entreprises dans un sein familial.

4. Maintien de taux réduits

Le N.C.M.V. a constaté avec étonnement que le Conseil supérieur des Finances a estimé unanimement que la structure actuelle des taux de l'impôt des sociétés qui prévoit des taux réduits pour les sociétés dont le bénéfice imposable ne dépasse pas certains plafonds, doit être supprimée et remplacée par une structure prévoyant un taux unique.

Le N.C.M.V. estime que le Conseil supérieur a omis de tenir compte des éléments suivants :

- bien que les « grandes » entreprises soient imposées à un taux plus élevé que les « petites » entreprises, il ressort de la note d'étude n° 8 de la Banque nationale que la pression fiscale réelle est plus forte pour les P.M.E. que pour les grandes entreprises (respectivement 31,3 p.c. pour les P.M.E. et 16,4 p.c. pour les grandes entreprises);

- la suppression des taux réduits entraînerait une majoration d'impôt pour les petites entreprises et allégerait l'impôt dû par les grandes.

Le cabinet du Secrétaire d'Etat Dupré a évalué que la suppression du taux uniforme et l'abaissement du taux ordinaire à 35 p.c. (sans élargissement de la base imposable) entraînerait 0,99 milliard d'impôts supplémentaires pour les P.M.E. (selon d'autres sources, 8 milliards) et permettrait aux grandes entreprises de réaliser 15,3 milliards d'économies fiscales;

- contrairement aux grandes entreprises, les P.M.E. ne peuvent pas faire appel au marché public des capitaux (bourse); le taux nominal est donc très élevé en cas de mise en réserve des bénéfices;

- il ressort de la note d'étude n° 8 de la Banque nationale que, pour la période 1987-1988 :

- * les bénéfices d'exploitation des P.M.E. sont restés inchangés alors que celui des grandes entreprises a fortement progressé;

- * les impôts n'ont pas évolué comme les bénéfices d'exploitation ni pour le premier groupe d'entreprises ni pour le second, ce qui signifie, notamment, que la pression fiscale subie par les P.M.E. a augmenté;

- * les bénéfices d'exploitation des P.M.E., après impôt, ont baissé, alors qu'ils ont fortement augmenté pour les grandes entreprises;

- * les résultats financiers ont été négatifs pour les P.M.E., mais positifs pour les grandes entreprises depuis 1988.

Een onderzoek zou worden gewijd aan de aanpassing van sommige toepassingsmodaliteiten m.b.t. de successierechten in rechte lijn en aan de fiscale en juridische behandeling van diverse vormen van overdracht van bedrijfsactiva, hetzij binnen de familie, hetzij aan het management of meer algemeen aan de werknemers of aan andere derden.

Tot op heden is er nog geen enkele fiscale maatregel ter zake genomen.

Door mevrouw de Staatssecretaris W. Demeester werd wel een voorstel uitgewerkt inzake het administratiekantoor.

Het administratiekantoor is echter geen oplossing voor de regeling van de opvolging in de kleine ondernemingen en biedt enkel mogelijkheden voor de middelgrote en grote ondernemingen.

Indien men de continuïteit van de K.M.O.'s wil garanderen dienen er volgens het N.C.M.V. dringend een aantal fiscale maatregelen genomen te worden. Deze maatregelen moeten zich zowel situeren op het vlak van de successierechten als op het vlak van de overdracht van de onderneming binnen de familie.

4. Behoud van verlaagde tarieven

Het N.C.M.V. heeft met verwondering vastgesteld dat de Hoge Raad van Financiën unaniem van mening is dat de huidige structuur van de tarieven van de vennootschapsbelasting, gekenmerkt door het toekennen van verlaagde tarieven aan vennootschappen waarvan de belastbare winst bepaalde plafonds niet overtreft, moet worden afgeschaft en vervangen door één enkel tarief.

Volgens het N.C.M.V. heeft de Hoge Raad geen rekening gehouden met volgende elementen :

- alhoewel de « grote » ondernemingen tegen een hoger tarief belast worden dan de « kleine » ondernemingen blijkt uit de studienota nr. 8 van de Nationale Bank dat de effectieve belastingdruk bij de K.M.O.'s hoger ligt dan bij de grote ondernemingen (respectievelijk 31,3 voor de K.M.O.'s en 16,4 pct. bij de grote ondernemingen);

- het schrappen van de verlaagde tarieven heeft voor de kleine ondernemingen een belastingverhoging tot gevolg en voor de grote ondernemingen betekent het een belastingverlaging;

Door het kabinet van de Staatssecretaris Dupré werd geraamd dat de afschaffing van het flattarief enerzijds en de verlaging van het gewoon tarief naar 35 pct. (zonder de verruiming van de belastbare basis) anderzijds op 0,99 miljard frank supplementaire belasting voor de K.M.O.'s meebrengt (door andere bronnen geraamd op 8 miljard) en 15,3 miljard frank belastingbesparing voor de grote ondernemingen;

- in tegenstelling tot de grote ondernemingen kunnen K.M.O.'s geen beroep doen op de openbare kapitaalmarkt (beurs); het nominaal tarief is bij reservering van de winsten dus zeer belangrijk;

- uit de studienota van de Nationale Bank nr. 8 kan men voor de periode 1987-1989 vaststellen dat :

- * het bedrijfsresultaat van de K.M.O.'s nagenoeg stabiel was terwijl de grote ondernemingen een forse stijging boekten;

- * voor beide groepen van ondernemingen de belastingen de tendens van het bedrijfsresultaat niet volgden, hetgeen onder meer duidt op een toename van de gemiddelde belastingdruk bij de K.M.O.'s;

- * het resultaat na belastingen een neerwaartse trend kende bij de K.M.O.'s, daar waar er een forse opwaartse knik was bij de grote ondernemingen;

- * inzake het financieel resultaat kan worden vastgesteld dat deze bij de K.M.O.'s negatief is terwijl zij vanaf 1988 voor de grote ondernemingen positief werd.

5. L'autofinancement des P.M.E.

Certaines mesures visant à promouvoir l'autofinancement au sein des P.M.E. s'imposent pour des raisons économiques et fiscales.

* Nécessité économique

Les P.M.E. occupent une place à part dans l'économie belge. C'est ce qui ressort notamment de leur mode de financement. Contrairement aux grandes entreprises, les P.M.E. ne peuvent pas faire appel au marché public des capitaux (bourse). Elles ne disposent que de deux moyens pour financer leurs activités :

- a) emprunter auprès d'une banque (capitaux étrangers);
- b) apport de capital et/ou mise en réserve des bénéfices (actif propre).

Des études du Secrétariat d'Etat de J. Dupré ont montré que les P.M.E. (sociétés) recourent trop largement à des capitaux étrangers. Quelque 50 p.c. des P.M.E. belges (sociétés) ont deux fois plus de dettes que de fonds propres et 31,8 p.c. ont même quatre fois plus de dettes que de fonds propres.

Une étude récente de la Banque nationale (note d'étude n° 8) montre également que le coefficient de solvabilité des P.M.E. (sociétés) diminue. Ce coefficient s'élevait encore à 38,6 p.c. en 1988 et n'atteignait plus que 37,5 p.c. en 1989. Ce recul est dû principalement au fait que les P.M.E. (sociétés) empruntent davantage auprès d'institutions de crédit. En revanche, la solvabilité des grandes entreprises s'améliore grâce à l'accroissement du capital et aux bénéfices mis en réserve.

* Nécessité fiscale

Le traitement fiscal du financement par appel à des capitaux étrangers diffère considérablement de celui du financement à l'aide de fonds propres. La différence s'est accrue à la suite de l'abaissement de 25 à 10 p.c. à partir du 1^{er} mars 1990, du précompte mobilier sur les intérêts des titres à intérêt fixe. Le précompte mobilier sur les revenus de capitaux à risque est resté, quant à lui, de 25 p.c.

Il en résulte que le financement à l'aide de capitaux étrangers est beaucoup plus avantageux fiscalement que le financement à l'aide de fonds propres.

Exemple

Une P.M.E. dispose de 10 000 francs pour rétribuer le capital attiré.

Si elle affecte cette somme à la rémunération des actionnaires, celle-ci sera soumise au taux marginal de 29 p.c. et s'élèvera finalement à 532,5 francs.

Si la P.M.E. affecte la même somme à la rémunération du capital étranger, cette dernière s'élèvera à 900 francs.

L'avantage en cas de financement au moyen de capitaux étrangers s'élève à 367,5 francs.

L'inégalité entre le traitement fiscal du financement de la dette et celui de l'autofinancement entraîne des distorsions qui désavantagent principalement les P.M.E.

A cela s'ajoute que la pression fiscale réelle que subissent les grandes entreprises est fort différente de celles que subissent les P.M.E.

Dans le contexte de l'évolution vers le marché unique européen et de la concurrence croissante qui en découle, il est donc nécessaire de prévoir un « incitant » fiscal spécifique et simple en vue de stimuler l'autofinancement des P.M.E.

5. De autofinanciering in K.M.O.'s

Zowel om economische als om fiscale redenen is de invoering van een aantal maatregelen ter bevordering van de autofinanciering in de K.M.O. noodzakelijk.

* Economische noodzaak

De K.M.O.'s nemen in de Belgische economie een aparte plaats in. Dit blijkt onder meer uit hun financieringswijze. In tegenstelling tot de grote ondernemingen kunnen K.M.O.'s geen beroep doen op de openbare kapitaalmarkt (beurs). Zij beschikken slechts over twee manieren om hun activiteiten te financieren m.n.:

- a) ontlenen bij de bank (vreemd vermogen);
- b) inbreng van kapitaal en/of reservering van de winsten (eigen vermogen).

Uit studies van het Staatssecretariaat van J. Dupré blijkt dat de K.M.O.'s (vennootschappen) veel met vreemde middelen werken. Zowat 50 pct. van de Belgische K.M.O.'s (vennootschappen) heeft dubbel zoveel schulden als eigen vermogen en 31,8 pct. heeft zelfs viermaal meer schulden dan eigen vermogen.

Een recente studie van de Nationale Bank (studienota nr. 8) toont tevens aan dat de solvabiliteitscoëfficiënt bij de K.M.O.'s (vennootschappen) afneemt. In 1988 bedroeg deze coëfficiënt 38,6 pct. en 37,5 pct. in 1989. Deze achteruitgang is voornamelijk toe te schrijven aan het feit dat de K.M.O.'s (vennootschappen) nog meer beroep doen op leningen bij kredietinstellingen. Bij de grote ondernemingen verbetert daarentegen de solvabiliteit door de toename van het kapitaal en de gereserveerde winsten.

* Fiscale noodzaak

De fiscale behandeling van de financiering met vreemd vermogen verschilt aanzienlijk van de financiering met eigen middelen. Deze ongelijke behandeling werd versterkt door de verlaging van de roerende voorheffing op intresten op vastrentende effecten van 25 pct. naar 10 pct. vanaf 1 maart 1990. De roerende voorheffing op inkomsten uit risico-dragend kapitaal bleef echter 25 pct.

Deze situatie heeft tot gevolg dat het financieren met vreemd vermogen vanuit fiscaal oogpunt duidelijk voordeliger is dan met eigen middelen.

Voorbeeld

Een K.M.O. heeft 1 000 frank beschikbaar voor de vergoeding van aangetrokken kapitaal.

Indien zij met dit bedrag de aandeelhouders wenst te vergoeden dan zal bij een marginaal tarief van 29 pct. een vergoeding van 532,5 frank kunnen toegekend worden.

Indien zij met dit bedrag de vergoeding voor vreemd vermogen moet betalen, zal dit 900 frank bedragen.

Het positief verschil in het voordeel van de financiering met vreemd vermogen bedraagt 367,5 frank.

De ongelijke fiscale behandeling van enerzijds de schuldfinanciering en anderzijds de autofinanciering leidt voornamelijk bij de K.M.O.'s tot distorsies.

Daarbij komt nog dat de effectieve belastingdruk grote ondernemingen - K.M.O.'s sterk uiteenloopt.

In het kader van de totstandkoming van de Europese interne markt en de daarmee verbonden toenemende concurrentie, is derhalve een specifieke, eenvoudige fiscale « incentive » om de autofinanciering in de K.M.O.'s te stimuleren noodzakelijk.

Cette nécessité a déjà été soulignée dans l'accord de gouvernement de 1988 et elle a été rappelée plusieurs fois par la suite.

Le N.C.M.V. demande aussi, instamment, qu'un certain nombre de mesures soient prises en la matière dans le cadre de la prochaine réforme fiscale.

Selon le N.C.M.V., les mesures suivantes sont envisageables :

a) pour les sociétés :

- l'instauration d'un taux d'imposition réduit pour les P.M.E. qui mettent leurs bénéfices en réserve;
- l'harmonisation du précompte mobilier pour le capital à risque.

b) pour les indépendants :

- la « déduction pour autofinancement », en vue d'encourager le financement à l'aide de fonds propres.

Cette nouvelle déduction serait accordée aux indépendants qui financeraient un investissement professionnel à l'aide de fonds propres. Les modalités d'application de cette déduction seraient identiques à celles de la déduction pour investissement. Seul le taux serait différent.

Le cumul de la déduction pour investissement et de la déduction pour autofinancement est toutefois exclu. Le taux de la déduction pour autofinancement est égal à celui de la déduction pour investissement étalée, majorée de 8 p.c.

6. L'amortissement dégressif

Au cours du contrôle budgétaire 1991, le Gouvernement a décidé qu'il adapterait ou supprimerait le système d'amortissement dégressif. La plus-value ainsi escomptée est estimée à 2,5 milliards.

En cas d'amortissement dégressif, l'annuité d'amortissement applicable chaque année est fixée à un montant variable. Le montant d'amortissement fixe est appliqué sur la valeur encore à amortir (valeur résiduelle ou valeur comptable) de l'élément d'actif.

Ce système est en principe applicable à tous les actifs corporels, quelle que soit leur durée normale d'utilisation (amortissement sur 3 ans au moins). Les voitures personnelles, les breaks et les minibus sont toutefois exclus du bénéfice de ce système.

La *ratio legis* du système dégressif est d'aider à réduire le risque attaché aux placements en capital d'exploitation et, donc, de promouvoir la croissance des entreprises en leur permettant d'amortir plus rapidement les investissements en question au cours des premières années.

Dans ce système d'amortissement dégressif, il y a une réduction du bénéfice imposable au cours des premiers exercices et, dès lors, une diminution d'impôts grâce à laquelle des liquidités sont libérées qui peuvent servir au remboursement des emprunts contractés et/ou à la réalisation de nouveaux investissements.

Dans quel sens le système des amortissements dégressifs va-t-il être modifié ?

Possibilités :

- 1° suppression des amortissements dégressifs pour certains actifs ou pour tous les actifs : exemple : amortissements sur 5 ans minimum;
- 2° lutter contre les utilisations impropres.

La suppression du système aurait de lourdes conséquences pour les P.M.E. Voici ce qui en résulterait :

- * une nouvelle atteinte à la structure financière, dans la mesure où l'autofinancement serait découragé;

Deze noodzaak werd reeds onderkend in het regeerakkoord van 1988 en is daarna verschillende malen herhaald geworden.

Het N.C.M.V. dringt er dan ook op aan dat bij de eerstkomende belastinghervorming een aantal maatregelen ter zake worden genomen.

Volgende maatregelen kunnen volgens het N.C.M.V. hiervoor in aanmerking komen :

a) voor de vennootschappen :

- de invoering van een lagere aanslagvoet voor de K.M.O.'s indien de winsten worden gereserveerd;
- de harmonisering van de roerende voorheffing voor risico-dragend kapitaal.

b) voor de zelfstandigen :

teneinde het financieren met eigen middelen ook bij de zelfstandigen aan te moedigen, wordt de « zelffinancieringsaftrek » voorgesteld.

Deze nieuwe aftrek wordt toegestaan aan zelfstandigen die een beroepsinvestering met eigen middelen financieren. De toepassingsmodaliteiten van deze aftrek zijn, met uitzondering van het percentage, dezelfde als de gespreide investeringsaftrek.

Een cumulatie van de investeringsaftrek met de zelffinancieringsaftrek wordt echter uitgesloten. Het percentage van de zelffinancieringsaftrek is gelijk aan het percentage van de gespreide investeringsaftrek, verhoogd met 8 pct. punten.

6. De degressieve afschrijving

Tijdens de begrotingscontrole 1991 heeft de regering beslist het stelsel van de degressieve afschrijving aan te passen of af te schaffen. De verwachte meeropbrengst werd gebudgetteerd op 2,5 miljard.

Bij degressieve afschrijving is de jaarlijks toe te passen afschrijvingsannuïteit vastgesteld op een veranderlijk bedrag. Het vast afschrijvingsbedrag wordt toegepast op de nog af te schrijven waarde (residu-waarde of boekwaarde) van het activabeestand.

Dit stelsel is in principe van toepassing op alle materiële activa ongeacht hun normale gebruiksduur (over minimum 3 jaar afschrijven). De personenwagens, stationwagens en minibussen zijn echter uitgesloten.

Het degressief stelsel heeft als *ratio legis* het risico van beleggingen in bedrijfsmiddelen te helpen verminderen en bijgevolg de groei van de ondernemingen te bevorderen door hogere afschrijvingen toe te laten tijdens de eerste jaren waarin de bedoelde investeringen werden gedaan.

Door deze degressieve afschrijving wordt de belastbare winst van de eerste boekjaren verminderd zodat voor bedoelde jaren minder belastingen dienen betaald te worden waardoor liquiditeiten vrijkomen om de aangeane leningen af te lossen en/of nieuwe investeringen te doen.

In welke richting zal het stelsel van de degressieve afschrijvingen worden gewijzigd ?

Mogelijkheden :

- 1° afschaffen van de degressieve afschrijvingen op bepaalde of alle activa : b.v. minimum 5 jaar afschrijven;
- 2° oneigenlijke gebruiken bestrijden.

Indien het stelsel wordt afgeschaft, heeft dit zware gevolgen voor de K.M.O.'s :

- * verdere aantasting van de financiële structuur door de ontmoediging van de autofinanciering;

* les P.M.E. bénéficient de taux réduits (article 126 C.I.R.); ne pouvant plus recourir à l'amortissement dégressif, elles se retrouveraient fort probablement dans une catégorie imposable supérieure;

* les grandes entreprises investiront par le biais de sociétés étrangères; elles réaliseront des amortissements avantageux et imposeront un loyer à leurs sociétés en Belgique.

* de K.M.O.'s genieten van verminderde tarieven (artikel 126 W.I.B.); door het feit dat zij voortaan niet meer degressief zouden mogen afschrijven, is de kans groot dat zij in een hogere schijf terecht komen;

* grote ondernemingen zullen hun investeringen doen via buitenlandse vennootschappen; daar zullen zij voordelig afschrijven en naar hun vennootschappen in België een huurprijs doorrekenen.

9. EXPOSE DE M. CLEEMPUT, AU NOM DU FRONT VERT

Les exploitations agricoles et horticoles actuelles ont un immense besoin de capitaux pour l'achat de terrains, de bâtiments et de machines. Un tiers de ces exploitations passent à la génération suivante par la filière de l'exploitation conjointe « père et fils ». La société civile ainsi constituée, dépourvue de personnalité juridique, règle la collaboration entre les parents au seuil de la retraite et l'agriculteur en herbe aux possibilités financières limitées.

Nous retrouvons dans cette forme d'exploitation le véritable principe des sociétés : collaborer dans le cadre d'une société afin de permettre la continuité et l'autofinancement de l'exploitation. Les associés de cette société sont taxés à l'impôt des personnes physiques sur les bénéfices qu'ils réalisent et sur leur part dans le bénéfice indivis, ce qui va à l'encontre de tout objectif fiscal.

Nous soutenons qu'il faut décourager les formes de sociétés inspirées uniquement par des motifs fiscaux et parafiscaux.

Nous constatons en effet qu'un nombre sans cesse croissant de personnes s'organisent en une société (et de plus en plus, il s'agit d'une société unipersonnelle) pour éluder l'impôt progressif en fractionnant leur revenu en diverses composantes ou en l'étalant dans le temps.

L'état actuel de la législation et de la jurisprudence fiscales leur permet de le faire d'une manière parfaitement légitime.

Nous pensons que la « fuite vers les sociétés » dont les hommes politiques se méfient tant — surtout pour des raisons budgétaires — ne pourra être arrêtée que si le législateur s'attache en permanence à traiter sur un pied d'égalité, du point de vue fiscal, les activités industrielles exercées dans le cadre d'une société et celles qui s'exercent en dehors d'un tel cadre. Autrement dit, que l'indépendant recoure à la structure d'une société ou non ne doit faire aucune différence, du moins sur le plan fiscal. Selon nous, la meilleure façon de réaliser une telle neutralité est d'adapter les taux.

Nous estimons également qu'il faut s'intéresser de plus près aux effets parafiscaux de la fuite vers les sociétés. Comme les structures d'une société permettent d'échapper au paiement des cotisations sociales en jouant sur le champ d'application et la base de calcul des cotisations, des mesures appropriées doivent être prises pour préserver le financement du statut social des indépendants.

Nous plaçons également pour une certaine stabilité sur le plan législatif, tant en ce qui concerne l'impôt des personnes que celui sur les sociétés. Les intervenants précédents ont déjà souligné que les entreprises sont handicapées par une législation sans cesse changeante qui rend impossible toute planification.

Indépendamment des modifications légales qui doivent encore intervenir dans la perspective d'une harmonisation des législations des différents pays européens, nous plaçons dès lors en faveur d'un *statu quo* du travail législatif. Une telle pause permettra non seulement aux contribuables d'évaluer les conséquences des récentes modifications de la loi, mais également aux administrations fiscales de prendre position quant à l'interprétation de dispositions fiscales souvent cruciales qui ont vu le jour ces dernières années.

Une adaptation éventuelle de la fiscalité des entreprises qui aille plus loin que l'harmonisation au niveau européen doit, à notre avis, comporter un certain nombre de mesures en vue de promouvoir l'autofinancement des P.M.E. Ces mesures devraient encourager le financement des investissements de l'entreprise par les bénéfices réservés ou les ressources personnelles du chef d'entreprise, au détriment du financement externe, qui est actuellement fiscalement plus favorable.

9. REFERAAT VAN DE HEER CLEEMPUT, NAMENS HET GROEN FRONT

Hedendaagse land- en tuinbouwbedrijven hebben een enorme behoefte aan kapitaal voor de aankoop van gronden, gebouwen en machines. Een derde van de land- en tuinbouwbedrijven gaat over naar de volgende generatie via het stadium van de « vader/zoon » samenuitbating. De aldus gevormde burgerlijke vennootschap, zonder rechtspersoonlijkheid, regelt de samenwerking tussen de uitbollende ouders en de aankomende jonge boer, wiens financiële mogelijkheden beperkt zijn.

In deze exploitatievorm vinden wij de echte vennootschapsidee terug : samenwerken in een vennootschap om de continuïteit en de autofinanciering van het bedrijf mogelijk te maken. De vennoten van deze vennootschap worden op hun winstopnemingen en op hun deel in de onverdeelde winst in de personenbelasting belast, wars van enig fiscaal technisch objectief.

Het is onze stelling dat vennootschapsconstructies die louter ingegeven zijn door fiscale en parafiscale motieven dienen ontmoedigd te worden.

Wij stellen immers vast dat steeds meer personen zich organiseren in een vennootschap (en in toenemende mate is dat dan ook een eenpersoonsvennootschap) om door het splitsen van hun inkomen in verschillende componenten, of door de spreading ervan in de tijd, aan de progressieve belasting te ontsnappen.

De huidige stand van de fiscale wetgeving en rechtspraak biedt hen de mogelijkheid dit op een volledig legitieme wijze te doen.

Wij menen dat de door politici vooral vanuit budgettaire oogpunt zo gewantrouwde « vlucht naar de vennootschappen » slechts kan gestopt worden door een voortdurende aandacht van de wetgever om de keuze tussen het uitoefenen van de bedrijfsactiviteit met of zonder vennootschapsstructuur, fiscaal volledig neutraal te maken. Deze neutraliteit moet tot gevolg hebben dat het voor een zelfstandige, althans op fiscaal gebied, geen verschil uitmaakt of hij al dan niet gebruik maakt van een vennootschap. Deze neutraliteit kan o.i. het best gerealiseerd worden door aanpassingen op het vlak van de tarieven.

Meer aandacht dient volgens ons ook besteed te worden aan de parafiscale gevolgen van de vlucht naar vennootschappen. De via vennootschapsstructuren gecreëerde mogelijkheden tot ontwijking van sociale bijdragen door het spelen met het toepassingsgebied en de grondslag voor de bijdragen, vereisen adequate maatregelen ter vrijwaring van de financiering van het sociaal statuut van de zelfstandigen.

Wij willen hier vandaag ook pleiten voor een zekere stabiliteit op het wetgevende vlak in zowel personenbelasting als vennootschapsbelasting. Er is door vorige sprekers reeds op gewezen dat het bedrijfsleven niet gebaat is met een steeds wijzigende wetgeving die elke planning onmogelijk maakt.

Onafgezien van de wetswijzigingen die met het oog op de harmonisatie van de Europese wetgeving nog noodzakelijk zijn, pleiten wij dan ook voor een status quo in het wetgevend werk. Deze rustpauze zal niet alleen de belastingplichtigen toelaten de gevolgen van de recente wetswijzigingen in te schatten, maar stelt ook de fiscale administraties in de mogelijkheid een standpunt in te nemen inzake de interpretatie van vaak cruciale bepalingen uit de fiscale wetten van de laatste jaren.

Een eventuele aanpassing van de bedrijfsfiscaliteit die verder gaat dan de harmonisatie op Europees vlak moet o.i. een aantal maatregelen bevatten ter bevordering van de zelffinanciering van de K.M.O.'s. Dergelijke maatregelen zouden de keuze voor de financiering van de bedrijfsinvesteringen via de gereserveerde winsten of uit de persoonlijke middelen van de bedrijfsleider moeten stimuleren ten koste van de op dit ogenblik fiscaal meer gunstige externe financiering.

Les mesures appropriées à cet effet nous paraissent être l'application d'un taux d'imposition réduit pour les bénéfices réservés investis des sociétés et une déduction spéciale en faveur de la société unipersonnelle qui investit des moyens propres.

Le problème du financement interne nous conduit à un autre aspect important de l'entreprise familiale, à savoir le soin de préserver la continuité de l'entreprise après la disparition du chef d'entreprise.

Sur ce plan également, de nombreuses améliorations sont encore possibles. Sans doute la constitution en société, complétée ou non par le bureau de gestion proposé par le Secrétaire d'Etat Demeester, offre-t-elle des possibilités, mais ceux pour qui cette solution n'est pas possible ne doivent pas être pour autant abandonnés à leur sort.

Il convient donc de prévoir des mesures destinées spécifiquement à préserver la continuité des petites entreprises commerciales, artisanales ou agricoles qui ne sont pas organisées sous forme de société.

A cet égard, nous voudrions souligner que la législation fiscale actuelle est trop axée, dans son économie et son application, sur le commerce et l'industrie et qu'elle n'est nullement adaptée aux besoins spécifiques du secteur agricole et horticole.

Les exemples qui peuvent illustrer ce point de vue sont légion. Dans bien des cas, les agriculteurs sont forcés d'investir en terres. Pour les agriculteurs, celles-ci sont un moyen de production indispensable. Pourtant, ce moyen d'exploitation ne peut être amorti et les coûts d'acquisition qui s'y rapportent ne peuvent pas davantage être portés en compte comme dépense professionnelle.

L'interprétation de la législation fiscale donne également lieu constamment à des discussions de principe en ce qui concerne les activités agricoles.

Personne n'est en mesure de donner une réponse satisfaisante à des questions telles que : Peut-on amortir le bétail ? Peut-on appliquer une déduction pour investissement à l'achat d'une génisse (nouvel élément d'actif) ? Comment évaluer les récoltes sur pied à la clôture des comptes (inventaire) ?

Dans le secteur agricole et horticole, la relation entre les moyens mis en œuvre et le résultat finalement obtenu est si peu évidente que des principes tels que la marge bénéficiaire ne peuvent être appliqués. Une législation qui ne tient pas compte de cette caractéristique conduit dès lors à l'arbitraire dans son application.

Le professeur Tiberghien, auteur pourtant d'un grand nombre de publications et d'articles de fiscalité, a écrit à ce propos : « Quel amateur de puzzles fiscaux écrira un livre sur la fiscalité de l'exploitation agricole ? Pas moi. Moins parce que ce livre comprendrait plusieurs centaines de pages que par crainte d'aborder un sujet relatif à la profession qui est sans doute la plus compliquée et la moins étudiée sur le plan fiscal. »

Et d'ajouter : « ..., si l'agriculteur tient une comptabilité régulière, les discussions peuvent être innombrables et animées. Ne serait-ce qu'en raison de cette particularité qu'en agriculture, la plupart des actifs croissent. » (traduction)

Fin de citation.

Nous pouvons donc conclure avec M. Tiberghien que l'agriculture et l'horticulture sont une donnée économique à ce point complexe que l'organisation de l'exploitation en fonction d'une optimisation fiscale est, dans bien des cas, impossible et, à terme, néfaste en termes économiques. La sécurité juridique commande que ce secteur soit doté d'une législation fiscale prenant en compte sa spécificité.

Een verlaagd vennootschapsbelastingtarief op de geïnvesteerde gereserveerde winst van vennootschappen, en een bijzondere aftrek voor de eenmanszaak die investeringen doet met eigen middelen, lijken daartoe de gepaste maatregelen te zijn.

Het probleem van de interne financiering brengt ons bij een ander belangrijk aspect van het familiebedrijf, nl. de zorg voor het vrijwaren van de continuïteit van de onderneming na het wegvalen van de bedrijfsleider.

Ook op dit vlak zijn nog talrijke verbeteringen mogelijk. Weliswaar bieden constructies met vennootschappen, al dan niet aangevuld met het door Staatssecretaris Demeester voorgestelde administratiekantoor, mogelijkheden, maar degenen voor wie dergelijke constructies niet haalbaar zijn, mogen ook niet in de kou blijven staan.

Maatregelen die specifiek gericht zijn op het vrijwaren van de continuïteit van kleine handels-, ambachts- of landbouwbedrijven die niet in een vennootschapsvorm zijn georganiseerd, zijn dan ook aangewezen.

In dit verband willen wij er toch de aandacht op vestigen dat de huidige fiscale wetgeving in zijn opzet en toepassing te zeer gericht is op handel en nijverheid, en helemaal niet is aangepast aan de specifieke noden van de land- en tuinbouwsector.

De voorbeelden die deze stelling kunnen illustreren zijn legio. Landbouwers zijn in vele gevallen gedwongen om te investeren in gronden. Voor landbouwers zijn gronden een levensnoodzakelijk produktiemiddel. Niettemin is dit bedrijfsmiddel niet afschrijfbaar, en kunnen verwervingskosten die erop betrekking hebben evenmin als bedrijfsuitgave in rekening gebracht worden.

Ook de interpretatie van de fiscale wetgeving met betrekking tot het agrarisch gebeuren geeft om de haverklap aanleiding tot principiële discussies.

Op vragen als « is fokvee afschrijfbaar, is een investeringsaftrek mogelijk bij de aanschaf van een kalfvaars (nieuw actiefbestanddeel ?), hoe waardeer ik bij het afsluiten van mijn rekeningen (inventaris) mijn vruchten te velde », kan door niemand een afdoend antwoord worden verstrekt.

In de land- en tuinbouwsector is de relatie tussen de ingezette middelen en het uiteindelijk verkregen resultaat zo weinig voor de hand liggend dat principes zoals winstmarges en dergelijke er niet kunnen worden toegepast. Een wetgeving die met deze eigenheid geen rekening houdt, leidt dan ook tot willekeur bij de toepassing ervan.

Professor Tiberghien, auteur van toch heel wat fiscale publikaties en artikels, stelde hierover het volgende, en ik citeer : « Welke liefhebber van fiscale puzzels schrijft een boek over de fiscaliteit van het landbouwbedrijf ? Ik niet, niet zozeer omdat het boek enkele honderden bladzijden zou beslaan, maar uit schrik voor een onderwerp dat betrekking heeft op het beroep dat wellicht op belastinggebied het ingewikkeldste en het minst bestudeerde is. »

En verder : « ... als de landbouwer een regelmatige boekhouding voert, kunnen er talloze discussies hoog oplopen. Al was het maar door de eigenaardigheid dat in de landbouwsector de meeste activa groeien. »

Tot zover dit citaat.

Met Tiberghien kunnen wij dan ook besluiten dat de land- en tuinbouw een zo complex economisch gegeven vormt dat de organisatie van het bedrijf in functie van een fiscale optimalisatie in vele gevallen onmogelijk en op termijn bedrijfseconomisch nefast is. Omwille van de rechtszekerheid heeft zij behoefte aan een fiscale wetgeving die met haar specificiteit rekening houdt.